



# TRIBUNE LIBRE

Les articles insérés ci-dessous n'engagent que la responsabilité de leur auteur et ne peuvent intervenir dans la ligne de l'organisation, à aucun moment

## Non pas Dieu et Nature mais Nature est Dieu

Camarade Besnier, il faut que tu saches que je crois pas plus en Dieu que n'y croit le Pape, et que si ému je suis ce ne peut être que de Satan qui, selon Bakounine, fut le premier révolté sur terre, au sens figuré évidemment (ne vas pas penser que je crois au diable maintenant).

Ainsi mon exposé t'a causé surprise ! Eh bien moi aussi je suis surpris de constater qu'il y a des camarades parmi nous qui identifient une organisation syndicale à un parti politique ou idéologique. Le syndicat, et principalement le nôtre, camarade, a pour tâche de grouper indifféremment tous les exploités quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses à seule fin de lutter contre l'exploitation capitaliste et fonder une société où l'individu soit libre de penser et d'avoir ses opinions. Seuls les partis ne demandent que des individus convaincus, particulièrement l'idéal anarchiste.

Tu as mal interprété mon exposé. Je tiens compte que tu ignores la raison qui m'a poussé à l'écrire. Tu as voulu m'éclaircir en faisant ressortir le sadisme et la méchanceté de Dieu, ennemi implacable de l'homme. En fait, tu n'as fait que répéter par un long exposé ce que moi-même j'ai dit en quelques lignes dans la première partie de mon article se rapportant au Dieu omnipotent et omniscient, bon et par-

fait. Donc tu ne m'as rien appris que je ne sache déjà.

Les raisons de mon exposé tiennent d'un article anti-religieux et anti-déiste parus au début de l'année et titré il me semble «Propos d'un incroyant à un croyant». Cet article blessa l'amour-propre d'un camarade récemment inscrit à la C.N.T., celui-ci étant croyant. Après lui avoir expliqué que chez nous, chacun était libre d'exposer ses opinions et qu'il pouvait envoyer un article réponse, je lui promis d'écrire quelque chose sur Dieu, évidemment pour ne pas entrer en contradiction avec moi-même, j'ai basé mon exposé sur des bases rationnelles, employant le mot Dieu que pour la circonstance, à la place de Nature.

Quant je dis que tu as mal compris mon sujet je m'explique : remplace les mots INTELLIGENCE et DIEU qui sont synonymes d'une même chose, par FORCE et NATURE, qui sont aussi synonymes, et tu me diras ce que tu pourras contester ? Est-ce le terme que j'attribue à Dieu ou Nature de « Conscience, Normale et Juste » ? Ne se dégage-t-il pas une certaine « conscience » malgré la force aveugle de la nature, en tenant compte du monde limité que nous habitons, et la nature inconsciente des animaux l'homme y compris, et des végétaux à se reproduire ?

Ne révèle-t-elle pas un sens

« normal » dans le maintien et l'équilibre des espèces multiples qu'elle engendre dans ce monde restreint ? N'existe-t-il pas un côté, quelque chose, de « Juste » pour donner à toutes ces forces aussi physiques qu'animaux et végétales si diverses la part matérielle qu'il leur faut pour leur existence et leur reproduction ? Dotant toutes les espèces vivantes, des multiples formes de lutte pour l'existence, celles-ci n'étant ni assez faibles pour permettre l'anéantissement total d'une ou plusieurs espèces par d'autres, ni assez puissantes pour qu'elles s'anéantissent les unes les autres. Plus ! Les espèces sont dotées de la nature de se métamorphoser au lieu de disparaître, au fur et à mesure que le climat, l'atmosphère et les produits nourriciers changent.

Je me figure ton expression quand tes yeux se sont posés sur le nom de « Dieu » suivi par « conscience normale et juste ». Ta pensée peut-être un peu bornée s'est trouvée aveuglée au point de ne pas saisir le sens concret de mon sujet et n'y trouver qu'une justification du Dieu métaphysique et obscurantiste, au lieu d'y déceler un eul tout entier mon prétendu Dieu et le monde universel ; celui-ci n'étant en réalité que le dynamisme régissant les lois de la Nature. Voilà camarade ce que « vient faire Dieu ou la nature dans cette affaire », la matière n'étant, elle, que de l'énergie accumulée, c'est-à-dire dynamisme pur et rien d'autre.

As-tu connu, camarade Besnier, quelqu'un absolument satisfait de son sort, si heureux soit-il ? Je ne crois pas car il existe toujours quelque chose que l'on désire parce qu'on ne l'a pas, et pour l'obtenir on lutte et on se sacrifie plus ou moins, donc on se donne du mal.

Qui crois-tu plus satisfait et plus heureux ? La personne qui se rend acquéreur, avec de l'argent d'un beau tableau, ou l'artiste peintre, qui après de longues journées de travail a peine pour peindre ce même tableau ? en tenant compte que plus il trouve difficile son sujet plus sa joie est grande quand il l'a fini et pleinement réussi.

Qui sera plus content et heureux après la victoire d'une révolution ? l'inconscient qui préfère l'esclavage au sacrifice pour s'en libérer, ou le militant révolutionnaire qui a souffert et s'est sacrifié pour faire tomber les chaînes et fait triompher son idéal ?

De là je dis que l'homme ne peut être conscient du bien que dans la mesure où il se trouve devant le mal et que plus il combat le mal, plus il a conscience du bien. Inutile de te redire que le bien et le mal sont relatifs et indissolubles comme le « temps passé et le temps à venir ».

Pour moi mes conclusions ne sont pas marquées d'a-priorisme. Encore une de tes fausses interprétations. Pour moi il n'y a pas eu de cause première, mais un continu enchaînement de causes et d'effets. Je ne crois pas non plus à cette théorie de l'Univers en expansion d'où apparaît cette explosion cosmique initiale qui a projeté dans l'espace tous les systèmes solaires et universels. Je crois plutôt à la théorie de l'Univers illimité, où les galaxies (accumulation de systèmes solaires et planétaires) dans un continu mouvement en plusieurs sens et d'une rapidité variée, se succèdent les unes aux autres. Elles doivent se former et se désintégrer pour se reformer par l'accumulation de l'énergie auparavant dégagée. Je ne sais pas si tu sais qu'Einstein a révélé que dans le vide chaque mètre cube contenait un atome : ces atomes, il me semble qu'ils ne peuvent être que des résidus libérés par des mondes dispa-

# Le Cocotier

La légende est connue. Chez les sauvages, quand un vieux a l'air de ne plus posséder assez de forces pour être encore utile à la collectivité, on l'oblige : c'est l'épreuve imposée et qu'il connaît bien, à grimper en haut d'un cocotier. Quand il y est parvenu, les jeunes assemblés secouent tant qu'ils peuvent le cocotier. Si le vieux y reste accroché, il redescend. Il a encore au moins pour un an d'existence. S'il tombe et se fracasse sur le sol, on le mange, et tout est dit : il faut que rien ne se perde.

Ce sont là évidemment mœurs de sauvages. Les sociétés modernes civilisées, et la nôtre, qui paraît-il s'est toujours trouvée à l'avant-garde de la civilisation, emploient d'autres méthodes de liquidation de la vieillesse. Ces méthodes sont pires en ce sens qu'on arrive moins brutalement certes à faire mourir les vieux, mais qu'on a les réduits de telle sorte qu'il ne leur reste plus que les os sur la peau et qu'ils ne peuvent en aucune manière, à leur mort, servir de denrée alimentaire.

Il y a cinquante ans, on voyait, dans nos villes et dans nos villages surtout, des trimards, hommes et femmes, la musette au dos, lamentablement vêtus, frapper de porte en porte pour quêter un morceau de pain ou un habit usagé.

Depuis, l'Etat, la Société organisée y a mis bon ordre. Vous n'avez pas de quoi vivre : soit ; on va vous refuser l'autorisation de mendier et vous accorder la possibilité de ne pas mourir de faim. Et cet Etat, cette Société organisée, offre royalement à ceux qui ont versé aux assurances sociales : 62.400 fr. aux autres : 31.200 fr., ces deux chiffres par an. 31.200 fr. par an : 85 fr. par jour : même pas le prix d'un kilo de pain et d'un litre de lait ! J'ai dit, et j'ai le droit de le répéter, que c'est une honte !

Cependant l'Etat qui n'a jamais donné un sou à la Vieillesse française : il l'a frustrée au contraire du 1er janvier 1948 à ce jour, d'une somme d'au moins 320 milliards qui ont disparu par le canal de la Caisse des Dépôts et Consignations, banque de l'Etat, dans les gouffres du budget, sans que j'aie besoin de dire lequel est le plus large et le plus profond ; l'Etat, pour la première fois vient de faire un geste. Par la loi du 30 juin 1956, il a institué, sous le titre « Fonds national de solidarité », une allocation supplémentaire de 31.200 fr. destinée en principe, à tous les allocataires pensionnés ou retraités dont le nombre était évalué par lui à 4.400.000.

Mensonge ! Il a semé tant d'obstacles sur la route des 4.400.000 : âge, plafond de ressources : 201-258.000 fr., revenu fictif et revenu réel, dette alimentaire, complication des dossiers à établir, qu'il n'y a certainement pas la moitié des 4.400.000 prétendus bénéficiaires qui arriveront au but : toucher les fameux 31.200 fr.

Si l'on réfléchit bien pourtant, que représentent 31.200 fr du plus pour ceux qui ne touchent que cela ? 170 fr. par jour au lieu de 85 : peut-être une fois par semaine un peu de mar-

garine sur le pain, un petit morceau de viande à pot au feu au lieu de l'os que la vieille demandait à la bouchère pour sa soupe du dimanche ? Un rien, une misère ! Voilà où les Vieux en sont réduits ! Ils meurent tout doucement de maladie, de misère, de froid ou de la plus terrible des détresses : le désespoir moral. Toutes les trois heures 1/2, un vieux se suicide en France !

Je pourrais vous développer longuement la situation. J'ai 8.500 vieux sur les reins. Je connais leurs difficultés, leurs angoisses, étant donné leur incapacité de se défendre. Je connais leur misère cachée : les habits rapiécés, les chaussures trouées, la maigre soupe du soir. Je connais surtout la maladie de l'idée fixe, la torture qui dans leurs nuits sans sommeil vrille leur cerveau fatigué comme un vilbrequin qui s'enfoncé, s'enfoncé et ne leur laisse pas un instant de repos. La grande misère des Vieux est mon cauchemar quotidien même nocturne. Je travaille pour eux de 10 à 1 h. ou 2 h. du matin, et si j'en délivre beaucoup je ne les sauve pas tous.

C'est pourquoi je crie « Au secours des Vieux, au secours ! » et c'est pourquoi je m'adresse à vous.

Oh, je sais bien qu'il me sera difficile d'obtenir votre audience ! Vous qui me lisez, vous êtes jeunes ou adultes, c'est-à-dire déjà des demi-vieux. Mais vous êtes tous des travailleurs, donc, des vieux travailleurs en puissance (en impuissance serait plus exact). Vous avez 35 - 40 50 ans. Vous avez donc derrière vous 20, 25 ou 35 années de travail. Vous êtes déjà que vous le vouliez ou non des Vieux Travailleurs. Et vous deviendrez vieux, tout à fait vieux, et à ce moment-là, vous ne serez pas plus capables que mes Vieux de maintenant de vous défendre.

C'est donc aujourd'hui, tout de suite, qu'il faut vous occuper, alors que vous avez encore les forces physiques et intellectuelles suffisantes, en défendant la cause actuelle de la Vieillesse française, d'assurer votre sort de demain.

Réfléchissez, je vous prie. De même que ce sont nos pères de cette 3e République dont on a dit tant de mal, sans savoir si la 4e vaudrait davantage, qui ont instauré l'activité sociale de ce pays : lois d'assistances, retraites ouvrières et paysannes, Sécurité sociale, garantissant tous les risques, allocations familiales, etc... de même ce sont les militants actuels de la Vieillesse française dont je m'honore d'être qui, laborieusement, péniblement, par un travail acharné, ouvrent le sillon et sèment le grain de la moisson que vous récolterez : moisson de vos pensions, allocations et retraites de demain. Nous voulons que cette moisson soit drue, qu'elle ne vous apporte pas seulement les 170 fr. ou les 225 fr. par jour. Nous réclamons dès maintenant 240.000 fr. par an pour tous, mais notre volonté suprême est, après que sera établi le statut général de la vieillesse française, que chaque travailleur touche, au jour même de sa retraite le même pouvoir d'achat qu'il recevait la veille.

Comprenez-moi bien : rien ne saurait légitimer l'injustice présente. A 65 ans moins un jour, un travailleur touche actuellement mettons 300.000 fr. par an. A 65 ans plus un jour, il doit se contenter d'un pouvoir d'achat de 62.400 fr. que lui offre royalement l'Etat, la Société organisée. Qu'en dites-vous ? Alors qu'il a tout donné, travaillant du matin au soir de sa vie !

Oh ! je sais. Vous n'avez pas réfléchi à cela et vous vous demandez quel est ce gars qui pêche dans le désert ? Vous avez votre « boulot » quotidien, votre famille, vos distractions de pauvres... On n'a pas le temps de s'occuper des autres. On compte seul et, seul, compte aujourd'hui. Mais demain, dans 10 ans, 20 ans, 30 ans, c'est vous qui serez dans le désert ! Vous serez vieux et qui vous défendra, car vous ne serez plus capable de vous défendre vous-même ? Un de ces précheurs dans le désert comme celui qui vous parle aujourd'hui.

Votre intérêt — je dis bien votre intérêt — est donc de défendre sur le plan actuel la vieillesse française. En le faisant vous contracterez une véritable « assurance-vieillesse », bien supérieure à celle qui vous est garantie par la Caisse, car l'action que vous mènerez en nous soutenant nous les Vieux d'aujourd'hui, constituera un capital social dont vous ne pouvez dès maintenant et dont personne ne peut définir l'intérêt important qui assurera vos vieux jours.

Soyez persuadés du fait que toute action porte ses fruits, qu'en défendant les Vieux d'aujourd'hui, c'est vous que vous défendez et que c'est vous qui serez dans l'avenir, les seuls bénéficiaires de notre et de votre action présente si vous la mettez en œuvre.

Seule la classe ouvrière active peut venir au secours de la Vieillesse française qui, à l'heure actuelle, finit lamentablement ses jours.

Je crie encore « Au secours des vieux ! au secours ! ».

Je n'ai pas, hélas ! la prétention d'être entendu. Tant pis pour ceux qui achèvent de mourir, mais tant pis aussi pour vous, Chers Camarades, vieux à venir qui, si vous n'entendez pas mon appel, ne récolterez que ce que, sans vous, nous aurons semé !

Louis HOBEY.

**TRAVAILLEURS !**  
Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le Syndicalisme révolutionnaire.  
Ralliez la C.N.T. !

## Souscription

«COMBAT SYNDICALISTE»

Delpuch	70 fr.
Canu	50 fr.
Colonna	70 fr.
Guillemet	45 fr.
Buggia	30 fr.
Charronat	570 fr.
Baufils	70 fr.
Malou	80 fr.
Gravot	70 fr.
Vix	70 fr.
Lafont	80 fr.
Tinena	50 fr.
Zanazi	1.150 fr.
Vines	590 fr.
Planat	170 fr.
Fernandez	1.000 fr.
Peric	300 fr.
Descamps	70 fr.
Palix	70 fr.
Employés (PARIS)	400 fr.

Souscription de Marseille :	
Persici V.	100 fr.
Couronne	330 fr.
Bréglino	100 fr.
Balboni	100 fr.
Brun	430 fr.
Gardebled	100 fr.
Anonyme	100 fr.
Gilioli	150 fr.
LIBER.	
Total de la liste	6.435 fr.

## Immortelle Liberté

Des affiches immenses émanant des Syndicats Chrétiens s'étaient sur les murs parisiens, viennent accroître le nombre imposant des feuilles de toute sorte répandues au sujet de la Révolte Hongroise.

Que de larmes de crocodiles, tous ces soudains défenseurs de la liberté à sens unique, ne versent-ils pas !

Oublient-ils ces Messieurs, Défenseurs de la Morale Chrétienne, dont ils se réclament que cette morale fut, est, et sera toujours une ennemie de la Liberté d'Esprit, du Pro-

grès et de l'Emancipation des Opprimés !

Les cendres encore fumantes des bûchers de l'Inquisition moyennâgeux, ont servi à rallumer des nouveaux autodafés en Espagne et dans tous les pays où la morale chrétienne est toute puissante.

De grâce, MM. Syndicalistes vertueux et pudiques, ne bramez point si fort, vos cris sonnent faux et ne résonnent pas à couvrir les cris de Dame Liberté brûlant sur les bûchers que vos semblables entretiennent, jésuitiquement, sur tous les points du globe.

A titre gracieux, je tiens à vous informer, Messieurs, que la liberté sortant du puits, n'était ni habillée à la cosaque, ni travestie en cow-boy, mais nue !

rus et par le rayonnement des étoiles. Tu dois savoir aussi que le temps ne compte pas face à l'infini, et qu'un ou plusieurs milliards de siècles ne sont pas plus longs qu'une seconde, que tout se réduit à zéro ! Seuls nous avons une certaine notion de temps qui est toujours relative avec l'occurrence de notre pensée ; ainsi parfois quelques heures nous paraissent un siècle, à la fois que quelques jours passent avec la rapidité de l'éclair.

Voici, camarade Besnier, «quelles sont en réalité, ce que tu appelles : Les raisons profondes de ma croyance, donc le dis comme toi : Ni Dieu, ni César, ni Tribun

ETIENNE.

Les hommes passent la moitié de leur temps à se forger des chaînes, l'autre moitié à se plaindre de les porter.

Octave MIRBEAU.

## LIBRAIRIE C.N.T.

- LIVRES : HISTOIRE et DOCUMENTS
- N. Makno. — La Révolution Russe en Ukraine 200 fr. franco 230.
- S. Faure. — Mon Communisme, 260 fr. franco, 290 ; Propos Subversifs, 280 fr. franco 310 ; L'Imposture Religieuse, 300 fr. franco 330 ; La Véritable Révolution Sociale, 120, fco 150.
- F. Planche. — La Vie arde et intrépide de Louise Michel, 260, fco 290.
- F. Planche et J. Delphy. — Kropotkine 230 fr., franco 260.
- J. Reines. — Syndicalisme Français, 300 fr., franco 330.
- E. Dolleaux. — Histoire du Mouvement ouvrier : Tome I, 1830-1871, 700 fr. fco 745 ; Tome II, 1871-1936, 775 fr. fco 820 ; Tome III, 1921 à nos jours, 1.100, fco 1.170 ; Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand), 420 fr. fco 450.
- M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950, 510 fr., fco 540 ; Esprit du Syndicalisme, 550, fco 580.
- J. Maitron. — Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle, 550, fco 580.
- J. Danos et M. Gibelin. — Juin 36, 550 fr., franco 595.
- P. Besnard. — Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale, 400, fco 445 ; Le Monde Nouveau, 150 fco 180 ; L'Ethique du Syndicalisme, 100 fr. fco 130 ; La Paix, 100 fr., fco 130.
- G. Leval. — L'Indispensable Révolution 250 fr., fco 280.
- P. Louis. — Histoire du Mouvement Syndical en France, Tome I : 1789-1918, Tome II : 1918-1948. Chaque volume 330 fr., fco 360 ; Histoire du Socialisme en France, 600 fr., fco 645.
- Georges Sorel. — Réflexions sur la violence, 450 fr., franco 495 fr.
- William Vogt. — La Faim du Monde 450 fr., franco 495.
- P. Lefranc. — L'Internationale Chrétienne, 370 fr., franco 400.

- Voline. — La Révolution Inconnue, 450 fr., franco 520.
- Lissagaray. — Histoire de la Commune de 1871, 600 fr., franco 670.
- J. Humbert. — Sébastien Faure, 200 fr. fco 230 ; Eugène Humbert, 350 fr. franco 395.
- E. Malatesta. — Au Café, 150, fco 180.
- P.-J. Proudhon. — La Révolution Sociale, 600 fr., franco 670.
- A. Sergent et C. Harmel. — Histoire de l'Anarchie, 750 fr., fco 820.
- Un Anarchiste de la belle époque, 390 fr., franco 420.
- LIVRES : ROMANS.
- H. Poulaille. — Les Damnés de la terre 390 fr., fco 435 ; L'Enfantement de la Paix, 250 fr., fco 280 ; Ils étaient quatre, 200 fr., fco 230 ; Le Pain quotidien, 350 fr., fco 380 ; Pain de Soldat, 450 fr., fco 495.
- J. Prugnot. — Béton armé, 330, fco 360.
- F. Planche. — Du rôle, 150 fr., fco 180.
- R. Asso. — Le sixième Evangile, 360 fr., franco 390.
- C. Albert et J. Duchêne. — Le Socialisme Révolutionnaire, 100 fr., fco 130.
- G. Woodkoch et I. Avakoumouitch. — Pierre Kropotkine, le Prince anarchiste, 790 fr., fco 835.
- H. E. Kaminski. — Bakounine : la Vie d'un Révolutionnaire, 350, fco 395.
- L. Lecoin. — De Prison en Prison, 160 fr., franco 190.
- Ch. Malato. — Joyeuseté de l'exil, 150 fr., franco 195.
- L. Buchner. — Force et Matière, 300 fr. franco 345.
- E. Haechel. — Histoire de la Création 645 fr., franco 715.
- Commander à Joseph SORIANO, Recette Principale Fontenay-sous-Bois (Seine) — C. C. P. Paris 14.103-62

## BULLETIN D'ABONNEMENT au «Combat Syndicaliste»

Je soussigné,  
 NOM .....  
 Prénoms .....  
 demeurant .....  
 déclare souscrire un abonnement de .....  
 au «Combat Syndicaliste».

Le .....  
 SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. Paris 233-92  
 André RAUX, 37, Rue du Regard, Soisy-sous-Montmorency (S.et-O.)

(1) 12 numéros : 220 fr. - 24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr

DANS NOS REGIONS

19<sup>e</sup> U.R. Marseille

BILAN DE L'ACTION SYNDICALE A MARSEILLE EN 1956.

Il ne sera pas difficile de tracer un bilan de l'action syndicale de Marseille, déficitaire comme on le verra par ce que je relate plus bas.

★

Fin 1955 voit les augmentations dérisoires attribuées par le gouvernement, hiérarchisées comme il se doit, c'est-à-dire : de l'ordre de 10 et 12 % pour les bas salaires et de 15 % pour les hautement qualifiés.

Ce n'est qu'au printemps de 1956 que le bâtiment s'agit et pour accuser ces miettes d'augmentation présente ses cahiers de revendications ; allant dans certains chantiers réclamer une augmentation uniforme et le respect des 40 heures payées 48, congés payés de 3 semaines, etc., etc... Faisant grève parfois jusqu'à deux semaines et plus, mais, hélas, sans résultat, dû au manque de solidarité, au sabotage systématique de ces grèves par les camarades appartenant à la C.G.T., responsables d'avoir signé ces accords avec le gouvernement pour obtenir les honteuses augmentations dont bénéficièrent surtout les cadres et les hautement qualifiés, la lâcheté des autres organisations qui, ne voulant pas se compromettre en refusant de le signer. Mais les bolchéviques profitèrent de ces remises pour accentuer leur propagande contre la politique gouvernementale en Algérie. Tant et si bien qu'ils laisseront totalement les travailleurs de leurs luttes économiques contre les agissements du patronat. Ce mot d'ordre du parti communiste se fit également entendre dans la métallurgie et d'autres corporations. Ce fut un fiasco total pour les revendications ouvrières.

★

En automne ce fut la grève des tramways qui dura bien deux mois. Mais cette grève ne fut pas menée comme les autres. Les C.G.Tistes étant en majorité dans cette corporation imposèrent la grève « surprise » c'est-à-dire de 2 heures par jour et par ligne. D'habitude les tramways choisissent les heures du matin, à l'heure d'embauche ; ils changèrent de tactique et ce fut le soir, à l'heure de la débauche que l'ouvrier après avoir peiné toute une journée chez le patron avait la désagréable surprise de rentrer chez lui à pieds ou de se dé-

brouiller comme il l'entendait. Les tramways n'aboutirent qu'à un mécontentement général parmi les travailleurs, vous pensez bien que le petit bourgeois, lui, n'a pas besoin du tram pour aller et venir chez lui. Cette grève déclenchée par la C.G.T. de concert avec les centrales C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. qui trouverent par trop exagérée l'attitude des dirigeants de la C.G.T. abandonnèrent la lutte et la municipalité aidant, il fut créé des lignes exploitées par des compagnies de tourisme. Durant l'exposition internationale de Marseille, des cars et des taxis emmenèrent les visiteurs à des prix uniques durant les heures de grève « surprise » de telle manière que cette grève fut plus qu'une cause sans résultat. Les collectifs protestèrent énergiquement, ce voyant, la préfecture décida de mettre en vigueur la loi de réquisition (loi, que communistes et socialistes au pouvoir de 1945 et 1946, n'eurent pas le courage de supprimer, sachant même s'en servir) à telle enseigne que les tramways les plus sincères furent les premières victimes de ces mesures dictatoriales, condamnés, licenciés, suspendus, vaincus. Résultat : suppression de la grève, reprise générale du travail sans augmentation ni modification de la loi sur les retraites, la compagnie ayant demandé deux mois pour en étudier la question, arguant la nécessité d'augmenter le carnet déjà si cher en comparaison des autres villes. Voilà les résultats de la lutte syndicale menée par les politiciens pour des fins politiques qu'ils soient américanophiles ou russophiles, sans tenir compte des nécessités économiques de la masse des travailleurs qui après toutes ces trahisons ont perdu toute confiance dans la lutte syndicale et préfèrent rester en dehors de toute organisation en négligeant la défense de leurs intérêts.

★

Les travailleurs devraient, une bonne fois pour toutes, comprendre que leurs intérêts doivent être défendus par eux seuls, basés sur la solidarité totale de tous les travailleurs en dehors de tout parti politique telle que la C.N.T. adoptant de tous temps le principe que l'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS DOIT ETRE L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

L'UNION LOCALE DE MARSEILLE.

On glanant

Après avoir lu la presse dite « d'information », on doit lire des publications qui nous disent la vérité. En bon syndicaliste, il faut lire le « Combat Syndicaliste », l'A.I.T., « Le Monde Libertaire », « Contre-Courant » et la revue « Défense de l'Homme ». En glanant dans cette dernière, j'ai retenu ce passage d'un article de Louis Dey : « Concordance des religions. Et comme disait Voltaire : Toutes

« les religions se valent. On retrouve leur accord sur toutes les « grandes questions » qui sollicitent le monde. La preuve est que nous trouvons dans le Koran. « Si Dieu voulait, il triompherait lui-même de ses ennemis, mais il nous fait combattre pour nous éprouver les uns par les autres ». (S. XVII).

Ce qui s'accorde admirablement avec les enseignements des Pères et

LA HONGRIE

Les événements de Hongrie ont fait couler beaucoup d'encre et chacun en fait l'analyse selon sa conception politique.

Jusqu'aux partis réactionnaires, fascistes camouflés, monarchistes et cléricaux, qui veulent nous faire accroire que las de la terreur bolchévique, le peuple se serait soulevé pour revenir au régime d'avant-guerre. Cette opinion est également partagée par les soi-disant communistes qui ne voient dans le peuple hongrois soulevé que des contre-révolutionnaires vendus aux Américains. On ne peut, certes, nier l'influence du clergé et des propriétaires expropriés à la « libération ».

Certains éléments qui vécurent les journées tragiques de Budapest expriment le contraire et considèrent que le peuple s'est soulevé contre la tyrannie bolchévique camouflée par des promesses fallacieuses de bien-être et de liberté au lendemain de la chute de Hitler et ne leur offrirent en guise que la misère la plus noire, l'oppression la plus sévère, où ni la liberté d'expression et d'action n'est permise avec les occupants. Evidemment, personne non plus ne peut nier l'influence de l'église catholique en Hongrie et le peuple a prouvé cependant qu'il aspirait à la socialisation et à l'égalité à condition toutefois de jouir de la liberté, tout cela fut refusé par les soi-disant défenseurs de la classe ouvrière, derrière le masque de la philosophie communiste et marxiste, allant jusqu'à la répression la plus terrible, et à un degré que n'exerça pas Hitler et avec ça les salaires les plus bas existant en Europe. Là, vraiment se trouve la cause majeure de cette révolte.

★

Carlo Lévy, un journaliste, collaborateur marxiste du journal italien l'« AVANTI » ayant vécu les jours sombres de la capitale hongroise, écrivait en substance le 30 novembre dans ce journal.

« Le régime bolchévique s'implanta avec de mauvais dirigeants imposés par l'armée. Enhardi par le 20e Congrès (déstalinisation) le peuple hongrois tente aujourd'hui sa révolution libertaire allant s'articuler confusément dans les soviets. Ce fut là, une révolution totale où tout

un peuple y participa et eh premier lieu les travailleurs et étudiants communistes. Par cette première phase, elle fut une authentique révolution anarchiste et populaire. Ne fussent les éléments de l'ordre qui s'en mêlèrent par la suite, cette révolution aurait pu prendre les formes exactes que nous souhaiterions. Comme certains soutiennent que l'on aurait pu prévoir l'avenir des forces réactionnaires sans lesquelles il y aurait pu avoir une certaine possibilité. Mais cela n'est qu'une pure hypothèse fondée sur le découpage dans la capacité révolutionnaire d'un peuple sans lequel aucun régime imposé par la violence ne peut avoir une valeur durable.

Mais cela est peu probable et n'intéresse pas l'avenir.

Cela cessera d'évoluer et le régime tombera, alors les réformes fondamentales des structures économiques et sociales bien ou mal imposées ou réalisées seront certainement mises en discussion. Un peuple armé n'aurait jamais cédé les terres aux anciens propriétaires fonciers ni les usines aux actionnaires étrangers. Celles qu'on peut appeler les bases du socialisme, ne pouvaient être en Hongrie. Ce fut vraiment une révolution populaire, une révolution des soviets, déterminée par leur développement libertaire et non comme on voudrait admettre les erreurs dues à la lenteur d'adaptation du gouvernement de GEROE et de la politique russe, mais surtout de tout ce qui est nouveau, positif, radical, des aspirations des révolutionnaires présents aux XX<sup>e</sup> Congrès ainsi que la perspective d'un monde nouveau. Et, hélas, la révolution soviétique hongroise dans sa phase libertaire n'a pas trouvé d'écho chez les membres du parti de la dictature et de l'Etat qui se retournèrent contre elle.

Telles sont les affirmations du journaliste socialiste italien, Carlo Levy.

★

La révolte du peuple hongrois reflète la faillite de la dictature russe et du soi-disant communisme d'Etat selon la doctrine marxiste devant ce pauvre peuple une fois de plus berné. Les blessures ouvertes du peuple hongrois témoignent encore contre la dictature bolchévique.

Les russes demeureront encore longtemps en Hongrie car bien que vaincu le peuple hongrois n'est pas dompté.

des Princes de la Sainte Eglise catholique, qui ont dit, comme Massillon, par exemple, dans ses « Sermons de Carême » : « La guerre est une manière de culte religieux. Les conquérants sont aux mains de Dieu les instruments de sa colère, dont il se sert pour châtier les peuples ». Vous voyez bien que l'accord peut se faire entre les religions... pour envoyer des fidèles — et des infidèles — en enfer ou au paradis. Le pape Pie XII est toujours prêt à donner sa bénédiction !

CHRONIQUE JURIDIQUE

ACCIDENT DU TRAJET - UN OUVRIER DOIT ACCOMPLIR UN TRAJET LONG ET PENIBLE A BICYCLETTE POUR REGAGNER SON DOMICILE. IL CREVE, FAIT UNE PREMIERE CHUTE, ENTRE DANS UN CAFE POUR SE RECONFORTE, REPART ET FAIT UNE SECONDE CHUTE AUX CONSEQUENCES MORTELES. SON ESTOMAC NE CONTENAIT AUCUNE TRACE D'ALCOOL. AUSSI LA COUR DE CASSATION A-T-ELLE ADMIS QU'IL S'AGISSAIT D'UN ACCIDENT DU TRAJET.

Après avoir quitté son travail, le 10 septembre 1948, un ouvrier, M. B..., fut trouvé mort sur la route qu'il avait empruntée pour regagner son domicile.

M. B..., qui habituellement accomplissait le trajet, long de 26 kilomètres, au moyen d'un camion de l'entreprise, avait utilisé ce jour-là une bicyclette dont la roue libre était endommagée.

Un vent contraire soufflait et, après une crevasion de pneu, M. B... fit une première chute.

Epuisé par la fatigue, il dut s'arrêter dans un débit de boissons pour prendre quelque repos et se restaurer avant d'achever le parcours de 15 km. qu'il lui restait encore à couvrir.

Sur cette deuxième partie du trajet, il fit une nouvelle chute suivie d'une hémorragie abondante et il dut s'arrêter de nouveau pour laver ses plaies.

A bout de force, il avait été vu titubant, peu avant d'être découvert mort sur la route.

La Commission régionale d'Appel de Lyon, prenant ces faits en considération, avait fait droit à la demande de la veuve de la victime qui

prétendait obtenir le bénéfice de la législation sur la réparation des accidents du travail.

Mais la Caisse régionale reprochait à la décision d'appel d'avoir dit que l'accident mortel survenu à B... était un accident du travail en application de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 octobre 1946 (1), alors que ce trajet avait été interrompu par un séjour prolongé dans un débit de boissons en compagnie de quelques amis.

L'affaire fut évoquée, en conclusion, devant les Chambres réunies de la Cour de Cassation.

Mettant l'accent sur le fait que l'autopsie n'avait révélé aucune trace anormale de vin ou d'alcool dans l'estomac de la victime, la Cour Suprême (27 avril 1956) donna raison aux derniers juges qui avaient estimé que les interruptions

de trajet étaient le résultat de circonstances exceptionnelles défavorables.

«...Attendu d'autre part, poursuit la Cour, relativement au fait que B... a consommé en compagnie de camarades dans le premier débit où il est entré, que la Commission régionale d'appel relève le caractère fortuit de cette rencontre ;

« Attendu qu'an vu de ces constatations, les juges d'appel ont souverainement apprécié que l'interruption de trajet qui s'est produite était le résultat de circonstances non imputables à la victime, que cette interruption n'était pas indépendante de l'emploi et n'avait pas été dictée par un intérêt personnel ; —D'où il suit que la solution déférée est légalement justifiée, « Par ces motifs, rejette. »

S.I.A.

Comme chaque année le Comité National de la SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE va faire paraître le CALENDRIER DE 1957, dont le bénéfice sert à ses œuvres de solidarité pour les antifascistes.

Les camarades qui le connaissent depuis des années ont pu se rendre compte du grand effort qui est fait chaque année pour lui donner, à la fois, un caractère artistique et culturel. Le sujet choisi pour 1956 était la peinture, pour cette prochaine année, ce calendrier d'une présentation artistique et originale aura six reproductions de sculpture de différentes époques avec un essai sur la sculpture des temps préhistoriques à nos jours écrit le camarade Marceau DESSOIT, lui-même excellent sculpteur, et les biographies correspondantes et un avant-propos du vieil humaniste, toujours sur la brèche malgré son grand âge : le professeur Alberto CARSI.

Ainsi que les autres années, il y aura une édition en langue française et une autre en castillan. Le prix inchangé est de 100 francs l'exemplaire, une remise de 10 % est faite pour 10 calendriers.

Hâtez-vous de faire vos commandes au C.N. de S.I.A. au 21, Rue Palaprat à TOULOUSE (Haute-Garonne) ou à l'une de ses Sections Locales.

COMMUNIQUES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64

Secrétaire Général : Richard IBANEZ. Adresser la correspondance au siège.

Trésorier Confédéral : Charles MOLINA 16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3<sup>e</sup>) C.C.P. 12793-89 Paris

Administrateur du Combat Syndicaliste : André RAUX, 37, Rue du Regard, à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.) C.C.P. 233-92 Paris.

Pour contact avec les camarades responsables s'adresser à :

LYON : Secrétaire C.N.T., 60, rue Saint-Jean.

TOULOUSE : Secrétaire C.N.T., Bourse du Travail, Place St-Servin.

BORDEAUX : C.N.T., Bureau 15, Vieille Bourse, 42, rue Lalande.

LILLE : Permanence C.N.T., 13, rue du Molinet.

MARSEILLE : Secrétaire C.N.T., Vieille Bourse, 13, r. de l'Académie

PARIS : Siège C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

2<sup>me</sup> UNION REGIONALE

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S. U. B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, PARIS-18<sup>e</sup>. C.C.P. 6261-16 Paris.

S. U. B.

Assemblée générale le dimanche 14 avril, à 9 h. 30, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Métro Fabien.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les

jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

CONFECTION HOMMES et DAMES

Pour correspondance, adhésions, s'adresser à SAINTIS Max, 55, rue R.-Lossierand, Paris-14<sup>e</sup>.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE, le 1<sup>er</sup> vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

Union Locale de Marseille

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège, salles 3 et 3 bis, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1<sup>er</sup> arrondissement).

Toute l'ECONOMIE aux SYNDICATS !... Toute l'Administration Sociale aux Communes !

DE L'ETRANGER

Industrial Workers of the World 2422 North Halsted Street Chicago 14 Illinois - U.S.A LINCOLN 9-5045

« Chicago, 2 Novembre,

« La I.W.W. a envoyé une résolution à Histadrut et aux divers Syndicats de la Fédération Arabe, les pressant pour que d'un commun effort, ils rétablissent la Paix et résistent aux forces qui les ont entraînés dans un conflit armé qui ne peut porter que préjudice aux travailleurs de tous les pays.

« Texte complet suit :

« Vu que les Travailleurs d'Israël et d'Egypte ont été entraînés dans un conflit armé, les uns contre les autres.

« Nous transmettons aussi bien à Histadrut, organisation du Travail d'Israël qu'à la Fédération Arabe du Travail, la suivante recommandation, avec des doubles pour les différents syndicats concernés.

« Que Histadrut et la Fédération Arabe fassent tout leur possible pour arriver à un commun accord, afin que d'un commun effort ils rétablissent la Paix et résistent aux forces qui les ont entraînés dans un conflit armé qui ne peut apporter que préjudice aux travailleurs de tous les Pays.

« Nous recommandons ceci, comme la ligne de conduite la plus désirable à suivre pour tous les Syndicats, aussi bien ici (nationalement) qu'ailleurs (l'Etranger). »

Aux lecteurs du C.S.

L'appel lancé dans le N° de Novembre a largement été entendu, par nos lecteurs. Je viens ici remercier tous ceux qui ont compris leur devoir, d'apporter leur appui pour une propagande intensive de nos idées. Je m'excuse de ne pouvoir remercier individuellement chacun d'entre vous (certains préférant garder l'anonymat). Mais, c'est avec une grande satisfaction, que j'ai reçu toutes vos lettres autant par leur compliment sur la teneur du journal, que par leur contenu.

Evidemment, la tâche n'est pas finie, puisque nous venons de la commencer. Mais elle est bien partie, et je puis vous assurer, que si vous persévérez dans votre action comme nous le faisons nous-mêmes, le journal paraîtra deux fois par mois, dès le début de l'année prochaine. Pour cela, continuez à m'envoyer toujours des adresses de Camarades ou d'amis, susceptibles de s'abonner. Afin de faire connaître notre C.N.T., partout, dans les usines, comme dans les plus petits hameaux.

En plus à ceux qui ont la plume facile, fates un effort supplémentaire en nous envoyant, un petit article pour passer dans le journal. Afin de l'agréments au maximum, et qu'il plaise de mieux en mieux à tous. A l'heure où j'écris ces lignes

je ne puis indiquer le nombre exact de nouveaux lecteurs du « C.S. ». Mais près d'un quart du nombre demandé dans le numéro antérieur a reçu le journal, d'après les adresses que vous m'avez envoyées.

Vous verrez, par la liste de souscription, que cet appel n'a pas été vain. Au cas où des donateurs ne verraient pas leur nom figurer dans la présente liste, arrêtée au 1er-12-56, un peu de patience cela se fera au Numéro suivant. Je tiens également à indiquer que j'ai à la disposition des Camarades, qui recrutent des abonnés, des carnets spéciaux d'abonnements, ainsi que des listes pour la Souscription, qui reste toujours permanente.

En remerciant à nouveau tous les Camarades, qui m'ont envoyés argent et adresses, pour une plus grande diffusion de notre organe, j'espère que nous briserons le mur du son, en brisant le mur du silence.

L'Administrateur, RAUX.

P.S. — Si vous voulez recevoir les journaux complémentaires le plus rapidement possible les commander directement à : RAUX André, 37, rue du Regard à SOISY-sous-Montmorency (S.-et-O.).

BULLETIN D'ABONNEMENT A "A.I.T."

Je soussigné, Nom (en capitales) Prénoms demeurant à déclare souscrire un abonnement de (1) à "A.I.T." Le Signature

Envoyez les fonds à Tersida VERGNOLLE, 76, rue Turbigo à PARIS, 3<sup>e</sup> arrondissement C. C. P. N° 14.504-73 Paris

(1) 12 numéros : 220 frs. — 24 numéros : 430 frs.

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe Officiel de la Confédération Nationale du Travail - Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs -  
Abonnements 12 numéros : 220 francs  
24 numéros : 430 fr, 48 numéros 850 fr.  
Changement d'adresse : 30 francs.

### Attention !

Nous insistons auprès de tous pour demander de n'adresser aucun versement, aucune correspondance relevant de l'organisation à l'ancien administrateur du Journal, Emile AKOUN.  
Tout ce qui concerne la trésorerie du journal doit désormais être adressé à

**André RAUX**  
37, Rue du Regard à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)  
C. C. P. 233-92 Paris

Nous demandons à tous de faire très attention à seule fin d'éviter toute perturbation entravant la bonne marche de l'administration de notre « COMBAT SYNDICALISTE ».

LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

## Sur la Conférence de RASSINIER

**SUR LA CONFERENCE DE RAIS**  
Le conférencier n'a pas donné ce que j'en espérais. Non, car il n'a point touché le fond du problème en traitant la vérité qu'il ne fit qu'effleurer. Ensuite, lorsqu'il nous parla de la Révolution changeant la structure de la société actuelle, ce fut avec une évidente MECONNAISSANCE, des possibilités pouvant la déterminer et non plus, lorsqu'il nous présente comme l'unique solution à la Révolution : celle du « Coopérativisme ».

Et ceci, fut la cause de la révolution française, de la révolution russe et qui, malheureusement, dégénéra dans sa structure actuelle. De toute façon la révolution eut lieu.

En 1936, le prolétariat eut une autre occasion à saisir, et le fait historique qui signifiera la fin du présent régime en Espagne, verra l'opportunité expressive sans les convictions équivoques, pessimistes et en dehors de la plus élémentaire logique que manifeste M. Rassinier, car au bout de cinq siècles les théories les plus audacieuses se trouveront couvertes des poussières de l'oubli. Sachant que la vie des hommes et des choses se transforme malgré tout empêchement.

Il nous présenta la cause unique, toujours d'après lui, qui déterminait la révolution française de 1789, celle de la lente disparition des privilèges économiques de l'aristocratie de cette époque-là, qui vendit ses domaines morceaux par morceaux afin de maintenir les luxes que leur réclamait la Cour et qui, selon le confédéré, donna lieu à la naissance de la bourgeoisie provoquant la réforme de la constitution lui donnant le droit légitime sur la propriété acquise.

Je terminerai en disant qu'en présence du capitalisme, en possession des clés du marché et de SA LOI les lui soustraire, lentement, acquérir successivement la propriété entière, frise la stupidité.

C'est cette bourgeoisie d'après Rassinier qui amorça la première révolution en commençant par acquérir la propriété du sol et il constate que la révolution n'est ni plus ni moins qu'un changement de main sur l'élément économique, légitimé par un parlement issu de la révolution. Entraîné par ces affirmations, il oublie l'influence des philosophes et il ne nous dit rien sur l'état d'esprit du peuple en face des abus accentués par la noblesse et le clergé devant les réformes que préconisaient certains ministres de la Cour.

Nous avons tout un passé d'expériences diverses : coopératives, communautés, etc., etc. Tout a été essayé malgré le système capitaliste et tout a fini par périr dans les griffes des gros magnats de la finance.

Suivant de très loin les bords de l'histoire qui se situent depuis l'évolution du capitalisme jusqu'à nos jours ; il considère que la seule forme de révolution qui s'offre au prolétariat est celle de l'exemple de la révolution française qu'il prétend UNIQUE.

Hier, également, je posais la question à un ancien camarade de travail, qui va atteindre cette année ses 80 ans. Il m'a répondu sur un ton découragé : « Il faut aller chercher la feuille à remplir à l'Assistance publique, or, je ne veux rien avoir à faire à ces exploitateurs, bien que je ne touche que 10.000 francs par mois, on m'a dégoûté complètement de m'adresser aux « officiels ». Après un court séjour à l'hôpital on m'a mis à l'asile des vieillards. Le tarif dans cet établissement de « charité chrétienne » étant de 22.000 francs par mois on m'a encore changé dans un établissement qui porte le nom d'un saint bien connu ». Le camarade ne voulant pas que cette lamentable histoire soit rendue publique, je dirai simplement qu'il s'agit du « saint patron » des cocus ; je continuais de lui poser des questions.

Il est très lamentable que l'on expose, dans une tribune du « Mouvement Libertaire », des idées aussi dépourvues de sens commun car, en admettant que ce qu'il expose fut possible et que l'on obtiendrait seulement le changement de propriétaires, UNE FOIS DE PLUS, du pouvoir économique, et pour cela point n'est besoin d'attendre tant de siècles. C'est prêcher d'ignorance, voire d'inconvenance que de croire au fait du changement de mains sur le pouvoir économique d'obtenir, comme hier, la terre des seigneurs féodaux, d'incorporer au système coopératif le pouvoir financier des grandes constructions navales, de celles des compagnies pétrolières, des chemins de fer et tant d'autres trusts similaires, comme s'il s'agissait de coopératives de produits d'épicerie.

« Un dimanche le directeur me demanda : « Pourquoi n'avez-vous pas assisté à la grand'messe ? »  
— J'avais un violent mal de tête M. le directeur ! — « Vous avez bu du pinard, on vous a vu ! »  
— Je n'ai rien bu, car je ne peux rien supporter avec mon cœur malade. — Alors le directeur fit venir un surveillant qui ne pouvait pas blâmer le pauvre vieux. — Vous étiez saoul hier » prétendit celui-ci.

Rassinier ne croit point en d'autres possibilités pour transformer la société, et il ajoute, que la révolution ne peut se faire en n'importe quel moment ni qu'elle ne peut se faire par la décision d'une organisation révolutionnaire. Et à moi, il m'arrive de faire remarquer qu'une révolution sociale peut se faire lorsqu'un fait historique provoque une réaction psychologique chez le per-

« Ce n'est pas vrai, vous mentez ! » Toutes ces provocations avaient révolté le vieux travailleur du bâtiment et il sortit quelques vérités à ces « Qui de droit ». Le directeur usant de ses « pouvoirs dictatoriaux » prit des sanctions : — « Vous quitterez notre établissement le plus tôt possible ! » — Je sais où je trouverais un lit. — Ah, où donc ? — « Je me coucherai dans le lit de la rivière, je serai tranquille. — « Allez où vous voudrez, ça m'est égal » Alors le malheureux fit sa valise, mais en vérifiant il fit la triste constatation qu'il lui manquait ses petites économies, soit 5.000 francs. Il porta plainte à la police, mais jusqu'à ce jour sans résultat. Ne trouvant pas de chambre il couche depuis dans une gloriolette d'un jardin. — « Mais tu dois avoir froid ? » — « Je me couvre bien et puis je n'en ai plus pour longtemps ! mais surtout ne raconte pas cette histoire à qui que ce soit, on me boulerait de nouveau dans une de ces prisons ! »  
Il est de notre devoir de lutter contre l'injustice ! Après la fameuse brochure No 24 de Louis Hobey, intitulée : « Tuer les vieux ! » un autre défenseur des vieux, Léon Tissier vient de publier la brochure No 33 : « Pour que vivent les vieux ». C'est un jeune qui a écrit cela !  
Tous ceux qui trouvent scandaleux les procédés élitistes employés à l'encontre des vieillards, répandront autour d'eux ces brochures, les adresseront (timbrées à 2 frs), aux Messieurs « Qui de droit » de leur département, de leur ville ou de leur commune.  
Envoi franco de quinze brochures — les deux titres mêlés — contre cent francs à envoyer à Louis Louvet, 34, rue des Bergers, Paris (15e). C. C. P. No 880-87, Paris, même adresse.  
Merci pour les vieux !  
P. BURCKLE.

# L'EGALITE ECONOMIQUE

(SUITE DU Numéro 144)

Il faut dix ans, au moins, à n'importe quel ouvrier pour connaître son métier à fond.

Pourquoi, alors, ces différences de traitement astronomiques ?

Parce que l'on pratique le malheureusement dans les Universités ; l'on ne « fabrique » qu'un nombre limité de techniciens, d'avocats, de médecins, de pharmaciens, d'administrateurs, de grands ingénieurs, etc. Juste le nombre qu'il faut pour que ne s'avilissent pas les privilèges de la caste bourgeoise.

Il y a au contraire, pléthore de mécaniciens, de tourneurs, d'ajusteurs, de gars du bâtiment et de toutes les industries.

Mais si l'on admet qu'il faudrait aussi longtemps à l'avocat, au médecin, à l'administrateur, pour acquérir les connaissances nécessaires à ces professions que le temps qu'il leur fallut pour acquérir le bagage propre à la leur, où est la supériorité ?

En réalité, l'architecte a beau dessiner la plus belle maison imaginable, elle restera sur ic papier s'il n'y a pas les ouvriers des différentes professions nécessaires à son édification.

Toutes les professions, hors celles haïssables (prêtres véreux, soldats, fonctionnaires inutiles, etc.), sont utiles au même titre pour le fonctionnement de la société.

Un bricoleur qui est à l'entretien dans une usine n'a pas la connaissance totale d'un métier, mais il a cent connaissances secondaires de cent métiers. Nous admettons, certes, que les ouvriers employés à des travaux pénibles, ou malsains, sales ou répugnant, travaillent un quart ou moitié moins que les autres, nous n'admettons pas que leurs salaires diffèrent car l'inégalité conduit à la reconstitution des classes, inévitablement.

Sur quoi se base-t-on pour justifier les différences parfois énormes

de traitement ? Sur le talent... mais tel qui a un talent très grand dans une partie, est nul dans les autres. Tel qui revendique des privilèges pour son intelligence, peut devenir fou demain, ou malade, accidenté, infirme. Va-t-on, en vertu de son raisonnement premier, à lui, le rattracher de la société comme le faisaient les Lacédémoniens ?

Tel chercheur qui a trouvé une invention nouvelle, n'a pas plus de mérite que tel autre qui a cherché avec le même acharnement : l'un a eu de la chance et l'autre point.

Se basera-t-on sur la rareté ? Du jour au lendemain elle disparaît. Les frigorifiques, par exemple, conservent maintenant les denrées qui étaient rares, et par conséquent très chères, en certaines saisons. Se basera-t-on sur l'utilité ? C'est la même chose. Les diligences ont eu une utilité primordiale autrefois ; quelle utilité ont-elles de nos jours ? Se basera-t-on sur la quantité ? Mais alors c'est le travail de forçat : le Taylorisme, le Stakanovisme et pour aboutir où ? Au chômage dans nos sociétés actuelles. Du reste cela ne se conçoit pas dans une société harmonieuse où les emplois inutiles sont supprimés et ceux qui les occupaient remis au travail utile. Alors, c'est l'abondance avec le machinisme produisant plus qu'on ne peut consommer.

L'on voit par ce résumé rapide, qu'aucune société ne sera harmonieuse si elle n'a pas l'égalité économique comme base. Nous ne chicanons point, certes, l'automobile au conducteur de travaux, au représentant, à toute personne pour qui c'est un besoin ; les livres à l'écrivain, les matières de toutes sortes aux exercices des professions ; ce sont là des instruments de travail.

Sans doute, les professions dites aujourd'hui libérales, seront-elles toujours plus agréables à exercer que les professions pénibles, sales,

monotones, dangereuses, mais, ainsi que nous le disons plus haut, ces dernières bénéficieront d'un temps de travail plus court, en outre, l'accès aux Universités sera obtenue par sélection et non par le privilège de la fortune. Ce sera la réelle sélection de l'intelligence, de la volonté et de l'assiduité. S'est-on demandé, parfois, quelle perte était faite pour l'humanité, ces millions d'enfants extrêmement intelligents, mais obligés de par la situation de leurs parents, de quitter l'école à 12 ou 13 ans ? Probablement pas. Car pour évaluer cette perte, il faudrait prendre les unités de mesures astronomiques.

Pour terminer nous prendrons un exemple, le très simple afin qu'il soit compréhensible à tous.

Nous parlerons de la famille et de la Patrie. Dans une famille, une mère digne de ce nom ne fait aucune différence entre ses enfants. Elle les aime tous du même amour. Si elle a parfois une légère préférence pour l'un, ce sera précisément pour celui qui pourrait avoir une infériorité sur ses frères pour une raison ou une autre.

Pour la patrie qui demande l'impôt de sang et l'impôt tout court à tous ne devrait-il pas en être de même ? S'il en était ainsi elle étendrait sa sollicitude à tous ses enfants. Tous, grâce aux lois sociales auraient un métier.

Ceci étant admis, supposons un atelier de tourneurs. Voilà 20 ou 30 tourneurs qui font des copeaux à longueur de journée. S'il n'y a personne pour les enlever par une manœuvre. Il n'y a plus de manœuvre, comme autrefois, pour faire ce travail sans attrait, qui met les vêtements en loques, déchire les doigts et les souliers ? Que va-t-on faire ? Il y aura deux solutions. Ou chacun son tour comme pour aller au jus à la caserne. Ou un ouvrier acceptera de faire ce travail en permanence. Mais, dans un cas ou dans l'autre l'ouvrier exigera d'être payé comme ses camarades tourneurs, car il est tourneur, lui aussi...

Cet exemple démontre que tous les emplois sont aussi utiles et indispensables les uns que les autres pour le fonctionnement de la société et que, par conséquent, il n'y a pas de raison pour qu'une quantité considérable d'entre eux (généralement les plus fatigués, sales ou dangereux, ou encore répugnants) soient considérés comme négligeables.

C'est pourquoi les ouvriers des mines, du nickel, de quelque corporation que ce soit, peuvent revendiquer au grand dam des profiteurs ; ils seront toujours au dessous de ce que devraient être leurs revendications.

F. P.

## ALCOOLISME et DEVOIR NATIONAL

D'astucieux philanthropes ayant lancé le slogan « boire un apéro de plus c'est financer le fonds vieillesse », les amis de l'alcool viennent, dans un tract abondamment répandu bien que modestement anonyme, de saluer comme il convient cette heureuse initiative. Du même coup ils règlent leur compte aux abstinentes, qui peuvent s'entendre légitimement reprocher le sabotage de nos institutions sociales, car « si tous les Français suivaient leurs conseils les vieux seraient payés en monnaie de singe ».

Rien n'est plus exact, et il y a longtemps que, grâce à l'imagination des ministres des finances — le besoin rend ingénieux, — l'alcoolisme est devenu un devoir national et la tempérance une atteinte au crédit de l'Etat.

Dans le cas particulier qui nous occupe, alimenter le fonds vieillesse par une augmentation des impôts sur les apéritifs alcoolisés offre le double avantage : non seulement de procurer des ressources pour les vieillards, mais encore, en raccourcissant l'existence des buveurs, de réduire le nombre des parties prenantes ; ce qui augmente la somme à attribuer à chacun.

L'utilité sociale de l'ivrogne étant ainsi démontrée, il convient de mettre fin à certaines anomalies institutionnelles. Notamment remplacer l'anachronique condamnation pour ivresse publique par une promotion dans un ordre honorifique donnant droit au port d'un « cordon » de couleur à déterminer.

Et si cet élan de solidarité nationale a pour effet d'engendrer un plus grand nombre d'enfants anormaux, difformes ou idiots, ils pourront toujours occuper leur temps — derrière les fenêtres grillagées des asiles dans lesquels ils seront parqués — à la contemplation hébétée de vieillesses heureuses.

## Deux poids, deux mesures ?

Au fronton de certains monuments Publics, on peut admirer en tout loisir, Dame Justice.

Yeux bandés, arme d'une Durandal fort colibre, tenir haut et ferme, une balance, symbole de l'Impartialité et de l'Équité de ses Jugements.

Si l'on veut se donner la peine, de s'occuper quelque peu des Activités de cette Dame, on arrive à se demander, non sans angoisse, si, le bandeau qui lui couvre les yeux n'est pas quelque peu effiloché en certains endroits, ou bien si la balance ne nécessite pas une remise

au point urgente car il semble à première vue que le plateau de droite a tendance à pencher assez dangereusement.

Un fait assez récent peut témoigner de ce défaut technique.

« Deux terroristes d'Extrême Gauche, ont mis à mal un local de l'U.D.C.A. »

Le glaive de Dame Justice s'est abattu avec force sur les auteurs du délit.

En deux temps, trois mouvements l'affaire a été réglée.

Le français moyen ne peut que se réjouir de la promptitude avec laquelle les forces de l'Ordre « établi » ont réagi contre ces Extrémistes qui mettaient en Péril le Régime et l'Ordre social en prenant pour cible les locaux de l'U.D.C.A.

Oui ! mais...

Depuis quelques temps déjà plusieurs charges de plastic, ont ébranlé les locaux des Organisations de gauche. Des Groupes de chocs, dont l'affiliation n'est plus un secret pour personne s'adonnent à cœur joie, à leur sport favori, matraquages en série, perturbation de tout genre, incendies d'immeubles, etc., etc.

Tout ceci sans que Dame Justice ait daigné bouger le petit doigt, pour rétablir l'ordre.

De deux choses l'une OU BIEN, les Messieurs faisant partie de l'honorable profession dont la Dame pré citée est la patronne reviennent à la saine conclusion que de la même façon que une pomme et une deuxième font deux pommes une même charge de plastic, lancée ou par la main droite, ou par la main gauche a le même pouvoir explosif.

OU ALORS débarrassez vos monuments de cette Dame qui doit se demander pour quelle raison lui fait-on si bêtement perdre son temps à vouloir lui faire représenter quelque chose qui n'est plus.

G. G.

## Liberté et Solidarité avec les Ouvriers

proclament les ETUDIANTS de MADRID

EN ESPAGNE,

FRANCO, après avoir instauré sa dictature — grâce à l'appui de l'église romaine et du nazi-fascisme — opprime, depuis vingt ans, par un régime de terreur, un peuple entier.

CEPENDANT A BARCELONE, A MADRID, A SEVILLE, CE PEUPLE S'INSURGE, LES JEUNES A L'AVANT-GARDE.

Hier grèves, boycottage des transports, manifestations estudiantines, bagarres des ouvriers, étudiants, intellectuels contre les nervis du régime. Mais demain... ?

DEMAIN les hommes épris de liberté auront besoin de réconfort et de l'aide de tous ceux qui, de par le monde, ont de semblables aspirations. Réfléchissez-y et alors agissez.

JEUNES, ETUDIANTS et OUVRIERS il faut répondre aux cris de détresse lancés par ceux de Barcelone, de Madrid ou d'ailleurs.

## LA LIBERTÉ N'A PAS DE FRONTIÈRES...

Groupement des Jeunes Libertaires de la région parisienne.

Le Gérant responsable : J. SORIANO  
Imprimerie ASTE, 16, rue Balance, Avignon

L'émancipation  
des travailleurs  
sera l'œuvre  
des travailleurs  
eux-mêmes.

# LE COMBAT

## SYNDICALISTE

De chacun  
selon ses forces

A chacun  
selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL  
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun  
selon ses moyens.  
A chacun  
selon ses besoins.

29<sup>e</sup> ANNEE — NOUVELLE SERIE N° 146

20 FRANCS

MAI-JUIN 1957

# NE CROIS PAS, INSTRUIS-TOI !

## NOTRE ENNEMI C'EST NOTRE MAÎTRE

LA FONTAINE nous l'a dit, il y a longtemps « en bon français ! ». Or, j'ai pu constater au moment même où la masse revendique pour améliorer son sort, sur quelque plan que ce soit : politique, syndical, social, pacifiste, etc... des conseillers qui interviennent, et argumentent : « Bien sûr, vous avez raison, mais ce n'est pas au moment où le Gouvernement doit faire face à une situation particulièrement critique que l'on peut causer des ennuis qui aggraveraient singulièrement cette situation... »

A noter que ce raisonnement est la plupart du temps tenu par des individualités qui ne sont nullement dans la course, qui ne manifestent jamais une activité revendicatrice, si peu subversive ou légitime qu'elle soit. Les partisans, eux, jouent du sentimentalisme : « Ce n'est pas au moment où nos amis du Gouvernement... » (voir plus haut).

Quel Gouvernement ? N'importe lequel. Tous. Il n'y a pas que je sache de gouvernement qui ne soit, à une époque quelconque de son « règne », à l'abri d'une situation « difficile », critique, voire « dangereuse », et cela se comprend.

Aucun Gouvernement n'a tenu ni ne tient les promesses qu'il a faites pour accéder au pouvoir, engagements purement verbaux qu'il a souscrits. La porte est donc constamment ouverte à la ruée de ses adversaires qui n'ont qu'un but : contredire, sans compter celui, caché, de prendre la place. Si un Gouvernement dure, c'est parce que la liquidation de la succession d'un héritage trop lourd apparaît pleine de risques aux prétendants éventuels. Aussitôt que l'occasion se présente...

Je ne citerai pas de noms de chefs de gouvernements : les partis et les marionnettes savamment manœuvrés

## AUX TRAVAILLEURS DU TARN

La C.N.T. est née dans votre département. Qu'est-ce que la Confédération Nationale du Travail ?

C'est l'organisation couvrant pour l'émancipation intégrale de la classe ouvrière. Conscients de l'impuissance des Confédérations Syndicales Réformistes — vassales des partis politiques, agents d'exécution de l'Etat et du régime capitaliste — pour assurer la défense des travailleurs exploités et les libérer, un certain nombre de militants travailleurs révolutionnaires, refusant d'être plus longtemps dupés, fondèrent le 1er juin 1946, la Confédération Nationale du Travail.

Pille spirituelle de la C.G.T.S.R. disparue en 1939, fidèle aux principes définis dans la Charte d'Amiens et celle de Paris, tendant à la suppression du patronat et du salariat et de l'Etat, la C.N.T. travaille afin de redonner au syndicalisme sa véritable signification et son caractère essentiellement révolutionnaire.

Indépendante de tous les blocs impérialistes, partis politiques, mouvements philosophiques ou religieux, de quelque nature qu'ils soient, elle lutte : 1) contre le militarisme, le colonialisme, la guerre; 2) pour l'instauration de l'« Egalité économique et sociale », dans le cadre du communisme libre.

Vous voyez donc, camarades, que la C.N.T. n'a rien de pareil, de commun, avec les autres organisations.

Dans le Tarn, à Albi, nous avons déjà démarré. Nous voyons le chantier de l'école normale, les peintres de l'entreprise d'Avinet entrer en un seul bloc à la C.N.T. et après revendications, leur salaire vient de passer de 155 francs à 180 francs de l'heure. Tous ces ouvriers, unis étroitement au sein de notre organisation, ont pu déposer leur cahier de revendications, qu'ils comptent défendre ardemment.

Un autre camarade reçoit 50.000 francs qu'un patron (tous les mêmes), refusait de lui verser. Le camarade Saluste vient d'obliger son exploitateur ou exploitant agricole, à lui verser la valeur de son congé annuel, etc... Partout où les travailleurs font confiance à la C.N.T., vous voyez aussitôt cette dernière en action.

Nous sommes cent, demain nous serons mille, et plus nous grandirons, plus nous serons forts.

Camarades du Tarn, rejoignez tous la Confédération Nationale du Travail. Lisez et faites lire le « Combat Syndicaliste ».

Le secrétaire de l'U.L.  
René PRADEL.

par ceux qui tiennent les fils : les véritables Maîtres, ne m'intéressent pas.

Ceux qui m'intéressent sont les miens : ceux de la classe ouvrière active que je ne peux oublier puisque je lui demande sans cesse de nous défendre, et mes vœux.

A tous, à ceux qui travaillent, produisent et sont les seuls à faire vivre la Société marâtre qui les réduit d'une manière constante à la portion congrue, aux vieux qui ont tout donné et meurent lentement de privations, ou plus vite, de maladie et de froid, tous les gouvernements promettent dans les discours d'investiture qui n'est et ne sera jamais qu'un discours, qu'une véritable politique sociale sera instaurée, qui... que...

Cependant, les prix ne cessent de monter. Les salaires restent bloqués. Les 213 articles sont tripotillés de façon à ce que l'indice ne dépasse pas le chiffre fatidique mettant en route « l'inflation » qui doit réduire à néant toute l'économie française... (qu'ils disent !).

Que la classe ouvrière active qui seule, peut quelque chose, accepte cette situation, cela la regarde; mais que des militants, pour les vieux viennent dire à d'autres militants : « Vous avez raison, vos revendications sont bonnes : nous les avons

inscrites dans notre programme général, mais vous comprenez, ce n'est pas le moment où le gouvernement... (voir plus haut)... Il faut attendre que la situation se stabilise, et alors... »

En bien, non, non et non ! Une fois de plus je m'insurge. Cela me rappelle mon intervention auprès du professionnel redresseur de torts qu'est Georges Delamare. Je lui ai écrit en 1956, avant le vote de la loi du « Fonds national de solidarité », pour qu'au moins une fois il parle des vieux à la radio. Il m'a répondu : « Je ne crois pas que le moment où l'on réclame des impôts nouveaux pour les vieux soit bien choisi pour intervenir en leur faveur ! »

Fassez muscade, et voilà ! Les vieux raisonnements se tiennent : Chut ! Silence ! Patience, que diable ! Laissons passer la crise. Après !... Quand, après ? car il y aura toujours un autre « après ! »

Donc je m'insurge parce que je sais que tous mes vieux de la Drôme, que tous les vieux de France N'ONT PAS LE TEMPS D'ATTENDRE, que petit à petit, minés par la misère, ruinés par les souffrances de toutes sortes : maladie, froid, faim et cet autre pis que tout : la désespérance, un à un, ils disparaissent sans avoir bénéficié des pauvres améliorations qu'ils espéraient. (Suite en page 4)

## UN MILITANT NOUS QUITTE

DANS la soirée du 15 mai, alors que Narbonne se laissait envahir par le calme serein qui succède aux journées de labeur bien remplies, une douloureuse nouvelle

autant cruelle qu'inattendue, semait à consternation parmi les éléments d'avant-garde de la « ville rouge » : « Facundo Roca nous était brutalement ravi, fauché par une embolie ».

Accidenté pendant son travail, il s'était remis rapidement de sa fracture au bassin et espérait (espoir partagé par sa douce compagne Flora et par tous ses amis), sortir de la clinique dans de très brefs délais. Et nous nous réjouissions déjà à l'idée de le voir à nouveau parmi nous, toujours optimiste et toujours souriant.

Pourquoi a-t-il fallu que ce coup fatal vienne frapper notre camarade qui ne radiait autour de lui que bonté et sagesse ?... Le coup est trop dur pour en réaliser encore la portée. Cela ressemble plutôt à un terrible cauchemar qui ne veut pas se dissiper.

Facundo Roca avait toujours été le type pur du militant qui n'a pas d'ennemis, de ceux dont l'équilibre mental et la conviction profonde de ses idées nobles et désintéressées sont tels qu'il savait, même en période d'effervescence sociale, réprimer en lui tout esprit passionnel ou irréfléchi. Il était l'exemple de la tolérance et de la compréhension... et d'une modestie...

— Quand je mourrai, avait-il dit, je ne veux ni fleurs ni cérémonie ni drapeaux ni quoi que ce soit à mon enterrement. Les fleurs sont pour les amoureux, les fêtes familiales, les moments heureux de notre existence. Son cercueil aurait pu disparaître sous le flot de bouquets et de gerbes, mais sa volonté a été respectée.

Ses obsèques civiles eurent lieu le 17 mai à 15 heures; elles furent, dans leur simplicité plus éloquente que n'importe quel acte cérémonieux. Des camarades de toute la région, alertés in-extremis par des amis narbonnais, avaient tenu à rendre un dernier hommage à cet homme probe et valeureux, en l'accompagnant à sa dernière demeure.

Aimé et respecté dans tous les milieux, de nombreuses personnalités étaient venues, le visage marqué par la douleur, lui manifester, encore une fois, toute leur sympathie.

Nous reproduisons ci-après certaines paroles qui, lors de la sépulture, furent prononcées, la gorge serrée et le cœur gros. C'est d'abord au nom de l'U. L. de la C.N.T. d'Espagne en exil à Narbonne que le camarade Soriano s'adressa à tous les camarades de langue espagnole dans les termes que nous traduisons :

« Camarades, Amis,  
« Chacun de nous éprouve la douleur inexprimable que nous cause la perte irréparable du camarade que nous venons accompagner à sa dernière demeure, sur cette terre étrangère mais hospitalière. Un de plus parmi les milliers qui ont succombé au cours de ce long exode et calvaire

de l'exil; un aussi dont les yeux se fermeront loin de notre Espagne, qu'il aimait tant, sans avoir vu la nouvelle aurore de la Liberté, pour laquelle il a tant lutté.

« Pour nous tous, Facundo Roca a été plus qu'un camarade : il était un ami, un frère; pour beaucoup, un père. Le vide qu'il laisse parmi les camarades de notre Union Locale, à laquelle il a consacré tant d'efforts, est immense. Sa présence d'homme et de militant est de celles qui ne se remplacent pas.

« Facundo Roca a été un exemple de bonté et de dignité; un camarade dont ses actes et sa conduite tout au long de son existence, lui ont valu spontanément l'affection, la sympathie et le profond respect de ses amis et de tous ses camarades. Tous ceux qui l'ont connu ne pourront jamais



l'oublier. Maintenant qu'il a fermé les yeux pour toujours et que sa modestie ne peut plus être blessée, nous pouvons bien le dire : il était le meilleur d'entre nous tous.

« Son amour pour l'Organisation, sa chère et notre chère C.N.T. pour les idées libertaires, sa contribution sans restriction pour qu'elles triomphent a été tout au long des années immense, persévérante, silencieuse, mais combien effective et responsable.

« Facundo Roca a toujours senti en lui l'honneur de notre Organisation et de nos idées, les élevant par ses actes et l'exemple d'une existence laborieuse, consacrée au travail, à l'idéal, au bien de l'humanité.

« La douleur de sa brève et insupportable compagne Flora, de ses frères, de toute sa famille, est aussi notre douleur. L'affliction étouffe nos paroles. Roca possédait un grand cœur qui battait et battra toujours près du nôtre. Il laisse la trace indélébile que le temps n'efface point, parce que le temps ne peut pas effacer l'œuvre ni le souvenir du camarade très cher; de celui qui en

## LE CONGRES EXTRAORDINAIRE de la C. N. T. F. à Poitiers

La C.N.T. de langue française a convoqué un congrès extraordinaire à Poitiers les 27 et 28 avril 1957.

Une question importante était à l'ordre du jour : l'examen du comportement de certains éléments appartenant à l'organisation, pour la plupart responsables de syndicats de la région parisienne et de la 2<sup>e</sup> U. R. Tôt ou tard, il fallait qu'il en soit ainsi.

Dès la formation de la C.N.T. en 1946 des adhérents, qui n'ont qu'une conception très vague du syndicalisme révolutionnaire, se sont infiltrés dans l'organisation et ont œuvré pour amener celle-ci à renier ses principes et adopter une ligne purement réformiste, accablant l'Etat, la hiérarchie, le travail à la tâche, les primes, etc...

Les syndicats présents au congrès ont compris le danger que représente un tel comportement et, dans leur grosse majorité, ont réagi avec fermeté.

Devant le refus répété des égarés de respecter la ligne de conduite définie dans les principes de l'A.I.T. et la Charte de Paris leur exclusion a été prononcée, de même que celle

des adhérents qui se solidarisent avec leur position.

Ce n'est pas de gaité de cœur qu'une telle décision a été prise par le congrès. Elle était pourtant nécessaire, indispensable. Le dernier « Bulletin de la 2<sup>e</sup> U. R. », diffusé il y a quelques jours par les exclus, en fait foi. Il donne une idée exacte de leur triste mentalité et de l'urgence qu'il y avait à agir pour sauvegarder la C.N.T.F.

Les responsables confédéraux ne perdront pas un temps précieux à polémiquer avec eux. Ils mettent seulement en garde les militants anarcho-syndicalistes contre ceux qui n'ont d'autres soucis que de discréditer systématiquement l'A.I.T., la C.N.T. et leurs responsables, librement choisis par les organismes de base.

Ils incitent aussi tous ces militants à les aider pour rebâtir sur des bases plus solides l'édifice que le travail de sapes des éléments éliminés a partiellement ébranlé.

La C.N.T. continue ! Contre le capitalisme, l'Etat, le patronat, la hiérarchie, la productivité, la guerre, pour la suppression du salariat, de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La tâche à accomplir pour y parvenir est écorçante; le concours de tous les véritables anarcho-syndicalistes est indispensable. Nous sommes persuadés que le vôtre ne nous fera pas défaut.

LA C.A.C. En cours de séance, le congrès a adopté à l'unanimité la motion suivante, présentée par les syndicats de Toulouse, qui déclare :

« La C.N.T. fidèle à ses principes et tactiques continue la lutte pour la libération de la classe ouvrière et rappelle à celle-ci qu'il n'y aura d'autre moyen efficace pour aboutir à notre émancipation que notre propre effort.

« Le congrès condamne tous les régimes qui ont comme but d'étouffer la liberté de réunion et d'expression des travailleurs.

« Il adresse un fraternel salut à tous ceux qui luttent pour la liberté et s'élève avec indignation contre les emprisonnements et les assassinats qui ont lieu dans tous les pays.

« Le congrès se déclare solidaire des familles de tous les martyrs récemment assassinés au Portugal pour le seul fait de s'être manifestés contre les sévices qui chaque jour sont monnaie courante du régime dictatorial existant dans ce pays.

« Proletaires, qui lutez pour votre émancipation, la C.N.T. vous encourage à continuer la lutte; nous serons

## L'ESPERANTO ET LE PROLETARIAT

Le XII<sup>e</sup> Congrès national des travailleurs espérantistes des pays de langue française (S.A.T. Amikaro) a tenu ses assises à Saintes, les 20 et 21 avril 1957.

Désireux de répandre dans les milieux ouvriers l'idéal intime de l'espéranto et d'offrir aux victimes des manigances de la horde parasitaire qui sévit de nos jours une arme efficace pour se protéger des fausses informations, les organisateurs de ce congrès ont invité tous les mouvements se déclarant d'avant-garde à déléguer des éléments observateurs.

Seuls ont répondu « présent » à cette invitation le responsable académique S.N.E.S.M.I., celui du service civil international et l'auteur de ces lignes, au nom de la C.N.T. et de l'A.I.T.

Nous constatons avec un certain pincement au cœur, le désintéressement total de tous ces soldants militants d'avant-garde pour tout ce qui est purement culturel et dépourvu de caractère politique pouvant servir leurs desseins.

Mais le prolétariat lui-même qu'attend-il ?

A-t-il oublié que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et que « quand ils se comprennent les peuples s'uniront » ? Il ne suffit pas de créer une Internationale ouvrière, il faut la faire vivre et évoluer, et pour cela il faut le trait d'union entre les travailleurs qui la constituent.

Ce trait d'union, ce lien, ce n'est pas seulement l'idéal noble et altruiste qui nous anime, c'est

toujours à vos côtés, nos désirs de libération sont identiques aux vôtres. Pour nous, il n'existe pas de frontières, nous appartenons tous à la grande famille prolétaire qui a pour but l'émancipation des travailleurs. »

## MA CONCEPTION REVOLUTIONNAIRE

DEPUIS que l'homme a eu la possibilité de s'exprimer librement, et d'écrire ses opinions concernant la transformation de la société capitaliste, des milliers de victimes ont péri, au cours de révolutions violentes, pour transformer cette société capitaliste, en une société libertaire, où l'égalité économique et sociale serait établie pour tous.

Néanmoins, que la révolution soit plus ou moins sociale (par exemple, la révolution espagnole de 1936), toutes ont eu la même fin. Le capitalisme étatique ou privé a fini par s'emparer de l'administration du pays.

Si nous ne disposons pas des éléments aptes, de capacités sociales et morales, assez nombreux pour orienter sur le plan international l'évolution de la révolte, à quoi bon se faire massacrer ? Nous devons, c'est certain, propager la tendance révolutionnaire, créer par nos actes d'abord, des consciences. Ensuite, initier les hommes, leur faire assimiler le syndicalisme révolutionnaire, afin qu'ils puissent prendre en main le contrôle de la production et de l'économie en général. Ceci, par des conférences, des lectures appropriées et la création de centres d'études économiques et sociales.

Cette révolution spirituelle permanente, tous les militants doivent l'orienter; c'est la seule qui permettra au peuple, guidé par sa propre conscience, d'arriver à la transformation sociale.

Jean GIL.

## L'ESPERANTO ET LE PROLETARIAT

aussi, et surtout, la langue commune qui nous permet de coordonner nos pensées et nos actes et de pouvoir ainsi défendre le sort de nos destinées.

Il existait en 1914 une Internationale socialiste et, évidemment, tous ses congrès se clôturent par l'hymne des damnés de la terre... La guerre éclata ! Les socialistes oublièrent aussitôt « l'Internationale » et entonnèrent la « Marseillaise » d'un côté du Rhin, et « Deutschland über alles » de l'autre.

« — Nous irons à Berlin ! crient les Français.

« — Nous irons à Paris ! clamaient les Allemands.

« — Battons-nous pour la Culture... »

« — Battons-nous pour la Liberté et les Droits. »

C'est ainsi que béent les moutons allant à l'abattoir. Mais les bergers étaient là et, pendant que le cardinal Hartmann, archevêque catholique de Cologne prêchait : « Dieu a été et est avec nos héroïques soldats, à l'est et à l'ouest, sur mer et dans l'air. Il a été et il est avec notre peuple allemand qu'embrasse la détermination de tenir jusqu'au bout et à confiance dans la victoire finale. C'est avec Dieu que nos soldats sont partis pour cette guerre. » L'Université catholique de Paris envoyait la réponse suivante aux « 93 » : « Votre voix est celle de l'erreur... et pour prouver ce que nous affirmons, nous nous appuyons, nous, sur des documents diplomatiques pu- »

♦ (Suite en page 4)

# TRIBUNE LIBRE

LES ARTICLES INSERES CI-DESSOUS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITE DE LEUR AUTEUR ET NE PEUVENT INTERVENIR DANS LA LIGNE DE L'ORGANISATION, A AUCUN MOMENT

## Pour une Charte plus laïque

AINSI, le camarade Etienne ne croit pas en Dieu ! Pour toutes les raisons exposées précédemment, j'ai plaisir à l'apprendre. Mais qu'il convienne que l'on pouvait s'y tromper.

La quasi totalité des nombreuses personnes avec qui j'ai abordé la question religieuse ont eu, ou auront sans doute toujours la même réaction devant l'affirmation de la croyance en Dieu, celle de considérer immédiatement non seulement comme chrétien, mais comme catholique, celui qui la formule.

Depuis des siècles, qu'on le veuille ou non, lorsque le mot Dieu est prononcé, il n'est jamais pris au sens large. Bien au contraire, celui qui l'entend pense aussitôt à un Créateur tout puissant, absolu, extérieur au monde qu'il a créé.

C'est peut-être un tort, mais le pli est pris, et nous n'y pourrions rien changer, car l'on se heurtera à ce qu'il est plus malaisé de déraciner chez les individus : la routine.

Lorsqu'un usage immémorial a donné à un mot un certain contenu, évitons des équivoques aussi dangereuses, quitte à donner une explication un peu plus longue.

Je reconnais que, n'étant à la C.N.T. que depuis septembre 1946, c'est-à-dire depuis onze ans, j'ai peut-être besoin de leçons de syndicalisme, n'ayant jamais rien lu (et rien compris) de ce qui se rapporte à l'anarcho-syndicalisme. J'admets que le camarade Etienne est beaucoup mieux informé que moi en ce qui concerne la nouvelle conception de la mécanique céleste née de la relativité.

J'accorde que je fais des exposés inutilement longs, qu'étant peu diplomate je ne cherche pas à ménager la chèvre et le chou, que je n'ai pas su comprendre la valeur et la subtilité de la nouvelle argumentation d'Etienne et que, ayant le tort de voir les choses comme lui, je suis un peu borné. Je reconnais tout cela, et pour-

tant, cette dernière imputation m'a particulièrement froissé. Que l'on y songe : la façon dont chacun est qualifié est de la plus haute importance. Etre loué ou vilipendé a une influence tellement déterminante sur la valeur réelle de celui qui est jugé !

Mais je ne veux pas rallumer la polémique. J'ai trouvé dans la réponse d'Etienne un passage qui a beaucoup d'intérêt et pourrait permettre, pour peu que les camarades veuillent bien y prêter attention, de combler une regrettable lacune qui, depuis Amiens, a subsisté dans nos chartes successives.

Il s'agit de ce caractère particulier que possède le syndicat de grouper indifféremment tous les exploités, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Rien à dire là-dessus, sur le plan strictement individuel. Mais il y a deux choses à considérer : la croyance personnelle et les Eglises.

Ces dernières, nous le savons tous, sont par tradition des institutions ultra-réactionnaires, dont toutes les sympathies vont aux formations politiques les plus rétrogrades, qu'elles suscitent ou auxquelles elles sont liées.

Il est presque inutile de refaire leur procès ou de souligner leur hostilité violente à notre égard.

Souvenons-nous simplement que nos camarades espagnols ont dû, ne pouvant agir autrement, fusiller pendant la Révolution des centaines de prêtres, principalement des jésuites, complices de Franco.

Souvenons-nous aussi que, peu après la première guerre mondiale, l'Eglise catholique a condamné ce qu'elle appelle les trois sectes : socialistes, communistes et anarchistes. Il en résulte que tous les anarcho-syndicalistes sont susceptibles d'être excommuniés.

Bien entendu, cela nous importe peu. Mais s'il existe chez nous des camarades catholiques, comment peuvent-ils concilier

dans leur esprit la double appartenance ?

D'autre part, comment croire à de l'inconscience ? Leur confesseur n'est pas loin, et s'il admet leur présence à la C.N.T. que devons-nous en déduire ?

Lors du vote de la loi Barangé, quand les camarades responsables d'alors ont pris une position hostile, des remous se sont produits à l'intérieur de la Confédération.

Ces camarades avaient pourtant parfaitement raison, car il faut vraiment ne pas savoir ce qu'est l'école cléricale, pépinière de fascistes qu'un monde séparé à tous points de vue de l'école laïque, ou être de parti-pris, pour se déclarer neutre dans cette affaire. Là encore, l'imprécision de la charte a créé une confusion.

Il n'est pas nécessaire d'identifier l'organisation syndicale à « un parti politique ou idéologique » pour affirmer que la religion naît tout naturellement de la croyance individuelle, et il est inexact de prétendre que seuls les partis réclament des individus convaincus.

Dès que l'on se réclame d'une idéologie, fut-elle l'anarchisme, on possède une conviction et, partant, une ligne de conduite. La seule différence avec les autres lignes de conduite, c'est que celle-ci est réfléchie et beaucoup moins dogmatique.

Ce qui n'empêche pas que nous-mêmes ne pouvons tout tolérer et pousser la notion de liberté jusqu'à l'absurde en laissant les coudees franches à ceux qui, au cours des âges, ont toujours trou-

vé que tous les moyens étaient bons pour détruire la liberté de conscience, et ont même souvent proclamé cette détermination.

A une époque où un catholicisme de combat s'infiltrait partout, que se passerait-il, si, un jour, se basant sur notre charte elle-même, des jeunes catholiques adhéraient en nombre à la C.N.T. ?

En peu de temps et le plus régulièrement du monde, notre Centrale se cléricaiserait. Le nom pourrait être soigneusement conservé, et, dans la C.N.T. devenue une annexe de la Compagnie de Jésus, les statuts ne demeureraient sûrement pas longtemps aussi libéraux.

L'Eglise commence par combattre tout progrès, mais quand elle se sent sur le point d'être dépassée, elle s'introduit et elle annexe. Les exemples fourmillent : démocratie chrétienne, progressisme, science chrétienne, prêtres-ouvriers et, bien entendu, syndicalisme chrétien, aujourd'hui autonome, mais demain, peut-être, implanté à l'intérieur même des mouvements révolutionnaires, comme de nombreux enseignants catholiques se sont infiltrés dans l'enseignement public.

Il est nécessaire, pour toutes ces raisons, de compléter notre charte en précisant notre opposition irréductible à toutes les Eglises, organismes abrutisseurs à caractère politique, qui ne cherchent qu'à maintenir l'ignorance et l'asservissement dont elles vivent. C'est là une simple suggestion. La parole est aux camarades.

H. BESNIER

## Accident provoqué par l'incapacité de la hiérarchie

Elisée Reclus disait autrefois : « L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre », mais si le grand libertaire avait été présent lors de l'accident d'Epônes le 18 avril 1957 il aurait dit : « La hiérarchie est la plus haute expression du désordre ».

Ce jour-là, pour dépanner un train de messageries resté en détresse en gare de Mantes à la suite de la grève de 48 heures, deux chefs conducteurs d'autorail (échelle 13) et un inspecteur (échelle 16) conduisaient de Paris à Mantes deux diesels de manœuvre, en double attelage. Ils se trouvaient aux abords de la gare d'Epônes-Mezières, située à 8 kilomètres de Mantes Gassicourt, vers 14 heures.

Il n'est pas utile de faire intervenir ici des détails techniques qui n'ont qu'une importance relative mais simplement d'indiquer que malgré la présence de multiples signaux avertisseurs ils franchirent à une vitesse assez élevée un « carré » intimant

l'arrêt absolu et, l'appareillage de sécurité solidaire de ce « carré » donnant accès à une voie sans issue qu'ils défoncèrent avec une telle violence un butoir que celui-ci fut déplacé de 30 mètres. Les deux voies principales furent obstruées et les diesels, bien entendu, hors d'usage.

Telles se situent les capacités de ceux dont le rôle est d'instruire, surveiller, punir, rétrograder parfois, si les réponses aux examens annuels ne leur donnent pas satisfaction ou, si sur le plan professionnel ils sont impuissants user de vils procédés tels que visites psycho-techniques, psychiatriques, etc., pour arriver à leurs fins.

L'affaire d'Epônes sera sans doute étouffée mais si un agent du personnel d'exécution avait eu le malheur de franchir fermé un signal d'arrêt (même sans conséquences graves) on l'aurait crié sur tous les toits, porté à la connaissance de tous par voie

◆ (Suite en page 3)

## COMMUNIQUEES

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL  
39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche de 14 heures à 18 heures  
TELEPHONE : TRUDAINE 78-64

Secrétaire général : Richard IBANEZ  
Adresser la correspondance au siège

Treasorier confédéral : Charles MOLINA  
16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3<sup>e</sup>) C.C.P. 12793-89 Paris  
Administrateur du « Combat Syndicaliste » : André RAUX  
37, rue du Regard, à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)  
C.C.P. 233-92 Paris

### DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser momentanément la correspondance au secrétaire général, au Siège

### BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S. U. B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, PARIS (18<sup>e</sup>). C.C.P. 6261-16 Paris.

### S. U. B.

Assemblée générale, le dimanche 16 juin 1957, à 9 h. 30, au siège de la C.N.T.E., 24, rue Ste-Marthe, Paris (10<sup>e</sup>).

### DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1<sup>er</sup> arrondissement).

### CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

### UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

## LE COIN DE LA CULTURE

AFIN de permettre à nos camarades, disposant de certains moments de loisir, de pouvoir s'orienter dans le sens culturel et de ne pas gâcher en distractions futiles ou abrutissantes, ces instants libres de toute coaction, ou pression morale, une rubrique est ouverte à tous ceux qui connaissent des sujets de choix tant en cinéma qu'en tout autre moyen d'éducation et de culture.

En toute objectivité, et sans vouloir pour cela minimiser le côté corrompé de la télévision qui, comme la radio ou tout autre facteur de diffusion soudoyé et surtout censuré par les bien-pensants de notre civilisation, souille l'esprit et dégrade le vrai visage du progrès, j'avoue qu'en maintes circonstances il faut rendre hommage à la valeur intrinsèque de certaines émissions.

« Volpone », ce film de Maurice Tourneur, d'après le roman de l'auteur dramatique anglais du seizième siècle Ben Jonson, avait été tourné à la veille de la guerre et réunissait trois grands acteurs aujourd'hui disparus, les célèbres Charles Dullin, Louis Jouvet, et Harry Baur. Il faisait partie de l'émission du dimanche 31 mars à la Télé...

Ceux qui ont eu le privilège de voir ce film doivent avoir conservé cette agréable saveur, cette satisfaction de voir des loups se dévorer entre eux dans une ambiance vénitienne du XVI<sup>e</sup> siècle. Volpone en la personne de Harry Baur est un amateur prétentieux qui jongle avec des fortunes, ce qui ne lui crée en réalité aucune amitié sincère. Une mauvaise nouvelle suffit à le lui prouver. Les bruits courent en ville que son bateau chargé de pierres précieuses est porté disparu corps et biens. Aussitôt les créanciers le pressent et il se retrouve finalement en prison. C'est là qu'il va rencontrer Mosca interprété par Louis Jouvet; Mosca incarne le dés-

hérité que tout accable parce que pauvre, donc rien d'étonnant de le rencontrer en prison.

Mais son infortune lui a appris à haïr ce fléau social qui détruit tout honneur et toute dignité humaine : l'argent. Oui ! cette dignité qu'ont perdue Canina, Léonne, Corbaccio (ceci en admettant qu'ils en aient jamais eu), cet honneur que Colomba ira traîner aux pieds d'un Volpone qui semble vouloir expirer, ont plus de valeur pour Mosca que tout l'héritage du riche armateur. Aussi, il punira, l'un après l'autre tous ces requins de la société en conseillant son maître qui s'amuse un instant à tourmenter ses aspirants héritiers en leur promettant sa fortune en échange de tout ce qui leur est le plus cher.

Mais Mosca en veut surtout à son maître qui n'est en réalité qu'un être stupide et d'esprit lourd; et finalement Volpone sera trompé par son serviteur qui le chassera de sa propre maison et dilapidera toute la fortune entassée dans le coffre en la jetant par la fenêtre. Volpone aura toutefois la consolation de ramasser une des pièces qui étaient allées échouer sur le pavé. Ce film restera un chef-d'œuvre fort à conseiller pour les ciné-clubs qui sont à l'avant-garde de la culture et l'éducation par le film.

**"A. I. T."**  
LE JOURNAL DE NOTRE INTERNATIONALE, PARAIT TOUS LES MOIS.

Abonnez-vous !

## BULLETIN D'ABONNEMENT au "Combat Syndicaliste"

Je soussigné,

NOM .....

Prénoms .....

demeurant .....

déclare souscrire un abonnement de (4) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....  
SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. Paris 233-92  
André RAUX, 37, r. du Regard, Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

## La Femme dans la lutte sociale

D'EMINENTS sociologues et biologistes des années précédant la deuxième guerre mondiale, ont établi comme une vérité scientifique, que la division fonctionnelle des sexes était établie de façon si prononcée que son altération semblait presque impossible.

Pourtant, nous vivons actuellement un état de choses qui leur aurait paru anormal, en voyant la femme occuper des positions sociales presque égales à celles de l'homme dans la complexité des activités de la vie sociale et avec une efficacité aussi parfaite; démontrant ainsi les possibilités d'adaptation à de nouvelles conditions de la vie active dans la production et la répartition.

Certaines affirmations qui prétendent que l'homme par sa condition physique et psychique a la mission bien définie de produire, diriger et administrer, pendant que la femme devra s'occuper éternellement des enfants et des travaux complexes du monde bien restreint qu'est le foyer, ne sont aujourd'hui que sophismes.

En réalité, l'homme et la femme constituent un monde égalitaire et sans différences majeures dans les aptitudes et l'efficacité, pour accomplir les principales tâches sociales, production, distribution, éducation, art et labeur scientifique.

Il est certain que le mythe biblique d'Adam et Eve, nous a légué l'histoire de l'homme qui serait condamné à gagner le pain à la sueur de son front pour lui et sa compagne pendant qu'elle devra enfanter dans la douleur discriminant ainsi des normes fonctionnelles des intégrants, de la première cellule sociale. Mais aujourd'hui avec le régime des privilèges existants, injustice sociale et inégalité, tous les hommes ne travaillent pas, ni toutes les femmes n'enfantent dans la douleur. Les sentences de Jéhovah, contenues dans la bible, ne sont elles aussi qu'argucies et sophismes.

Ni les mythes, ni les affirmations de sociologues et biologistes, ni toutes les lois et décrets du passé n'ont empêché que la femme se soit rapprochée inexorablement de l'égalité avec l'homme en tous points de vue de l'activité sociale. Mais il existe un terrain où la femme ne va pas encore de pair avec son compagnon d'existence : la lutte sociale. Là son concours fait défaut, alors que c'est le lieu où l'action féminine est la plus indispensable. Elle se prive de défendre la plus belle cause, le progrès social d'un monde plein d'énergie et de vitalité qui sous l'impulsion de la sensibilité, du tempérament passionnel et du dynamisme qui sont les propres de la femme, se verrait élevé à la plus pure forme de l'idéal humain.

C'est pourquoi il nous faut à tout prix créer le climat adéquat qui permettra à la femme de franchir le dernier bastion de la servitude et l'intéresser à tous les problèmes sociaux en lui permettant de participer à l'égal de l'homme à résoudre en toute conscience les questions que pose le monde du travail et de la culture.

La femme n'a pas à s'exclure des obligations qui lui correspondent dans les luttes pour la liberté et le bien-être de tous, et elle se doit d'accompagner l'homme dans sa marche à travers la jungle de notre civilisation.

La noble mission de mère que lui a attribué la nature, la classe dans une position impérative pour intervenir dans la lutte sociale avec encore plus d'impétuosité que l'homme, combatte les causes de la guerre, l'antagonisme créé par les privilèges et œuvrer pour une vie sans misère, sans oppression, faite de liberté et de bien-être général.

Traduit de J. TATO LORENZO.

## Chronique Juridique

### Les accidents du trajet

Nous reproduisons ici un texte emprunté au « Rapport sur l'application de la législation de la Sécurité sociale » présenté par le secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale.

Ce rapport se termine par une « revue de la jurisprudence » des deux dernières années. Il nous a paru intéressant de citer le chapitre de cette « revue » concernant les accidents du trajet.

LA Cour de cassation semble actuellement s'orienter vers une tendance plus libérale et plus extensive de la notion d'accident du trajet.

Cette tendance se manifeste en particulier dans deux arrêts rendus le 27 avril 1956 par les chambres réunies.

Dans un arrêt déjà cité, la chambre sociale avait refusé de reconnaître le caractère d'un accident du trajet à un ouvrier qui se rendait après son travail dans son jardin pour y prendre une douche parce que le jardin, n'étant pas attaché à l'habitation, ne pouvait être considéré comme faisant corps avec elle.

Appelées à se prononcer sur cette affaire, les chambres réunies ont, au contraire, admis que l'ouvrier avait été victime d'un accident du trajet.

#### LA NOTION DE RESIDENCE

On ne saurait cependant en conclure à un revirement de jurisprudence; en effet, la décision cassée par la Chambre sociale considérait que l'accident s'était produit sur le parcours du lieu de travail à la résidence dont le jardin devait être considéré comme l'un des éléments constitutifs.

La juridiction de renvoi, en l'espèce la Commission régionale d'appel d'Orléans, se conforme quant au fond à cette décision mais s'appuie sur des motifs différents, ceux mêmes que va cette fois retenir la Cour de Cassation :

« Attendu que Legendre accomplissait son travail dans un atelier chargé de poussières et non muni d'appareils de nettoyage, qu'en raison de la saison chaude, l'intéressé se rendait journellement à son jardin pour prendre sa douche après le travail du soir avant de rejoindre son domicile et en suivant le trajet le plus direct entre le lieu de travail et l'installation sanitaire lui appartenant; »

« Attendu qu'au vu de ces constatations souverainement appréc-

cié que cette douche journalière était une nécessité imposée par les conditions du travail et non la satisfaction d'un seul intérêt personnel indépendant de l'emploi. »

Ce n'est donc plus la notion de résidence qui est ici en cause mais un détour de parcours dont le rapport avec le travail a été souverainement constaté par les juges du fond.

#### L'INTERRUPTION OU LE DETOURNEMENT DU TRAJET

Le deuxième arrêt rendu par les chambres réunies le 27 avril 1956, qui procède du même esprit, fait état de la longueur d'un parcours à bicyclette en des circonstances exceptionnellement défavorables (chute, crevaison de pneu, vent contraire violent) pour admettre qu'un arrêt à l'auberge pour se restaurer, même en compagnie de camarades, cette rencontre étant fortuite, n'était pas imputable à la victime, ne constituait pas une interruption de trajet indépendante de l'emploi et n'avait pas été dictée par un intérêt personnel.

Les conclusions présentées par l'avocat général à la cour lors de ces deux arrêts tendent à démontrer que la règle posée par la loi « c'est la protection au cours des trajets en rapport direct avec l'arrivée sur le lieu du travail et avec le départ de ce lieu de travail.

» Cette protection ne cesse qu'en cas d'interruption ou de détournement de trajet. Encore ne s'agit-il pas de n'importe quelle interruption, de n'importe quel détournement.

» Le législateur a pris soin de préciser qu'ils doivent être intervenus, soit pour un motif dicté par l'intérêt personnel, soit pour un motif indépendant de l'emploi, de sorte que si l'une ou l'autre de ces conditions vient à manquer ou, ce qui revient au même, si elle ne peut être prouvée, c'est la règle générale de protection qui doit être appliquée.

» Autrement dit ce sont les dispositions relatives aux exceptions qui sont d'interprétation stricte... »

Ces conclusions sont à rapprocher des arrêts rendus précédemment par la Chambre sociale qui admettent une présomption d'imputation en faveur des accidents survenus sur le trajet nor-

mal du lieu de travail à la résidence.

Il a été ainsi jugé que l'accident survenu un jour férié, mais alors que la victime se rendait en un lieu où elle devait prendre connaissance de documents nécessaires pour une expertise ultérieure, en empruntant un itinéraire normal, et en l'absence de la preuve incombant à la sécurité sociale que ce trajet n'avait pas été effectué pour un motif exclusivement personnel ou indépendant de l'emploi, constituait bien un accident du travail.

Il en est de même s'agissant d'un ouvrier qui avait quitté son domicile pour se rendre dans une localité voisine et a été ensuite victime d'un accident « au temps où il se rendait à son travail et sur l'itinéraire même qu'il eût dû suivre normalement s'il était parti de sa résidence ».

#### LA PRESOMPTION D'IMPUTATION

Même solution encore pour l'accident survenu à une heure où la victime qui n'avait qu'une faible distance à parcourir aurait dû depuis longtemps être rentrée chez elle après avoir quitté son travail, « attendu que la victime bénéficiant de la présomption d'imputation, il ne résulte pas de pareils motifs que vu l'encombrement de la rue elle ait interrompu son parcours, pour un motif dicté par son intérêt personnel ou indépendant de son emploi ».

On retrouve ainsi, en ce qui concerne les accidents du trajet, la présomption qui joue en faveur des accidents survenus sur le lieu et pendant le temps du travail.

Par ailleurs, il est maintenant bien établi que le trajet commence au moment où le salarié quitte son habitation proprement dite et qu'il n'est pas nécessaire que l'accident se produise sur la voie publique.

Est donc un accident du trajet : l'accident survenu à un ouvrier qui, en quittant son habitation, avait pour gagner l'usine emprunté l'allée de son jardin et s'était brisé la jambe pendant ce parcours; l'accident survenu à une personne tombée dans l'escalier de l'immeuble qu'elle habitait, alors qu'elle se rendait au travail et n'avait pas encore atteint la voie publique, ou encore l'accident survenu en descendant l'escalier extérieur du pavillon où résidait la victime et lui appartenant.

# L'émancipation des travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera-t-elle l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou celle d'une poignée d'individus conscients ?

Quelqu'un a écrit :  
— Les hommes passent la moitié du temps à se forger des chaînes, et l'autre moitié à les briser.

Un autre affirme :  
— La conquête de la liberté est l'œuvre des audacieux, et non des pusillanimes et des médiocres.

La constatation qui suit me semble plus exacte :

L'inconscience, l'ambition, la veulerie et la courdisse sont les armes avec lesquelles la majorité des hommes forgent leurs chaînes, et l'obstacle majeur aux efforts d'une minorité consciente et audacieuse pour les briser.

Il suffit d'observer et de questionner au chantier et à l'usine pour constater que la totalité des hommes normaux sont d'accord sur le principe d'unité au sein du syndicalisme révolutionnaire, indépendant de toute tutelle politique et religieuse, où chaque membre apporte un maximum de combativité et sait prendre ses responsabilités en refusant de se plier aux exigences des exploiters, n'acceptant aucun travail à la tâche, ni au rendement ainsi que les heures supplémentaires. Ils comprennent comme nous le savons tous, qu'il n'est de meilleur moyen pour obtenir d'avantage de bien-être et arriver à l'émancipation totale du prolétariat et à une société sans classes.

Si la majorité comprend cette vérité, seule une minorité est capable de mener la lutte. Le restant des hommes faisant marche arrière sitôt qu'on leur demande le moindre sacrifice ou le moindre effort. Les uns par peur de perdre leur place ou parce qu'ils ont perdu confiance, peur

qui les mènera un jour sans rouspéter à l'abattoir défendre d'autres intérêts; les autres par veulerie et ambition se faisant les mouchards du patron dans le seul intérêt de quelques francs de plus et dans la croyance que leurs maîtres les garderont jusqu'au jugement dernier avec un sourire protecteur.

Seuls les inconscients méritent considération étant plus ou moins des dégradés mentaux et les premières victimes des tares de la société capitaliste.

Camarades, je ne dis pas que l'émancipation des travailleurs soit un mythe, mais si la mentalité des exploités ne change pas elle est lointaine, et plus lointaine encore, tout comme un bon nombre de camarades (et ceux-là, ne sont pas excusables), ayant été et se disant anarcho-syndicalistes s'avilissent en acceptant le

travail à la tâche et font des heures supplémentaires. C'est lamentable de les voir réduits à cet état d'esprit dégradant. En eux l'égoïsme se superpose entre eux parce que l'un travaille moins que l'autre, arrivant même à voler la sueur du pauvre manœuvre qui trime autant sinon davantage qu'eux pour percevoir un salaire hebdomadaire de huit à neuf mille francs tandis qu'ils en empochent de seize à vingt mille.

Si l'on veut que cette émancipation ne soit pas un mirage, il est nécessaire que tous ceux qui possèdent un tant soit peu d'idéal révolutionnaire, commencent par refuser ces méthodes indignes de travail et viennent resserrer les rangs du syndicalisme militant.

Ce sera un grand pas de fait vers l'émancipation du prolétariat.

ETIENNE

## Robot, ou pas ?

LES occupations pour les loisirs ne manquent pas à Paris, et les jeunes sont particulièrement gâtés. Les bals foisonnent, il y a toujours un match de football ou de rugby à voir, sans compter les cinémas, les music-halls et les bordels.

Tout ceci est savamment orchestré par l'Etat, afin que la jeunesse ne s'ennuie pas. J'ai dit « ne s'ennuie pas » mais je songeais « ne pense pas ». Car, il ne faut pas que la jeunesse « pense ». Qu'advient-il, si les jeunes

se mettaient à penser que toutes ces institutions établies par une société où tout est basé sur le mensonge, l'hypocrisie et le crime, ne répond le plus souvent à rien de ce qu'ils sont en droit de demander à la vie. Peut-être prendraient-ils la décision de détruire cet édifice déjà branlant, et d'en reconstruire un autre, beaucoup plus beau, beaucoup plus rationnel.

C'est drôlement sympathique cette idée-là, non ? Qu'en dis-tu ? Ceux qui tirent profit de cet état de choses, ont bien compris que leur système ne reposait pas sur des bases bien solides, puisqu'ils ont dressé des chiens de garde pour mordre ceux qui ont l'audace de s'attaquer aux sacro-saintes-institutions-léguées-par-nos-ancêtres (au fait, quels ancêtres ?)

Evidemment, nous sommes très peu nombreux à penser de cette façon, donc, comme le dit monsieur tout le monde, « des utopistes ». Mais lui, monsieur tout le monde, est un robot; il ne pense pas (ou si peu) il sait que d'autres robots plus perfectionnés pensent pour lui. Lui il n'a qu'à produire, être un bon soldat à l'occasion et se tenir pénétré. Plus tard il aura droit à une larme de reconnaissance de la société quand le moment sera venu pour lui de casser sa pipe, surtout s'il est mort en « Héros ».

Si tu ne réagis pas, tu seras ce « monsieur tout le monde ». Tu seras un robot de plus, qui permettra à toute la pourriture qui compose cette société, de puer un peu plus longtemps.

En ce qui me concerne, je hais monsieur tout le monde. Mais je ne demande qu'à l'aimer, si un jour nous nous retrouvons en copains afin d'étudier, ensemble, le problème si complexe de la transformation de cette société de cupidité, de haine et de souffrance, en une société d'amour, de bien-être et de liberté.

Ce jour-là, il sera mon frère.

RICHARD.

## XIX<sup>e</sup> U. R.

# L'Activité Syndicale

DEPUIS quelques mois les centrales syndicales réformistes font preuve d'une certaine activité en revendiquant une augmentation des salaires, prenant l'initiative de convoquer des réunions à la sortie des usines et des chantiers.

Les ouvriers sont très méfiants, ils n'accordent plus crédit aux bavardages des politiciens trompeurs et, le plus souvent, les réunions se déroulent devant des banquettes presque vides. On prétexte une discussion sur les salaires et au moment psychologique c'est de l'affaire algérienne et de la politique gouvernementale qu'il est question. Bien que ces problèmes ne manquent pas d'intérêt on admettra, étant donné le sens que chacun croit devoir leur donner, selon son appartenance, qu'ils sont assez éloignés du thème proposé.

La C.G.T., faut-il l'indiquer, est le plus souvent en contradiction avec les autres centrales, et pour cause !

Nos camarades, chaque fois que la chose est possible, démontrent que les travailleurs doivent demander eux-mêmes directement au patronat, sans l'intermédiaire des responsables syndi-

caux politisés, la satisfaction de leurs revendications.

Dans plusieurs endroits, les réformistes ont tenté de faire cesser le travail mais ils n'ont pas été suivis. Par contre, sur un chantier où sont employés quelques camarades de notre organisation et où n'existent pas de délégués syndicaux les revendications présentées ont été en presque totalité satisfaites.

Après l'échec de la grève des tramways et de plusieurs autres agitations qui n'ont guère donné de résultats les travailleurs se confinent dans l'indifférence. Seuls les fonctionnaires et assimilés s'agitent : le Gaz, l'Electricité, les Cheminots, les Municipaux, mais juste ce qu'il faut. Ils ont obtenu présentement des promesses. Ils s'en contentent; les « chefs » ont dit qu'il faut attendre ! En un mot, en dehors de quelques incidents insignifiants les résultats obtenus évaluent zéro.

Voilà où nous mène l'activité rétrograde des organisations syndicales réformistes. Une régression néfaste des conditions de vie des travailleurs est constatée. L'Etat, le capitalisme ac-

caparent chaque jour une part plus importante du gâteau que constitue la production, fruit de la sueur des travailleurs.

Il n'y a jamais d'argent pour satisfaire les réclamations légitimes des producteurs. Il en va autrement quand il s'agit des émoluments princiers des députés et ministres. Aucune grève n'est nécessaire pour que ces privilégiés obtiennent satisfaction. Un vote à main levée, et tous sont unanimes, suffit.

C'est un enseignement précieux pour la classe ouvrière. La lutte de classes est plus que jamais valable. Aller à la réalité, c'est cela !

Le poète Indien qui disait, il y a 3000 ans : « Celui qui voyage dans un char ne sera jamais l'ami de celui qui va à pied » a, malgré le recul du temps, de plus en plus raison. Il en sera malheureusement ainsi tant qu'il existera des classes dont les privilégiés seront défendus par les démagogues du syndicalisme réformiste et dont seule l'action directe pourra nous débarrasser.

Un groupe de camarades de la C.N.T. de Marseille.

## Inconscience ou mauvaise foi ?

EN avril dernier eut lieu, à la 4<sup>e</sup> Section Syndicale C.G.T. de l'usine Hispano-Suiza, à Bois-Colombes, une réunion du personnel de l'entretien dans le but de choisir les méthodes d'action à envisager pour faire aboutir certaines revendications, propres au personnel de l'Entreprise.

Durant la réunion un camarade maçon à l'entretien, membre de la C.N.T., prit la parole et exposa son point de vue.

Malgré le grand élan unitaire, très en vogue actuellement au sein de la C.G.T., ce son de cloche n'a pas été du goût des responsables de la 4<sup>e</sup> Section Syndicale qui se sont empressés de sortir une « mise au point » dans laquelle le camarade est traité de saboteur, de calomniateur et d'une certaine manière en « faiseur de jeu du patronat ».

Nous reproduisons ci-dessous le texte du tract diffusé.

4<sup>e</sup> SECTION SYNDICALE  
HISPANO-SUIZA  
BOIS-COLOMBES

La 4<sup>e</sup> Section Syndicale tient à faire une mise au point à la suite de la dernière réunion faite aux travailleurs de l'entretien pour la discussion de leurs revendications de salaires, les 50 fr. et la suppression de l'abattement de 5 % et quelles seraient les méthodes d'action qui seraient envisagées afin de les faire aboutir.

Cette réunion fut sabotée, à la suite des attaques et des calomnies lancées contre la C.G.T. par un camarade maçon à l'entretien.

La C.G.T. n'a pas de leçon de combativité à recevoir de personne, car elle a toujours fait ses preuves et même durant la clandestinité, elle a toujours pris ses responsabilités quoiqu'il en dise, mais si à notre syndicat on parle du respect de la démocratie syndicale, pour nous, ce ne sont pas des paroles en l'air et nous les appliquons; car ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent déterminer quelles sont les

meilleures méthodes d'action qu'ils désirent employer, et non le syndicat ou les responsables syndicaux à quelque échelon soit-il.

Le délégué du secteur peut être amené à faire des propositions d'action en cas d'un mouvement généralisé sur l'entreprise après consultation des syndiqués comme cela a toujours été le cas.

Voilà notre position, et certainement que les travailleurs sont d'accord avec ce principe, l'attitude de ce camarade a en fait, servi la direction puisque cette réunion était prévue comme on le dit plus haut pour déterminer les méthodes d'action, du fait de son attitude et de ses propositions (qui ne convenaient pas aux travailleurs présents) ne fut pas constructive puisque rien de concret n'en ressortit alors qu'il y a encore des revendications solides qui n'ont pas été satisfaites, telles les 50 francs, la suppression de l'abattement de 5 %, le lavage des bleus, l'accès aux catégories supérieures, etc... ces revendications étant particulières aux ouvriers de l'entretien, ce sont donc eux qui doivent lutter pour les faire aboutir à l'exemple des outilleurs et des ateliers de fabrication qui sont toujours en lutte pour une augmentation de salaire de 50 francs.

En conclusion, à la C.G.T., les opinions des travailleurs de toutes tendances sont respectées, car il n'y a que comme cela que l'unité se réalisera, mais nous ne pouvons tolérer qu'elle soit continuellement calomniée dans les comptes rendus de mandat ou des réunions comme la dernière. Que ce camarade se mette bien dans la tête que seul l'ennemi des travailleurs c'est le patron.

La section syndicale a pensé qu'il était utile de sortir ce tract pour rappeler aux camarades ce qu'était le respect de la démocratie dans le syndicat et pour couper court aux attaques lancées contre notre organisation et ses responsables. Elle rappelle à nouveau que seule l'union et l'action des travailleurs de l'entretien feront aboutir leurs revendications particulières et pour les 50 francs.

LE BUREAU.

Le disque est un peu trop usé, ne croyez-vous pas, camarades cégétistes ? Le 1<sup>er</sup> avril a dû influencer le ou les auteurs de cette « mise au point », qui est, pour le moins que l'on puisse dire, quelque peu fantaisiste.

La C.G.T. a toujours fait ses preuves... Qui donc a nié ce fait ? Certainement pas nous. Oui, vraiment la C.G.T. a fait ses preuves, et continue à les faire; mais pour être plus précis disons que ces preuves ne l'avantagent guère.

Souvenez-vous, camarades, des années qui suivirent immédiatement la « libération », quand la production était à l'ordre du jour, quand Thorez, le camarade « mineur » descendait au « fond » travesti en mineur authentique; c'était la belle époque des « Retrouvons nos manches, cela ira mieux », « Produire d'abord, revendiquer ensuite », preuves d'une belle conception syndicaliste, n'est-ce pas ?

Aujourd'hui, la C.G.T. réclame à cors et à cris les 40 heures.

Un peu de sérieux, camarades; ou nous sommes pour les 40 heures, ou contre ! On ne peut décentement être pour, à une certaine époque, et contre, à une autre.

Étes-vous des syndicalistes ou des girouettes ? Il faudrait tout de même savoir ce que vous voulez.

Le respect de la démocratie syndicale, mieux vaudrait ne pas en parler, car les faits sont assez troublants.

## CEUX QUI S'EN VONT

Le camarade Balboni Annibal, militant anarcho-syndicaliste, toujours à l'avant-garde de l'action pour l'émancipation du prolétariat, est décédé à Marseille, après une courte maladie, vivement regretté par tous ses camarades.

A tous les siens nos plus sincères condoléances.

L'U. L. DE MARSEILLE.

## LIBRAIRIE C. N. T.

HISTOIRE ET DOCUMENTS

N. Makno. — La Révolution Russe en Ukraine, 200 fr.; franco 230.

S. Faure. — L'Imposture Religieuse, 300 fr.; franco 330; La Véritable Révolution Sociale, 120; franco 150.

F. Planche. — La Vie ardente et intrépide de Louise Michel, 260; franco 290.

J. Rennes. — Syndicalisme Français, 300 francs; franco 330.

E. Dolleaux. — Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand), 420 fr.; franco 450.

M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950, 510 fr.; fco 540.

J. Maitron. — Le Syndicalisme révolutionnaire Paul Delesalle, 550; fco 580.

J. Danos et M. Gibelin. — Juin 36, 550 francs; franco 595.

P. Besnard. — Le Monde Nouveau, 150; franco 180; L'Éthique du Syndicalisme, 100 fr.; franco 130.

G. Leval. — L'Indispensable Révolution, 250; franco 280.

P. Louis. — Histoire du Socialisme en France, 600 fr.; franco 645.

L. Lefranc. — L'Internationale Chrétienne, 370 fr.; franco 400.

J. Humbert. — Eugène Humbert, 350 francs; franco 395.

E. Malatesta. — Au Café, 150; fco 180.

R. Lambert. — Mouvements ouvriers et socialistes, 615 fr.; franco 645.

Un Proscrit. — L'inévitable révolution, 250 fr.; franco 295.

Bakounine. — Dieu et l'Etat, 100 fr.; franco 115.

Emile Hureau. — Les Jésuites, la classe ouvrière et la révolution, 100 francs; franco 130.

Louis Guilloux. — La Maison du Peuple, 390 fr.; franco 420.

E. Armand. — La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse, 350 francs; franco 395.

Max Stirner. — L'Unique et sa propriété, 600; franco 645.

Laurent Tailhade. — Les plus belles pages, 300 fr.; franco 345.

Aurèle Paterni. — La débacle de l'éli-  
te, 150 fr.; franco 180.

Han Ryner. — Les paroles cyniques, 150 fr.; franco 180; Les Surhommes, 150 fr.; franco 180; L'Aventure d'amour, 150 fr.; franco 180.

Docteur Maréchal. — La liberté de la conception, 450 fr.; franco 480.

Ch. A. Bontemps. — L'homme et la liberté, 500 fr.; franco 530.

André Binet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240 francs; franco 270; L'amour et l'émotion chez la femme, 240 fr.; fco 270.

M. Domanget. — Sylvain Maréchal l'« Egalitaire », l'homme sans dieu, 600 fr.; franco 645.

F. Pelloutier. — Histoire des Bourses du Travail, 300 fr.; franco 330.

B. Malon. — La morale sociale, 200 francs; franco 245.

ROMANS

H. Poulaille. — Les Damnés de la terre, 390 fr.; franco 435; L'Enfantement de la Paix, 250 fr.; franco 280; Ils étaient quatre, 300 fr.; franco 330; Le Pain quotidien, 350 fr.; fco 380; Pain de Soldat, 450 fr.; franco 495.

J. Frugnot. — Béton armé, 330 francs; franco 360.

F. Planche. — Durole, 150 fr.; fco 180.

H. E. Kaminski. — Bakounine : la Vie d'un Révolutionnaire, 350; fco 395.

L. Lecoin. — De Prison en Prison, 160 francs; franco 190.

Ch. Malato. — Joyeuseté de l'exil, 150 francs; franco 195.

Hans Hass. — Hommes et requins, 750 francs; franco 795.

Arthur Koestler. — Le zéro et l'infini, 150 fr.; franco 180.

Jules Vallès. — L'enfant, 150 fr.; franco 180; L'insurgé, 150; franco 180; Le bachelier, 150 fr.; franco 180.

Giovanni Guareschi. — Le petit monde de Don Camillo, 450 fr.; franco 480.

Virgil Cheorghiu. — La vingt-cinquième heure, 690 fr.; franco 735.

Ferreira de Castro. — Emigrants, 390 francs; franco 420.

Louis Ténars. — Le Curé de Bourgogne, 200 fr.; franco 230; Le Sauveur, 100 fr.; franco 130.

De Jouvenel. — La vie de Zola, 250 francs; franco 295.

Jacques Prévert. — Paroles, 590 francs; franco 635.

Jean Celse. — Eugène, 180 fr.; fco 210.

Maurice Hallé. — La Grand'route et les chemins creux, 200 fr.; fco 230.

Victor Méric. — Couillises et trétaux, 250 fr.; franco 280 francs.

Commander à Joseph SORIANO,  
Recette Principale  
Fontenay-sous-Bois (Seine)  
C.C.P. Paris 14.103-62

## LES FRUITS D'UNE GREVE sous le soleil de Marseille

Il paraît que la R.A.T.V. de Marseille (Transports en commun) est en déficit. Pour combler celui-ci est organisé, dont les intérêts sont étroitement liés à ceux de la municipalité, estime nécessaire une augmentation de tarifs.

Comment faire avaler la pilule aux usagers sans que ceux-ci protestent ? A Marseille on ne manque pas d'astuce et cette augmentation fut justifiée par celle des salaires sollicités par les tramways.

Les caïds des diverses centrales syndicales réformistes furent alertés dans ce sens mais on attendit l'ouverture de la Foire Internationale d'Automne pour lancer le troupeau dans la bagarre; la grève déclenchée alors on avait beaucoup plus de chances d'obtenir satisfaction des deux côtés, sans coup férir.

Tout n'alla pas pourtant si bien que prévu. Le mécontentement commença à se manifester quand F. O. et la C.F.T.C. abandonnèrent la lutte laissant la C.G.T. se « débrouiller » seule et, une fois de plus, les employés de la R.A.T.V. n'obtinrent, comme on dit à Marseille, que des « esques », certains d'entre eux étant l'objet d'incarcération ou licenciés de leur emploi. L'usager, lui, comme il était tacitement convenu, paya les pots cassés : tarifs doublement augmentés, sur le parcours et sur le prix du ticket.

Pour couronner le tout, et mieux donner le change, les responsables de ces brillants résultats invitèrent les usagers, par le truchement des C.I.Q. (1), à boycotter les moyens de locomotion offerts par la R.A.T.V. Ça fait sérieux et bien, et rappelle partiellement le climat ayant existé à Barcelone et dans l'Alabama en certaines circonstances. Le résultat ne faisait aucun doute pour qui connaît la combativité des joueurs de pétanque et autres buveurs de pastis. Il fut le reflet exact de celui de la grève. On n'oublia pas que l'intention était surtout de faire partager à la population la responsabilité du fiasco complet de cette basse manœuvre.

C'est maintenant chose faite, Marius et Olive peuvent respirer au « cabanon ». Ont-ils compris ?

Au nom du syndicalisme, de l'amélioration de la condition humaine on édifie continuellement de sales « combines » pour la confusion de l'éternel volé, dupé, le prolétaire qui, dès qu'on fait vibrer la « corde sensible » démarre, sans esprit de suite, pas pour longtemps, mais démarre tout de même, ce qui suffit pour justifier le comportement de ceux qui en sont responsables.

Il en sera malheureusement ainsi tant que les ouvriers se confineront dans l'inconscience; ne prendront pas en main la défense de leurs intérêts, ce qui permettra aux Bourses du Travail d'être les antichambres du Parlement, donc à la solde de nos ennemis de classe.

L'U. L. C.N.T.

(1) « C.I.Q. » (Comité des Intérêts du Quartier). Lieu généralement situé dans un bar, comme j'en suis sûr, on l'invite à boire pour mieux voter.

## Nouvelles espérantistes

Pour la douzième fois depuis la Libération, les travailleurs espérantistes (1) de langue française se sont réunis en Congrès. Cette année les séances de travail de ces internationalistes pratiquants se sont tenues à l'Hôtel-de-Ville de Saintes (Charente-Maritime) en présence d'une centaine de délégués venus de tous les coins de France.

Les différentes manifestations prévues avaient pour double but de permettre aux congressistes de faire le bilan des résultats acquis et de démontrer au public saintais et aux observateurs de différentes organisations représentées que l'Espéranto est le langage parfait du citoyen du monde que nous sommes tous en puissance. Il serait fastidieux de tout citer, mais nous avons remarqué au passage : représentation théâtrale de pièces es-

perantistes par le groupe des jeunes de Saintes, soirée de « cabaret » avec des amateurs parisiens, réception à l'Hôtel-de-Ville, visite de la ville, excursions sur la Côte de Beauté, exposition publique, et enfin et surtout les séances de travail au cours desquelles, durant de longues heures, les congressistes ont pu par des interventions diverses que l'Espéranto était vraiment une langue vivante, parfaitement adaptée à tous les domaines de l'activité humaine.

Dans le cours de l'ordre du jour a été mise en relief la volonté de chacun d'intensifier l'efficacité des différents organismes mis sur pied par SAT-AMIKARO : service pédagogique, coopérative d'éditions (livres, brochures, journaux, revues...), réseau de correspondance internationale... et qui fonctionnent sur le plan mondial en

rendant les plus grands services à tous ceux qui désirent acquérir une culture complète d'internationaliste.

Au cours du Congrès les responsables nationaux ont mis l'accent sur l'importance du cours par correspondance (2) qui met à la portée de tous l'étude de la langue internationale.

Le Congrès s'est terminé par un appel pour la collaboration des organisations françaises dont les buts sont similaires. Puissent les hommes de progrès s'en inspirer et aller à la rencontre de leurs amis inconnus à l'étranger, munis de ce nouveau bagage de l'homme moderne : L'ESPERANTO.

(1) Organisation au sein de l'Association SAT-AMIKARO, 67, avenue Gambetta, Paris (XX<sup>e</sup>).  
(2) Tous renseignements au siège.

IL N'Y A PAS QUE LES PRODUCTEURS QUI DOIVENT MANGER.

LES CHOMEURS, LES MALADES, LES VIEUX ONT DROIT AUSSI A UN POUVOIR D'ACHAT DECENT.

# LE COMBAT

## SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION :  
39, r. de la Tour-d'Auvergne, PARIS-9<sup>e</sup>

Abonnements 12 numéros : 250 fr.;  
24 numéros, 490 fr.; 48 numéros, 850 fr.  
Changement d'adresse : 20 francs.

# LE MOUTONS DE PANURGE

## UNE GREVE SANS SIGNIFICATION

« BRAVO, cheminots ! Il est possible que lors du dernier mouvement de grève de 48 heures, à part, comme toujours, quelques habitués empêchés de danser en rond, vous ayez réalisé une belle unanimité; l'union sacrée, comme

en 14, quand fut consommée la mémorable trahison de tous les responsables syndicaux, le répugnant Jouhaux en tête.

L'enjeu qui fit déclencher le mouvement des 17 et 18 avril, devait être de taille pour que vos responsables syndicaux en soient venus à oublier les griefs, les calomnies, les insultes que, jour après jour, ils formulaient les uns contre les autres, entre gens « bien pensants », car, avouez-le, s'en sont-ils mutuellement jetés des poignées d'ordure au visage ?

Mais au fait, pourquoi un tel enthousiasme ? Si l'on se réfère, aux mots d'ordre qui furent lancés, les cheminots se sont battus pour la satisfaction de deux revendications primordiales : 1) Réunion d'une commission paritaire habilitée pour discuter des salaires avec les « barons du rail » ; 2) Augmentation générale des salaires.

Ainsi donc il a fallu plus de cinq années aux cadres syndicaux pour s'apercevoir que les aristocrates désignés plus haut faisaient à leur guise la pluie ou le beau temps et que les os décharnés qu'ils ont jeté à ronger aux éléments de la base étaient de l'importance qui leur plaisait. Avouez que vos dirigeants étaient atteints de courte vue, à moins que ce ne soit de la complicité.

Pour les salaires, c'est une autre histoire. Augmentation générale des salaires sous-entend évidemment aug-

mentation hiérarchisée, la portion congrue pour le lampiste famélique, mais complément substantiel pour les éléments parasitaires des échelles supérieures, pour ceux qui bénéficient déjà du superflu et nous éclaboussent le plus souvent de leur luxe insolent. Car vous l'ignorez peut-être, lampistes — Pellenc, rapporteur du budget au Conseil de la République, l'a révélé à la tribune — il existe 473 agents « cadres » de la S.N.C.F. qui gagnent des émoluments (avoués) supérieurs à ceux du plus haut fonctionnaire de la 4<sup>e</sup> République, le Conseiller d'Etat.

N'avez-vous pas conscience d'avoir, en débrayant pendant deux jours, œuvré pour améliorer la sinécure de ces gens-là ?

Le mouvement dont vous n'êtes pas peu fiers n'a donc été pour ce qui vous concerne qu'un monumental coup écopé dans l'eau : une fois de plus sciemment on vous a « couillonnés » magistralement.

C'est ce qui explique le comportement de certains abstentionnistes — pas tous évidemment — qui se sont promis, il y a pas mal de temps déjà, de ne plus entrer dans le jeu. Pour une grève générale illimitée dans le temps et des revendications propres à améliorer la condition du prolétariat, la lutte contre la hiérarchie, la réduction du temps de travail, la suppression de zones de salaires —

que vous avez, Parisiens, trop tendance à oublier — et aussi pour des retraites qui ne soient pas des aumônes, ils sont d'accord, mais pas autrement.

Quand vous appellerez à cesser le travail pour des revendications de cet ordre beaucoup d'abstentionnistes des 17 et 18 avril répondront présent, et les jusqu'aboutistes ne seront peut-être pas exactement tous ceux que l'on pense.

Il est en effet beaucoup plus difficile de poursuivre une action révolutionnaire impeccable aussi longtemps que la nécessité l'exige, comme certains d'entre vous l'ont fait, d'insulter des femmes sans défense, de les traiter de « jaune », de les accuser de trahison envers la classe ouvrière, de prétendre que s'il leur reste un peu de pudeur, elles devraient refuser d'encaisser la problématique augmentation qui leur sera attribuée.

Un tel comportement manque d'« élégance » et si ces capitans avaient vraiment un peu de courage, ils traieraient jeter ces insultes à la face de leur chef de gare principal H. C. qui lui non plus n'a pas fait « grève » et n'a agi que par esprit de lucre, pour l'amour des gros salaires ; mais ils se garderaient bien de le faire, chacun tenant trop à « soigner sa moyenne », en termes clairs, à ne pas compromettre son avancement.

F. T. R.

## UN CAMARADE A DISPARU

UN camarade a disparu; il a cessé les activités qui, il y a quelque temps, lui semblaient nécessaires... « Il est marié ».

Marié, cela implique-t-il de vivre à deux sous cloche, en ayant eu la précaution préalable de faire le vide. Il n'est pas question pour deux êtres heureux de vivre ensemble d'imiter ces « vieux couples » qui vivent côte à côte par habitude et saisissent au vol les occasions de rompre leur solitude à deux. Ils appellent cela « la vie », ils proclament « c'est ça le bonheur, on s'entend bien ».

Mariés !... Monsieur le maire, l'autorité compétente, vient d'unir officiellement les deux promis. Pour eux, l'expression « liens du mariage » a pris juridiquement toute sa valeur conformiste.

Ils sont en règle avec la société, plus de « qu'en dira-t-on », plus d'ennuis avec la famille, si on les voit faire l'amour, pas de réprobation, pas de scandale, c'est légal ! La morale bourgeoise est respectée et l'honneur est sauf. Le « sexe fort » prend conscience de ses responsabilités, le « sexe faible », de sa sécurité. Des enfants viendront, qui égayeront de leurs joyeux babils le foyer dont chacun sait qu'il ne peut être valable qu'à condition d'avoir de nombreux rejetons (quelquefois aussi intifutés héritiers pour les besoins d'une cause économique : la défense du patrioisme) afin d'assurer la survivance des traditions et la pérennité du nom.

Les lapins se reproduisent, les moutons se jettent à l'eau et les... singent les uns et les autres.

Pour la réunion de deux êtres affinitaires, l'UNION LIBRE S'IMPOSE ! L'homme, et la femme égaux et conscients n'ont pas besoin de livret de famille pour s'unir et pas besoin d'avoir recours aux tribunaux pour une séparation éventuelle qu'ils ont envisagée lucidement, comme possible, au cas où ils évolueraient différemment. L'amitié, le respect de leur liberté individuelle,

l'estime et la confiance réciproque sont leur seul contrat.

De toute manière il faut faire comme tout le monde et la famille, cellule de base de toute société, y poussant, filles et garçons n'envisagent que la possibilité de bâtir un foyer.

Il faut souligner, par ailleurs, que dans le mariage, comme dans l'union libre, la nécessité physique joue un grand rôle. Mais si ce facteur est important, il n'est pas le seul et le désir de vivre à deux peut être conditionné par la peur d'un avenir solitaire et l'envie d'avoir des enfants; pour un garçon, le fait d'accepter la facilité : posséder une bonne à tout faire à bon marché dont il peut tirer d'autres avantages...; pour une fille, celui d'admettre une prostitution commode lui évitant de travailler.

Pour nous, le désir de s'enrichir mutuellement par un échange d'idées, l'application de conceptions communes et l'apport

des valeurs individuelles seront les raisons que nous jugeons valables.

Ce que nous voudrions que soit la vie à deux : une petite communauté affinitaire, intellectuellement, moralement et physiquement, désireuse de se joindre à d'autres éléments qui auraient entre eux, et réciproquement, des aspirations semblables.

Nous ne désirons pas vivre « en bocal », nous proclamons l'égalité des sexes, nous voulons que deux êtres qui composent le couple ne soient pas considérés comme une seule et même personne, mais comme deux individus libres.

Et si nous acceptons de vivre dans une maison de verre, c'est que nous sommes prêts à confronter avec qui le désire; les conceptions que nous appliquons, car comme écrivait à peu près Saint-Exupéry : « S'aimer, ce n'est pas se regarder l'un l'autre, mais regarder ensemble vers le même but ».

Paulette-Solange-Hellyette.

## Elisabeth, go home !

T O U J O U R S à l'avant-garde du progrès et de l'actualité, la rédaction du C.S. a cru nécessaire de contribuer, par ses faibles moyens, au succès de ces grandes journées d'amitié « anglo-française ».

Dans ce but, et ne voulant pas imiter nos confrères parisiens, tels « France Soir » et assimilés, qui se sont chargés de main de maître de préparer psychologiquement les fils des sans culottes, nous avons jugé utile de lâter le pouls de cette masse de bipèdes anonymes que l'on appelle communément la foule.

En premier lieu, il nous a été communiqué que les habitants d'Aubervilliers avaient l'intention de présenter une protestation aux pouvoirs publics car ils se considéraient parait-il, vêtus dans leur fierté de citoyens; ils auraient exigé que le cortège royal, pardon « républicain royal », vienne admirer leurs belles demeures. Pourquoi Versailles et pas nous, s'écrient-ils, pleins d'un noble courroux, les augustes ruines de Versailles ne valent pas les nôtres ! Hélas ! le protocole a ses exigences !

Quelque part dans la capitale, quelques voyous, sûrement démunis de tout esprit civique, ont fait allusion, contemplant une des nombreuses effigies de notre toujours souriante invitée, à un certain quadrupède en voie de disparition dans nos villes... schoking !

Deux vieilles dames, l'air soucieux, confessent leurs craintes : seront-ils, non représentants, à la hauteur de leur tâche; la révérence n'est point chose facile. Soyez rassurées, grands mères, nos édiles nationaux sont passés maîtres dans l'art de plier l'échine, ne l'ont-ils pas prouvé en maintes et maintes circonstances... certains voyages au Vatican !

L'œil mauvais, un empêcheur de tourner en rond, un perturbateur probablement, a répondu à notre innocente question : « que pensez-vous du voyage ? Par une vague de propos fulminants, où il était question de lion britannique aux longues dents, de cyprès sacrifiés, de millions de travailleurs au repos forcé, de guillottes, Marie Antoinette, etc... etc...; ne voulant pas nous laisser influencer par ce triste sire, nous avons cru nécessaire de le laisser à son triste sort. Un farceur, sans doute, nous a posé cette colle : quelle différence y a-t-il entre la reine et le cancer ? Trouvez pas ? Et bien, voilà, l'état finance l'apparition de l'une et refuse de financer la disparition de l'autre.

Accosté, un « sans culotte », l'air minable; pose la question rituelle, Monsieur que pensez-vous ? « Ils commencent à nous faire... (censuré) c'est encore nous les lampistes, qui allons payer les plaisirs de nos élites; ah mais non ça ne se passera pas ainsi, car... » notre respect de la pudeur nous oblige à ne pas rapporter la suite.

Il faut le dire, nous avons été déçus, découragés, devant l'ingratitude et l'incompréhension de la foule, qui oublie les principes mêmes de son devoir civique français, lequel devrait la pousser à tresser des couronnes de lauriers et à parer de pétales de roses le parcours de nos « premiers » nationaux. Car ceux-ci font tout leur possible dans le but de nous amuser, de nous faire oublier les vicissitudes de notre existence que n'agacent point les feuilles personnelles affectées particulièrement par un certain Monsieur Ramadier.

Dernière nouvelle : Il paraît que la note de frais s'élève à la bagatelle de deux milliards de francs.

Un milliard par tête de pipe ! vraiment la location d'un couple royal coûte terriblement cher; ne pourrait-on pas, la prochaine fois, se payer quelque chose de moins cher ?

Ben Youssef par exemple... !

JORDI.

## L'esperanto et le prolétariat

(Suite de la page 1)

blés par diverses puissances, sur des enquêtes conduites avec le plus grand souci de l'exactitude, sur ce que nous avons vu de nos yeux, documents qui établissent d'une façon péremptoire que l'Allemagne a prémédité la guerre et a fait échouer toutes les tentatives de conciliation.

Insister serait déplacé. A coup

sûr, un tel climat n'aurait jamais existé si des deux côtés de la barrière de la faculté de se comprendre et de mieux se connaître; et il est grand temps que chacun prenne conscience du rôle déterminant qu'il doit jouer pour la réalisation d'une société basée sur la paix, la liberté et le bien-être collectif.

## Le machinisme peut-il transformer la société ?

« La civilisation a résolu le problème de la production; mais si elle ne peut pas résoudre le problème de la distribution, elle est condamnée. »

Thomas CARLYLE.

« Chaque grande découverte vient hâter les transformations de la société. »

Du livre « La grande Révolte », p. 248, par J. DUBOIN.

D E V A N T le progrès incessant que fait la machine en s'introduisant dans tous les domaines de l'activité humaine, il nous semble avoir raison de nous demander que, si les inventions marchent au rythme de ces 25 dernières années, il va se créer un conflit parmi les hommes qu'il sera difficile de résoudre s'ils n'y mettent pas un peu plus d'attention.

Tous ou presque tous, nous savons — on n'y gagne rien à vouloir l'ignorer — que la société que nous vivons nous divise entre propriétaires et non propriétaires : les premiers possesseurs de machines, les seconds ne possédant pas autre chose que le travail, travail qui leur fait vivre. Etant ainsi, nous allons voir que, l'homme propriétaire, à mesure qu'il introduit des machines dans son activité productive, celle-ci augmente tout en diminuant le personnel. L'homme non propriétaire (le salarié), chassé du lieu de son travail, reste inactif, ce qui diminue son pouvoir d'achat.

La machine remplit bien les magasins, accumule les productions; mais si les travailleurs chôment, comment écouler cette marchandise ? L'homme non propriétaire, en plus d'être salarié et travailleur, est consommateur et s'il ne travaille pas, comment peut-il vivre ? Dans ces conditions, les premiers ne peuvent pas vendre; ne vendant pas, ils risquent la faillite. Les seconds, ne travaillant pas, c'est la même chose, ne peuvent pas acheter, la gêne est dans la maison. C'est-à-dire que d'un côté existe le désarroi pour avoir trop de produits, le malheur dans l'abondance; de l'autre côté, l'insécurité de l'emploi en plus de la gêne, les besoins se font sentir, pour ne pas dire la faim devant des montagnes de marchandises produites par le machinisme. Quand arrive ce cas, que se passe-t-il ?

Tous ceux qui sont francs, qui aiment à regarder les choses telles qu'elles sont et ne sont pas courts de mémoire, se rappellent le krach de New-York en 1929 et les repercussions occasionnées à d'autres nations, surtout industrielles, pendant 5 ou 6 années consécutives : toutes étaient pleines de marchandises à craquer, on peut dire dans l'extrême abondance. Et l'homme, devant cette richesse, ne sut trouver autre chose que, sous prétexte d'assainir le marché, d'empoisonner le blé et détruire d'autres marchandises utiles à l'homme et à sa nourriture.

Quant aux chômeurs (35 millions), des hommes comme Adolf Hitler ne trouveront rien de mieux que de les employer à fabriquer des armes et des munitions que, trois ou quatre années plus tard, sous prétexte d'obtenir un espace vital ces pauvres malheureux utiliseront entre eux. chose qui ne répond pas à notre humaine civilisation... Résultat : faire périr les marchandises, semer beaucoup de ruines et tuer à millions les hommes ! (1).

### LE PROGRES HUMAIN

L'homme n'est plus à l'époque où l'on se servait d'un bâton pointu pour gratter la terre et y placer quelques grains rudimentairement choisis. Il a voulu aller plus loin, et en passant par le silex, par l'atelage de quelques animaux qu'il a su dompter, découvert la force du vent pour, plus tard, inventer la machine, arriver au machinisme, et de ce fait, nous donner l'abondance. Malgré les contradictions signalées plus haut, nous sommes bien

(1) D'après le sénateur américain Bryan McMahon, la seconde guerre mondiale a coûté autant d'argent qu'il en aurait fallu pour construire une ville de cinq pièces pour toutes les familles des cinq parties du monde.

loin de croire que nous sommes les ennemis de la machine; au contraire, nous croyons qu'elle nous libérera d'un travail excessif et même nous aidera; pour ne pas dire nous a aidé par le moyen du lièvre et du transport à bon marché, à découvrir une autre société meilleure et plus juste que celle que nous vivons.

« Nous pouvons dire, avec Arreat, que l'outil a été le moyen de toute civilisation. C'est à l'avènement de l'industrie que la bourgeoisie naissante a su faire sauter les anneaux d'un système féodal verrouillé en faisant disparaître l'esclavage et le servage, et en mettant à sa place le salariat, tout en se réservant la direction de la société et en développant son système capitaliste par le moyen de la machine et de la société anonyme.

### LE BIEN-ETRE MATERIEL

Le machinisme nous pose deux problèmes : l'un de caractère technique, l'autre social. Le premier nous donne les commodités et l'abondance et, avec elles, l'espoir d'avoir le nécessaire avec le minimum de travail.

Le second fait comprendre que l'homme vit en société et que la société, dans ses gestes et dans toutes ses actions au passé, au présent, et nous croisons même au futur, n'est pas autre chose au fond qu'un principe d'égalité pour tous, d'une justice générale qui se confond avec elle, et que, avec lui et malgré lui, ce principe le fait bou-

ger, penser, raisonner, agir : « Ce ne sont pas la haine et la lutte qui sont les véritables moteurs de la société, nous dit Troubat le Houx dans son livre « Evolution de la Paix », page 74, mais la solidarité et l'amour. »

Le machinisme, comme l'éducation, est un problème social, est le produit, l'effort de plusieurs générations et nous sommes tous les héritiers de ses bienfaits; il serait déshonorant, injuste de croire que, seuls, une poignée de privilégiés de la fortune et du savoir pourraient en jouir et en disposer à leur gré.

Nos anciens codes, et autres accessoires, n'avaient pu prévoir les possibilités illimitées de la production; ils ont été faits à un moment de disette et de rareté, chose qui, aujourd'hui, n'existe plus. Si l'humanité entend reprendre sa marche continue vers le mieux et vers le progrès, il faut qu'elle sache que le respect de l'intérêt général domine sans contestation possible les intérêts particuliers. Il faut qu'elle apprenne que la société que les hommes se sont donnée bouge, se transforme et que si le capitaliste bourgeois a remplacé le féodal, le travail manuel et intellectuel, avec l'aide du machinisme et ses connaissances sociales, est appelé à le remplacer, non à l'avantage d'une caste ou classe, comme l'ont fait nos prédécesseurs, mais dans une société où le bien-être sera général et au bénéfice de tous.

VICENS.

## Simple réflexions sur la base philosophique de la vie critique (1)

D A N S sa préface l'auteur (2) de l'œuvre « Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction » écrit : Il ne doit pas y avoir — pour le philosophe — dans sa conduite un seul élément dont la pensée ne cherche à se rendre compte, une obligation qui ne s'explique pas, un devoir qui ne donne pas ses raisons. Nous en reparlerons.

Si nous faisons nôtre et cette affirmation et aussi celle de notre camarade Charles d'Avray lorsqu'il chante dans les « Fous » : Si vivre est nous donner le droit au lendemain il s'ensuit que ce droit est un acquis pour tous les individus auxquels on a imposé la vie et que ce droit implique inévitablement — à seule fin que cette même vie soit possible — des Devoirs.

Considérant que l'individu ne peut vivre sans le concours de ses semblables ceux-ci sont à priori ses ennemis — il faut donc que le comportement de celui-ci soit orienté de plus en plus, non pas sur la recherche de réalisations dans ses aspirations purement personnelles, par n'importe quel moyen, et compris le rabaissement de ses semblables et la mutilation de leur personnalité, mais au contraire, par l'essai toujours plus poussé de l'interprétation mutuelle, c'est-à-dire de la coopération, ceci bien entendu dans tous les domaines de l'activité humaine — physiques et moraux.

Cette interpénétration, cette coopération est le facteur déterminant d'une élévation morale, d'où il résulte que les difficultés matérielles imposées par la vie sont annihilées plus facilement et efficacement. Les grandes difficultés que la race humaine trouve sur son chemin dans la vie ne sont que la résultante de la non pratique de ce principe coopératif toujours et de tout temps propagé par les esprits et les cœurs généreux et si profondément décrit par le grand penseur et écrivain libertaire Fierre Kropotkine dans son œuvre « L'entraide ».

Mais cette interprétation, cette coopération ne peut s'opérer qu'à la condition expresse que les individus qui la préconisent et qui la recherchent acceptent et provoquent de la part de ceux qui les approchent la critique de leur comportement — aussi bien dans leur vie privée que publique — dans tous leurs gestes physiques, sociaux et moraux.

Cette acceptation, sans réticences, aboutissant toujours à un degré d'élévation morale où se trouve l'harmonie ne peut être que le fait d'une

élite, car pour en arriver à ce stade d'acceptation de la critique de son comportement, il faut auparavant que l'individu en soit passé par le stade de l'autocritique, et ceci demande une volonté supérieure, une âme forte, car, il est plus facile de se laisser bercer par l'ambiance et le conformisme que de réagir toujours contre — on en obtient souvent plus de satisfactions matérielles, qui sont pour l'animal que nous sommes, plus flatteuses, mais qui vont contre l'accroissement de notre personnalité, sans lequel la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue.

Il résulte de ces quelques aperçus que celui qui se refuse à toute critique de son comportement et qui ainsi se croit arrivé au faite du savoir — vivre, s'entend — se classe contre la coopération et l'entraide. Donner un nom à cet individu n'est pas difficile : Personnaliste. Il n'y a que sa personne qui compte. « Et que m'importe que tu crève pourvu que moi je vive », pense celui-ci. Tous les moyens lui sont bons pour arriver à ses fins. Lorsqu'il se trouve en bas de l'échelle sociale, il ne peut, en raison de son manque d'originalité dans sa personnalité faire autre chose qu'importuner ses semblables, rassemblés comme lui dans le troupeau social, étant en tous points conformiste. Il n'en est pas de même de celui qui se trouve nanti d'une fonction sociale-autoritaire ou possesseur de fortune lui permettant d'exploiter son semblable — et je cite : père, mère, patron, commerçant, industriel, prêtre, magistrat, policier, etc. — pour en arriver au degré le plus élevé : le « dictateur ».

Dans l'âme de tous ceux qui n'acceptent pas la critique, il y a le dictateur. Et comment vivre avec celui-ci ? Il n'y a pas d'autres moyens que se soumettre et lui obéir en le servant inconditionnellement ou bien l'isoler et le fuir ou encore l'abattre.

Ph. P.

(1) Relire les articles d'Hobey : « Etre révolutionnaire », « Conformisme et Révolution », « Tu seras militant ».

(2) Guyau.

Journal Imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers Tél. : Capitole 69-73 — TOULOUSE

Le Gérant responsable :

J. SORIANO.

GFP 3428



L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

# LE COMBAT SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

A chacun selon ses besoins

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL  
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses moyens.  
A chacun selon ses besoins.

29 ANNEE — NOUVELLE SERIE N° 147

20 FRANCS

JUILLET-AOUT 1957

## ŒUVRONS POUR LA PAIX !

### « LA VERITE SUR L'ALGERIE »

TEL est le titre que nous offrent les « Partisans de l'union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française ».

Et voici quelques extraits de leur vérité :

Quatre impératifs commandent en fait le maintien de la souveraineté française en Algérie :

- un impératif humain ;
- un impératif d'équilibre économique et social ;
- un impératif de défense nationale ;
- un impératif d'avenir.

Puisqu'à nos yeux le côté humain de tous les problèmes représente la partie essentielle de ceux-ci, nous nous en tiendrons donc à ce point.

Leur impératif humain : 1.100.000 Français de souche européenne sont établis en Algérie, depuis plusieurs générations.

S'ils devaient un jour, à Dieu ne plaise, quitter l'Algérie pour se repeller sur la métropole, cent à cent cinquante mille au grand maximum pourraient se reclasser rapidement. La majorité des autres, formée de petites gens, dont beaucoup ne sont jamais venues en France et dont toute la fortune se compose de quelques meubles et de cent ou deux cent mille francs qu'ils ont à la Caisse d'Épargne (« Vie française et financière », du 4-1-57) seraient vouées sinon à la misère du moins à une vie médiocre et sans espoir.

Ainsi, ce n'est pas leur cas tant qu'ils sont en Algérie ?

Et pourquoi nous dites-vous que la majorité d'entre eux sont de petites gens dont toute la fortune se compose de quelques meubles et de cent ou deux cent mille francs qu'ils ont à la Caisse d'Épargne ?

D'autre part, vous semblez confirmer la situation médiocre et sans espoir du travailleur français (car nous supposons que cette majorité, si elle rentrait en France, se mettrait à travailler).

Et bien, c'est vrai ! nous avouons ne pas rouler sur l'or dans les milieux ouvriers, et même qu'il faut suer le burnous pour avoir droit à la vie avec ces chaos sociaux qui nous saignent. Mais tout de même, si nous faisons un rapprochement avec la vie du prolétaire d'Afrique du Nord, je pense que nous serons tous d'accord pour dire que c'est nous les privilégiés...

Si vraiment la vie est intenable là-bas, qu'ils n'hésitent pas à venir avec nous ; il y a encore du boulot, surtout si nous voulons résoudre la crise du logement.

Mais voyons une autre strophe de leur vérité :

« La France ne peut pas, enfin, consentir, par son départ, à plonger dans l'anarchie et dans la misère une population violente, poussée malgré elle à la révolte. »

Pour ce qui est de plonger dans

la misère une population violente, je doute fort qu'on fasse mieux que jusqu'à présent.

J'ai dû aller en Algérie, malgré moi, et j'ai pu constater le degré de misère du fellah algérien qui a eu le courage jusqu'à maintenant de ne pas se soumettre aux colons oppresseurs, ni se laisser entraîner par le courant corrompue des grands centres. Un gourbi, une terre stérile et desséchée et des outils moyennageux : voilà la richesse qu'il risque de perdre en se révoltant. Ah ! oui, cette population est poussée malgré elle à la révolte... C'est juste !... et l'outrageante opulence des repus de la société y est pour quelque chose. Ce contraste flagrant avec leur avilissante misère ne peut qu'allumer la colère d'être que tout accable et meurtrit.

Quant à les plonger dans l'anarchie, nous craignons, hélas ! qu'ils ne puissent, par l'instant, attendre cet idéal sublime.

Pensez-y, Messieurs, un peuple sans dieu ni maître, un peuple qui aurait acquis l'équilibre de sa raison et capable d'analyser sans préjugés ni haine tous les problèmes le concernant... Quelle merveille !

Coordonner tous les efforts pour amener toujours un peu plus le sort de l'humanité et ceci par des accords librement consentis où chacun peut apporter son jugement, soumettre le fruit de ses expériences dans un climat de liberté et de justice, connaissez-vous mieux ?

Une société où chacun pourrait consommer selon ses nécessités et qui, conscient de ses responsabilités, déploierait toutes ses facultés et toute sa vigueur pour contribuer au bonheur collectif. Bref, une société anarchiste serait plutôt l'orgueil de notre génération.

Mais malheureusement en Algérie comme ailleurs, et c'est ça la vérité, les exploités pullulent. Ils exploitent la force physique et intellectuelle, les sentiments, les passions, les faiblesses et l'ignorance.

Aussi nous regrettons vivement que le travailleur, qu'il soit Algérien, Tunisien, Marocain ou autre, car ils sont tous nos compagnons de misère, se laisse encore prendre au piège des slogans patriotiques ou des péroraisons religieuses.

J. SORIANO

## LE PROLETAIRE

BEAUCOUP de camarades pensent que le mot prolétaire ne répond à aucune réalité et, en conséquence, nient l'existence de la lutte des classes.

Le but de cet article est simplement d'exposer quelques-uns des arguments qui permettent à un libertaire d'estimer que le mot prolétaire a une signification propre avec toutes les conséquences qui en découlent (lutte des classes en particulier). En fait si le mot prolétaire reste inchangé dans son sens profond, son apparence extérieure évolue... disons... avec le temps.

Ce qu'il faut comprendre c'est comment le prolétaire actuel est l'héritier spirituel du prolétaire du XIX<sup>e</sup> siècle à travers toute une filière matérialiste.

Avant toute discussion, il faut éliminer l'erreur qui consiste à confondre

exploité et prolétaire. Dans toute société, il y a eu des exploités. Cette exploitation a revêtu des formes assez diverses : l'esclave, le plébéien, le serf, etc... Chaque forme d'exploitation a eu, et a encore, son vocabulaire particulier, le prolétaire. La notion de prolétaire ne peut donc être considérée que dans le cadre de la société qui l'exploite : le capitalisme. Autrement dit un prolétaire est un exploité, mais un exploité n'est pas nécessairement prolétaire.

Nous prendrons comme base la définition du prolétaire dans le Larousse : « Celui qui ne possède rien et n'a pour vivre que son travail ». Et tout de suite, les objections arrivent :

— le cas du flic. A priori il semble évidemment difficile de se considérer de la même espèce que celui qui est tout prêt à vous assommer lors d'une grève. Il n'empêche que le flic est à la merci de son patron, tout comme un ouvrier d'usine.

Si l'un ou l'autre perd son emploi, il se retrouve sans ressources. Le flic est un traître mais malgré tout un authentique prolétaire (du moins le plus souvent).

— l'ouvrier ou l'employé intéressé aux bénéfices de son entreprise. Dans ce cas, il y a, en général, un salaire dit de base auquel on ajoute une part des bénéfices de l'employeur. En fait, le total dépasse rarement d'une manière sensible le revenu normal de la profession considérée. C'est donc un bluff qui ne peut renvoyer à ses victimes leur qualité de prolétaire ;

— il y a le type qui a épargné sur son salaire et qui, au bout d'années de privations, est à la tête d'une certaine fortune personnelle. Cette fortune, il l'a placée petit à petit dans des bons du trésor, à la caisse d'épargne, dans des valeurs mobilières (obligations ou même actions). Le revenu annuel moyen de tels placements dépasse rarement 6 % (c'est au maximum qui ne tient pas compte des impôts). Calculez un peu le capital qu'il faudrait pour que ses économies rapportent à notre prolétaire de quoi vivre sans travailler. Ceci sans parler de la dévaluation constante. Il ne faut pas confondre capitaliste et épargnant, exploiteur et dupe.

— Il y a le prolétaire... propriétaire. Ce fait est maintenant chose courante. Pour avoir un confort qu'il considère comme minimum et inhérent à toute dignité humaine, le métallos ou l'employé s'endette pour 30 ans. Il achète, ou fait construire une maison, un appartement. Il devient de ce fait propriétaire. Il faudrait se servir d'une belle dialectique de style marxiste pour arriver à démontrer que ce propriétaire n'est plus un exploité, donc plus un prolétaire ;

— enfin, il y a l'embourgeoisé. D'abord on est généralement considéré comme

♦ (Suite en page 4)

## La guerre

J'étais presque un enfant ; je voyais [nos soldats]

Partir en longues files et se perdre [là-bas,

Dans ce sombre horizon où fondaient [nos armées,

Et, comprimant mon cœur et mes [mains désarmées,

J'écoutais dans le vent le bruit sourd [des combats,

Alors une pensée, ainsi qu'une prière, Me revenait, toujours la même, au [fond du cœur :

« Que cette guerre soit la fin de [toutes les guerres !

France, ô dernier martyr ! puisse à [force d'horreur

Ton supplice héroïque épouvanter les [hommes ! »

Triste fécondité, le mal produit le [mal !

Quel siècle mettra fin à ce cycle [fatal ?

Renonçant à saisir la dernière vic- [toire,

Quel peuple élargira l'horizon de [l'histoire ?

Je ne sais, mais mon cœur d'avance [t'a béni,

Peuple grand, par lequel la guerre [aura fini !

Je travaille pour toi, je prends en [main ta cause,

Je t'aime, toi sur qui notre avenir [repose,

Qui pour devise aura : Justice et [Liberté !

Car tu portes en toi, peuple, l'huma- [nité !

GUYAU

## EVOLUTION OU MYSTIFICATION ?

IL ne se passe pas de semaine, de jour, sans que, en n'importe quelle partie de notre globe, un événement, important ou non, vienne nous rappeler que nous vivons au sein d'une société où la vie et le bonheur d'un individu n'ont qu'une importance relative, selon qu'il est riche ou pauvre, puissant ou faible.

Pour la majorité des gens, ceci est l'ordre naturel des choses. Il est de règle, que celui qui est en bas de l'échelle sociale, cherche, par tous les moyens à s'élever au sommet, le plus vite possible. La manière importe peu. L'important est de se trouver en haut. Tant pis si pour y accéder on a dû laisser derrière soi quelques lambeaux de sa dignité ou de sa personnalité, ou même, en piétinant d'autres. Qu'importe ! Celui qui sait se trouver la meilleure place au soleil n'a que faire de ces futilités.

Ceci est valable, non seulement pour les politiciens — chacun sait s'il faut avoir l'échine souple pour pratiquer ce métier-là ! — mais aussi, malheureusement, pour certains individus, qui se réclament d'un idéal social ou idéologique, font foi de l'idée révolutionnaire et même libertaire.

Je ne veux faire ici ni la critique ni l'apologie de cette espèce d'individus, tout juste une constatation. En effet, trop souvent — sinon toujours — c'est la masse elle-même qui, par son impassibilité et son inconscience (et aussi, disons-le, par son désir stupide de se créer des idoles), permet et aide, même, ces individus

### ANARCHO-SYNDICALISME ET REFORMISME

CERTAINS aiment à croire que nous prenons un plaisir tout particulier à dénoncer le danger que représente le virus réformiste par le mouvement syndical en général et pour l'anarcho-syndicalisme en particulier.

Eh bien ! Camarades, méditez, si vous le voulez bien, sur cet exemple, assez édifiant qui nous vient d'outre-Manche, où l'esprit réformiste des Trade-Unions est plus que florissant (la plupart des centrales syndicales en cette douce France n'ont rien à leur envier sur ce terrain-là, soit dit en passant).

Mai 57. La blonde Albion est secouée de troubles sociaux ; les ouvriers de la métallurgie et ceux des constructions navales, en grève, présentent leurs revendications, parmi lesquelles une augmentation de 10 p. 100 des salaires est demandée.

Peu après, en bons utopistes, la reprise du travail est décidée, et confiance est faite à la « Inquire Commission » (correspondant à peu près à nos commissions de conciliation), organisme d'Etat qui a pour mission

de résoudre pour le mieux (?) les différends entre exploités et exploités.

Ces modernes Salomon, après de longues et ardues délibérations, ont présenté aux parties intéressées, le fruit de leurs réflexions, concrétisées en deux propositions.

La première, imbu de souci d'élever considérablement le pouvoir d'achat des salariés, s'élève à la somme fabuleuse de 8 shillings la semaine, soit 5 p. 100 au lieu des 10 p. 100 demandés.

La deuxième proposition, tenez-vous bien, camarades, s'élève à la somme mirifique de 11 shillings, soit 2 shillings 6 pence de plus (130 francs environ).

Il y a du progrès ! Mais, car il y a un « mais », qui a vraiment son importance, cette majoration de 130 francs hebdomadaires, est subordonnée à une clause : « Les Trade-Unions sont tenues à ne présenter aucune demande de revalorisation de salaires pendant une période de douze mois ! »

Cette dernière proposition ferait bondir tout syndicaliste qui se respecte, mais, hélas ! tel n'a pas été le cas de la majorité des Trade-unionistes, qui n'ont pas hésité à accepter, à leur conférence de Eastbourne, courant mai, par 33 mandats contre 19, la deuxième proposition avec la clause qu'elle comporte.

Sublime n'est-ce pas ? N'allez surtout pas croire que ces 52 mandats exprimés à Eastbourne ne représentent qu'une quelconque minorité, c'est, hélas ! la masse imposante de 1.300.000 syndiqués.

Voilà, camarades, ce qu'est ce syndicalisme débonnaire et bon garçon, si cher à nos amis réformistes, un syndicalisme vidé de tout contenu idéologique, où l'on n'hésite pas à se prostituer pour 130 francs hebdomadaires.

Drôle de conception du syndicalisme, quand l'obtention de quelques francs semble être le but suprême de leurs aspirations.

L'exploitation, esclavage moderne, semble ne pas avoir de sens pour eux.

La famine, dont souffre la moitié du globe et la destruction de stocks alimentaires, procédé assez courant, sont des choses sans importance, sans doute.

La défense des intérêts présents des travailleurs est une des tâches essentielles du syndicalisme, mais « la tâche du syndicalisme n'est pas seulement la défensive, mais aussi l'offensive » qui permettra de consolider les avantages présents, jusqu'à l'éclatement du système capitaliste, soit-il d'Etat ou privé, et de son garde de corps : l'Etat.

C'est à cette tâche de libération humaine que le syndicalisme révolutionnaire, s'est attelé depuis sa création et il continuera à la mener contre vents et marées, malgré tous ceux qui nous traitent d'illuminés ou d'utopistes.

### Lettre ouverte au camarade Fernand Robert

SECRETAIRE DE REDACTION DE L'« ALLIANCE OUVRIERE ANARCHISTE »

« Au-dessus des partis et des sectes politiques, vers la décentralisation, vers l'égalité totale, vers l'anarchie », voilà le slogan que défend cet être insociable.

Je l'ai connu au congrès confédéral de la C.N.T., à Toulouse en 1950. Il était, à cette époque, membre de la C.A.C. et rédacteur du « C.S. », ce qui ne l'empêcha pas, rentré à Paris, de violer les accords qui avaient été conclus par ce dit congrès et de collaborer avec les politiciens. Et voilà qu'il se réclame au-dessus des partis et des sectes politiques.

Expulsé de la C.N.T. pour sa position impériale, il collabore au « Libertaire » pour critiquer stupidement notre organisation et nos militants. Pour ma part, j'ai protesté contre cette collaboration à un journal propre et contre l'insertion des articles calomnieux. Et quand il ne lui fut plus permis d'écrire dans « Le Libertaire », il tourna alors son aiguillon contre celui-ci.

Le voilà maintenant dans un mouvement nouveau... Pour combien de temps ?

Camarade Robert, nous n'avons pas besoin de créer de nouvelles organisations (c'est bon pour le clergé !), ce qu'il nous faut ce sont des hommes de bonne volonté, des militants sincères et dévoués pour bâtir sur de nouvelles bases une société libre et égalitaire.

La C.N.T. est la seule « Alliance anarcho-syndicaliste basée sur des conceptions réalistes et capable de réaliser cet idéal. Aussi tout exploité qui la méprise ou la combat se fait inconsciemment le protecteur d'un régime qu'une grande majorité haït.

JEAN GIL

## National-socialisme pas mort !

LE chef de Dépôt principal de Trappes est un bon « chrétien ». Mais ce dévot et fidèle serviteur de la « sainte Eglise catholique » a une singulière conception de la charité chrétienne ; c'est par

des brimades qu'il applique celle-ci aux travailleurs placés sous ses ordres.

Le sieur Petit, « vorace de kilomètres » et du rendement maximum avec le minimum de main-d'œuvre et de matériel, ne peut admettre que le personnel d'exécution cherche à faire respecter le « P 4 » (Règlement du travail). C'est par des paroles brutales et des menaces qu'il fait pression sur ses subordonnés pour les empêcher de faire figurer les heures supplémentaires sur le registre des dérogations ; d'en référer à l'inspecteur du travail ou d'employer tout autre moyen de défense. Son attitude provocante déclenche souvent la réaction de personnes visées. Il en profite pour leur faire infliger des sanctions graves.

Il place la nécessité de servir la S.N.C.F. avant toute considération d'ordre familial. Ainsi, lorsqu'un agent ayant un certain nombre de repos dits « R.C.F. » en retard de plusieurs mois (ces repos doivent être accordés dans le mois courant) demande à en bénéficier pour rendre visite à un proche parent, éloigné de son domicile, gravement malade, et que voyant sa permission refusée, il se déplace malgré tout, vu l'urgence du cas, il est puni, et subit une retenue de solde égale au temps d'absence, malgré un certificat de médecin fourni comme justification. Si le sanctionné cherche à récupérer l'argent perdu, le sieur Petit invoque que le parent malade allait mieux ; car il est prophète et sans doute, de plus, docteur comme tend à le prouver le texte suivant qu'il fit afficher le 9 juillet 1954 :

ATTENTION !

Il est rappelé aux agents que lorsqu'ils ont à se rendre à un cabinet médical, quel qu'il soit et quel que soit le motif, ils doivent dans tous les cas demander l'autorisation au chef d'établissement qui l'accordera

R. IBANEZ

♦ (Suite en page 4)

# TRIBUNE LIBRE

LES ARTICLES INSERES CI-DESSOUS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITE DE LEUR AUTEUR ET NE PEUVENT INTERVENIR DANS LA LIGNE DE L'ORGANISATION, A AUCUN MOMENT

## PAS DE SOUTANES

LESSONS de philosophe et de jouer sur les mots... Pour définir une fois pour toutes ma conception sur l'étymologie de Dieu (terme bien abstrait), j'invite le camarade Besnier à lire, s'il ne l'a déjà fait, deux livres parmi tant d'autres : « La Religion al alcanze de todos » (en espagnol), de R. de Ibaréta, et « Les Ruines de Palmyre ».

Si j'ai employé dans mon article précédent quelques termes malheureux vis-à-vis du camarade Bestier, je m'en excuse vivement.

Il est évident que la diplomatie n'est pas très en vogue dans nos milieux mais nous avons quelque chose de mieux : la sincérité. Et nous aimons dire ce que nous pensons même si nous sommes dans

l'erreur. N'est-ce pas de la discussion que jaillit la lumière ?

Camarade Besnier je n'ai pas voulu dire qu'il nous faut admettre l'adhésion des curés à la C.N.T., même sans soutane. Je sais comme nous tous quel est le rôle du prêtre ouvrier dans le syndicat et ceci est une raison suffisante pour préciser dans nos statuts, ou notre charte, notre opposition à toute ingérence religieuse ou politique dans notre mouvement. Mais il faut tout de même convenir qu'il y a une nuance très prononcée entre le prêtre et le croyant au même titre qu'entre le politicien et l'électeur.

Ces derniers étant des exploités au même titre que l'athée, rien ne les empêche de trouver un terrain d'entente contre l'exploiteur commun —

le patronat — pourvu que dans l'organisation syndicale ils sachent se plier aux accords des congrès ainsi qu'aux règlements des statuts. C'est aux vétérans syndicalistes de veiller à ce que des éléments hostiles n'essayent de saboter l'organisation syndicale et de savoir éduquer les nouveaux venus dans le sens du syndicalisme révolutionnaire.

Je répète qu'il ne faut pas confondre le syndicat et le parti politique ou la secte religieuse. Si le croyant est répudié, au même titre que le communiste, le socialiste ou le radical ne pourra y adhérer.

Qui se syndiquera alors ? Le libéral, le sympathisant et, le cas échéant, le sans-parti. Il n'est donc point besoin de syndicalisme, adhérons directement à la F.A.P. et bornons-nous à combattre la société actuelle en faisant une action et une propagande anarchiste. Dans le cas contraire, nous trahissons l'esprit du véritable anarcho-syndicalisme, en créant un nouveau mouvement libertaire sous le pseudonyme de syndicalisme. Le prolétariat inconscient attend qu'une véritable organisation syndicale se manifeste par des actes capables de le convaincre

et de le sortir de sa torpeur. L'adhésion de tous les ouvriers de différentes opinions n'a pas empêché la C. N.T. d'Espagne de poursuivre sa marche toujours plus active et étendue jusqu'en 1936. Il n'y a qu'à lire Juan Peiro dans « Problemas del Anarquismo y del Sindicalismo », dont voici quelques passages qui indiquent la diversité d'opinions d'aujourd'hui. Ce n'a été que la trahison des hauts pontifes syndicaux, les Jouhaux et compagnie, et plus tard l'action des communistes qui conquièrent par leurs victoires révolutionnaires en Russie, la grande masse populaire qui ont mené le syndicalisme au marasme actuel.

Si nous voulons que le syndicalisme disparaisse, il n'est que d'interdire aux ouvriers qui ne pensent pas anarchiste de s'y affilier, tout comme si nous voulons vider de sa vitalité l'anarcho-syndicalisme, il n'est que de continuer en mauvaise intelligence avec la Fédération Anarchiste et que la plupart des libertaires continuent d'ignorer l'existence d'une confédération syndicale qui leur est propre et de militer dans les centrales réformistes.

ETIENNE

## ECHOS DU S. U. B.

### SOLIDARITE PAS MORTE

Au chantier de la rue Gracieuse, « Place Monge », les gars du bâtiment ont donné la preuve que la solidarité n'est pas, comme beaucoup le croient, un vain mot.

Mardi 25 juin, M. le Chef de chantier, despote au petit pied, voulut faire montre d'autorité, et sous le vague prétexte de rendement insuffisant renvoya sur-le-champ un compagnon boiseur.

Ce triste sire doit sans doute confondre travailler dans le bâtiment et commander un bâtiment, où maître après Dieu il trancherait à sa guise.

Mais les gars, rue Gracieuse, ne l'ont pas entendu de cette oreille, et dans un bel élan de solidarité ont démontré leur volonté « de ne pas se laisser marcher sur les pieds ».

Devant une telle prise de position, notre « apprenti sorcier » de service, ergote, se rebiffe et, finalement, dépassé par les événements, appelle à son secours son chef à l'échelon supérieur : le Directeur des travaux.

### Discussions, polémiques, menaces.

L'affaire à l'heure actuelle est entre les mains du « Prudhomme », ce qui, pour nous syndicalistes révolutionnaires, n'est pas la solution rêvée, mais nous pouvons constater avec plaisir que la solidarité a joué au chantier rue Gracieuse.

Un seul regret : le choix de l'ar-

bitrage légal au détriment de l'action directe, la pression directe du producteur sur son exploiteur, culbutant tout le fatras officiel et légal, mis sur pied dans le but de limiter les dégâts et de vider toute revendication de son contenu révolutionnaire.

GORDI

### SOUSCRIPTION

#### DES « AMIS DU C. S. »

Noms	Somme
Moranzoni	100 frs
Straschel	150 —
Serré	70 —
Groupe de Casablanca	300 —
Dugne	750 —
Cedo	70 —
Brun	750 —
Hemy	1060 —
F. T. R.	1030 —
Rotland	1820 —
Pallanca	500 —
Dugne	600 —
Hanus	670 —
Pique	70 —
S.U.B. de Strasbourg	300 —
Loiseau	50 —

### Souscription

Marseille	526 —
Beauce	220 —
Total de la liste	8.405 francs.

A tous les généreux donateurs, merci !

L'administrateur

A. RAUX

## COMMUNIQUES

### CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9<sup>e</sup>)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche

de 14 heures à 18 heures

TELEPHONE : TRUdaine 78-64

Secrétaire général : Richard IBANEZ

Adresser la correspondance au siège

Trésorier confédéral : Charles MOLINA

16, rue Dupetit-Thouars, Paris (3<sup>e</sup>) G.G.P. 12793-89 Paris

Administrateur du « Combat Syndicaliste » : André RAUX

37, rue du Regard, à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)

G.G.P. 233-92 Paris

### DEUXIEME UNION REGIONALE

Adresser momentanément la correspondance

au secrétaire général, au Siège

### BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S. U. B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, PARIS (18<sup>e</sup>). G.C.P. 6261-16 Paris.

### UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE, le premier vendredi de chaque mois, à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

### DIX-NEUVIEME UNION REGIONALE

#### UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence tous les jeudis et samedis, de 18 à 20 heures, au siège (salles 3 et 3 bis), Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, à Marseille (1<sup>er</sup> arrondissement).

## LE COIN DE LA CULTURE

Maintenant que Sacha Guitry est mort, nous pouvons dire, sans crainte de flatter son orgueil, que cet homme qui était admiré mais non aimé, nous a laissé quelques œuvres d'une réelle valeur.

L'étude psychologique qu'il a faite dans son film « Assassins et Voleurs », « dénote chez lui une connaissance très approfondie de la nature humaine.

Voici le scénario :

Les circonstances d'un cambriolage nocturne font se rencontrer face à face et soudainement deux êtres assez différents de position et d'aspect pour qu'on les discerne aussitôt tout à fait étrangers l'un à l'autre.

Ce sont Philippe Dartois, le distingué propriétaire d'un château sis près de Versailles, et Albert Le Cagneux, cambrioleur, que les obligations du métier ont attiré dans ce château.

Or, en le visitant, il tombe sur Philippe qui, peu soucieux de sa défense, au contraire l'accueille assez ouvertement, expliquant à Albert, au comble de l'étonnement, le pourquoi de son attitude. Il se prétend ravi de ce hasard qui le lui amène chez lui, alors qu'il recherchait précisément lui-même le moyen d'en finir avec une vie accablante. Devant Albert déconcerté, il entend d'en retracer le cours et se confesse ainsi à lui, le justicier qu'il se choisit et qui arrive à point nommé pour le délivrer du passé. Et Philippe de reprendre dans le détail une aventure de jeunesse amoureuse et féconde en ressorts imprévus, mais dont le dénouement tragique a fait de lui un criminel.

Entraînés à sa suite, nous revivons ce passé qu'il évoque, et le jour qu'il projette sur un drame oublié, croit-il, nous le montre, au travers des événements, sous des apparences diverses.

En bref, surpris chez sa maîtresse par un mari jaloux et qui la tue, Philippe à son tour le supprime et réussit à n'être pas inquiété, laissant condamner à sa place un innocent témoin du meurtre.

Et c'est, depuis, le remords perpétuel de son existence, de n'avoir pas empêché cette injustice odieuse, du-

rant le comique procès auquel nous assistons.

Il n'aurait pu le faire à temps, bien sûr, étant donné qu'un accident très grave d'automobile l'a privé de raison pendant quelques semaines.

Mais, revenu à lui, il était un autre homme, à qui son inconscience même dictait une conduite étrange. Car, aussi paradoxal que cela puisse paraître, il lui semblait normal de tenir à présent dans la société le rôle de celui que l'on condamnerait à sa place, et, de ce fait, il devint voleur.

Vu sous cet angle d'ironie, Philippe reste sympathique et raconte comment il réalisait ses « affaires ».

Nous le voyons rusé, conduire et réussir diverses opérations fort ingénieusement apprêtées, et qui sont autant de prétextes à nous démontrer sa science et son application dans l'accomplissement de ses vols.

Mais, hélas, pour lui, le jour n'est pas à se réjouir d'une fortune accumulée en quinze années de ces exploits, car ce matin, un journal le lui a appris, son cambrioleur d'autrefois, sa malheureuse victime est sorti de prison. Or, qui sait si cet homme ne va pas faire tout au monde pour le retrouver ? Bien plus malin que la Police, et sachant qu'il y avait quelqu'un dans son dos qui a tué le mari, ne va-t-il pas faire son enquête personnelle ?

Enfin, par recoupements, ne va-t-il pas mettre la main sur lui ?

Et d'ailleurs, qu'il le fasse ou non, sa vie est désormais empoisonnée par cette idée. Depuis ce matin, dit-il, je ne vis plus — voilà pourquoi je veux mourir.

Albert Le Cagneux l'en dissuade, et lui révèle qu'il est cet homme dont Philippe redoutait à juste titre la vengeance.

Mais puisqu'il le trouve aussi bien disposé à mourir, c'est tant mieux ! Il va l'exécuter sur le champ, mais auparavant, il convient que Philippe en sa faveur rédige un testament nouveau par lequel il lui lègue, à lui, Albert, quelques millions, auxquels s'ajouteront les objets que Philippe a dérobés : briquets, minaudières et bagues, qu'il emportera avec lui.

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde... »

LE TRIBUNAL CIVIL DE MARSEILLE APPLIQUE L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL A LA REPARATION DU DOMMAGE CAUSE PAR UNE MALADIE PROFESSIONNELLE NE FIGURANT PAS AUX TABLEAUX OFFICIELS DE CES MALADIES : LA PNEUMOCONIOSE PROVOQUEE PAR L'ABSORPTION DES POUSSIÈRES DE CEREALES.

LA Caisse régionale de Sécurité sociale du Sud-Est (Marseille) nous a fait parvenir deux intéressants jugements rendus par le tribunal civil de Marseille en matière

de responsabilité de l'employeur. Il s'agissait, dans l'un et l'autre cas, d'un ouvrier occupé pendant de nombreuses années à la manipulation de céréales et qui avait contracté une pneumoconiose.

L'ouvrier affirmait que cette maladie provenait de l'absorption de poussières de céréales manipulées dans l'exercice de son travail, et demandait à en rapporter la preuve par voie d'expertise.

Il assigna devant le tribunal son employeur ou ses employeurs successifs, ainsi que les caisses de Sécurité sociale (Caisse primaire et Caisse Régionale), et demanda à l'expert qui serait commis de déterminer la date de consolidation de la maladie, le taux de l'incapacité permanente et l'importance des douleurs qu'il avait endurées du fait de cette maladie.

Or, la pneumoconiose due aux poussières de céréales ne figure pas aux tableaux officiels des maladies professionnelles qui ouvrent droit à l'indemnisation par la Sécurité sociale.

Le salarié qui ne peut invoquer les textes relatifs aux maladies professionnelles, est-il donc privé, en outre, de tout recours contre l'employeur ? C'est ce que soutenait celui-ci devant le tribunal, en développant les arguments que nous allons passer en revue.

Le tribunal en a jugé autrement et a déclaré que l'article 1384 du Code civil, dont nous reproduisons ci-dessous le paragraphe essentiel, recevait application en l'espèce.

Si l'expert reconnaît le lien de cause à effet entre le travail exercé et la maladie, la responsabilité civile de l'employeur sera engagée par le fait des choses qu'il a sous sa garde et le malade pourra, à ce titre, recevoir une indemnisation.

La Caisse régionale du Sud-Est souligne fort justement l'importance de ces jugements. Elle en tire cette conclusion que les employeurs doivent être mis en garde contre les responsabilités qu'ils encourrent, lorsque, pour avoir négligé les mesures de prévention indispensables, ils exposent leur personnel à contracter des maladies de cette nature.

Les deux jugements du tribunal civil de Marseille datent du 5 juin 1956 et du 25 mars 1957.

Nous publions ici les passages essentiels du jugement du 25 mars 1957, le plus récent, dont les « attendus »

sont plus complets et plus précis que ceux du jugement de 1956.

### LA DEMANDE PRESENTEE PAR LE MALADE

M. S..., qui bénéficie de l'assistance judiciaire, assigne à la fois la Société I..., la Caisse primaire et la Caisse régionale de Sécurité sociale.

Il demande au tribunal d'être admis à rapporter la preuve par voie d'expertise, et en vue de l'application à son profit de la présomption de responsabilité de l'article 1384 du Code civil :

1) De ce qu'il est atteint de pneumoconiose ;

2) De ce que cette maladie provient de l'absorption de poussières de céréales manipulées dans l'exercice de son travail.

### LES ARGUMENTS

#### DE L'EMPLOYEUR EN 4 POINTS

Premier point. — La responsabilité de l'employeur au titre des maladies occasionnées par le travail a été réglée par les lois des 9 avril 1898 et du 25 octobre 1919, puis par celles du 30 septembre 1946 qui a instauré l'indemnisation au chef des maladies professionnelles par la Sécurité sociale. La maladie invoquée ne figure pas dans les tableaux annexés au décret d'application de la loi de 1946.

Deuxième point. — La responsabilité de l'employeur ne saurait dès lors être recherchée au titre de l'article 1384 du Code civil, même pour les maladies ne figurant pas dans ces tableaux. En tout état de cause, l'article 1384 serait inapplicable en l'espèce, M. S... n'étant pas un tiers, mais un préposé justiciable de la seule législation du travail.

Troisième point. — « Tout contrat de travail renferme à notre époque une obligation de sécurité au moins relative et dite « de moyens » de telle sorte que tout ce qui touche à l'intégrité corporelle de l'ouvrier ressortit à la responsabilité contractuelle, ce qui conduirait encore à exclure l'application en l'espèce de l'article 1384 du Code civil. »

Quatrième point. — Cet argument, invoqué d'ailleurs à titre « très subsidiaire » se fonde sur la prime dite « de salissure » perçue par M. S... à raison des poussières de céréales. L'employeur en déduit que M. S... a accepté le risque inhérent à ces poussières qui seraient à l'origine de la maladie, « et qu'il ne saurait dès lors être mieux traité que le transport à titre gratuit auquel la jurisprudence a toujours refusé l'application de l'article 1384 du Code civil ».

### LES ATTENDUS DU JUGEMENT EN QUATRE POINTS

Le jugement reprend, dans ses attendus, les quatre arguments présentés par l'employeur, et les examine point par point.

Premier point. — La maladie alléguée — cela n'est d'ailleurs pas contesté — ne constitue pas un accident du travail, et, puisqu'elle ne figure pas dans les tableaux annexés au décret du 31 décembre 1946, elle ne rentre pas dans le champ d'application des lois successives des 25 octobre 1919 et 30 octobre 1946 relatives aux maladies professionnelles.

Deuxième point. — Cependant aucune disposition légale ne prive l'ouvrier de recourir au droit com-

mun dans le cas d'une maladie professionnelle non prévue aux tableaux annexés audit décret (D.P. Cas. S.C.C. 13 février 1941 - « Gaz. Pal. » 1941, 1-407).

Troisième point. — Il a toujours été admis par la jurisprudence que l'obligation de sécurité, encore que son champ d'application soit en pleine extension et atteigne maintenant de nombreux contrats, n'est pas contenue, sauf clause expresse, dans le contrat de travail.

Quatrième point. — Aucune assimilation ne saurait être faite entre le transport à titre gratuit auquel il est prêt l'acceptation de certains risques, et l'ouvrier qui accomplit son travail pour assurer son existence et celle de sa famille. La prime de « salissure » accordée à raison des poussières de céréales n'a jamais correspondu, d'ailleurs, dans l'esprit des contractants, à un risque susceptible de compromettre l'intégrité corporelle de l'ouvrier. Elle ne constitue donc en aucune manière un pacte relatif à une obligation de sécurité.

### LE JUGEMENT

Le tribunal civil en vient à cette conclusion que c'est à bon droit que M. S... a recours aux dispositions de l'article 1384, premier paragraphe, du Code civil, « l'employeur ayant la garde et la responsabilité des céréales dont les poussières seraient à l'origine de la maladie invoquée ».

Il déclare donc recevable la demande de M. S..., met hors de cause sans dépens la Caisse primaire et la Caisse régionale de Sécurité sociale (1), et commet un expert,

« pour dire si M. S... est atteint de pneumoconiose, dire si cette affection trouve sa cause dans l'absorption de poussières de céréales manipulées pendant de nombreuses années par l'intéressé au service de la Société I... et, dans l'affirmative, fixer la date de la consolidation de son état, le taux de l'incapacité permanente, et indiquer l'importance des douleurs endurées par le malade ».

(1) Comme il s'agit « d'une maladie non régie par les dispositions de la loi du 30 octobre 1946, rien ne s'oppose à la demande de mise hors de cause des caisses de Sécurité sociale ».

### COUPABLES OU COMPLICES ?

Courant Juin, rue de la Colonie, Paris (13<sup>e</sup>), deux jumeaux, Dominique et Daniel, âgés de deux mois et demie, meurent asphyxiés, dans leur berceau, faute d'air...

Sept mètres carrés de surface habitable pour six personnes, soit juste un peu plus de 1 mètre carré par occupant ; tel était le palais des deux innocentes victimes.

« Je suis bien obligée d'ajouter qu'il existe des « cas plus tragiques encore », nous dit l'assistante sociale.

Ceci se passe de commentaires.

JEUDI.

### CAMARADE, AMI LECTEUR,

Si tu veux qu'il soit plus vivant, deviens sans tarder le correspondant régulier du « C. S. ».

LA REDACTION

## BULLETIN D'ABONNEMENT au « Combat Syndicaliste »

Je soussigné,

NOM .....

Prenoms .....

demeurant .....

.....

déclare souscrire un abonnement de (1) .....

au « Combat Syndicaliste ».

Le .....

SIGNATURE

Envoyez les sommes au C.C.P. Paris 233-92 André RAUX, 37, r. du Regard, Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.)

(1) 12 numéros : 220 fr. — 24 num. : 430 fr. — 48 num. : 850 fr.

# La situation de l'Esperanto dans le Monde

### PRELUDE A UN CONGRES INTERNATIONAL D'ESPERANTO A MARSEILLE

La langue internationale est aujourd'hui de plus en plus utilisée dans la pratique, dans tous les secteurs de la vie moderne. Sa souplesse, sa richesse en nuances attirent un nombre croissant d'auteurs de talent, tandis que sa structure et sa précision la rendent spécialement apte à être de plus en plus utilisée pour des buts scientifiques. Plus de deux mille grammaires diverses en 54 langues assurent son étude dans toutes les parties du monde et 112 dictionnaires spécialisés dans 45 branches de la science, de la philosophie et de la technique permettent son utilisation dans les applications les plus diverses.

Il paraît régulièrement en espéranto une cinquantaine de journaux et de revues littéraires, scientifiques, pédagogiques, philologiques, médicales, politiques, religieuses et autres : parmi elles les périodiques « Nica Literatura Revuo » (Revue Littéraire de Nice) et « Internacia Pedagogia Revuo » (Revue pédagogique) sont édités en France. La plus importante bibliothèque espérantiste du monde, à Londres, a inscrit à son catalogue à cette date, environ 30.000 publications en langue internationale. Parmi les auteurs d'œuvres directement inscrites en espéranto citons, outre le Français Gaston Waringhien, les Hongrois Kalossav et Baghy, le Suédois Engholm, l'Italien Musella, le Danois Thorsen, les Polonais Grabowski et Kabe, le Norvégien Rosbach ; depuis Homère, Virgile, jusqu'à Victor Hugo, Danté, Shakespeare, Cervantes, Goethe, Gogol, Pétouf, Ibsen et des centaines d'autres. Molière a été parmi les premiers.

Des œuvres scientifiques ont été écrites dans la langue internationale par d'éminents hommes de science du

monde entier ; pour citer quelques exemples, nous mentionnerons le professeur W. E. Collinson, le professeur Edmond Privat, l'ingénieur Wuster, le docteur Neergaard, le professeur japonais Egami, etc... L'ensemble des œuvres scientifiques ou spécialisées traduites en espéranto comprend celles des esprits les plus éminents ; par exemple : Leibniz, Descartes, Voltaire, Kant, Renan, Comenius, Sébastien Faure, J. Rostand, Mazzini, etc.

Les émissions radiophoniques sont de plus en plus nombreuses. L'an dernier, il y en eut 1.428 diffusées par vingt stations utilisant régulièrement la langue internationale, citons : Berne, Rome, Vienne, Montevideo, Rio de Janeiro, etc... Le nombre des congrès internationaux et des conférences qui utilisent l'espéranto croît d'année en année ; en 1957, citons les congrès internationaux de S.A.T. à Rotterdam, de U.E.A. à Marseille, d'un congrès chemins en Suisse, un congrès de chemins en Yougoslavie, et beaucoup d'autres dans lesquels seule sera parlée la langue internationale. Dix mille personnes voyageront à travers l'Europe dans toutes les directions pour y participer.

Au point de vue commercial, on remarque particulièrement l'utilisation de la langue internationale dans les foires internationales, comme celles de Lyon, Marseille, Padoue, ainsi que par les compagnies aériennes comme Air France, S.A.S., Swissair, etc... Déjà 600 villes, dont Paris, ont édité des brochures touristiques ou des guides en espéranto. Cinq Etats ont émis des timbres postaux relatifs à l'espéranto dont certains imprimés dans cette langue. Seize pays ont dédié 72 rues à la langue internationale, ou à son créateur, le docteur Zamenhof. De telles rues ou places existent en France dans 31 villes.

En 1956, la langue internationale a été enseignée dans 145 écoles de 22 pays, parmi lesquels la France, et

dans 31 universités ou établissements assimilés d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Le 10-12-54, l'U.N.E.S.C.O., après avoir examiné une pétition favorable à l'espéranto, signée de plus de 16 millions de personnes, parmi lesquelles le président Aurélien (et également 1.600 philologues et linguistes et 5.200 professeurs d'université et de personnalités du monde scientifique), a accordé le bénéfice des arrangements consultatifs à l'Association espérantiste mondiale qui est depuis lors représentée par un observateur ; l'U.N.E.S.C.O. a ainsi officiellement reconnu que les résultats atteints au moyen de l'espéranto dans les échanges internationaux intellectuels et pour le rapprochement des peuples correspondent à ses buts et idéaux propres, c'est-à-dire qu'ils contribuent à la coopération internationale dans les secteurs de l'Education, de la Science et de la Culture.

Avons-nous le droit donc, en tant que militants d'avant-garde, de négliger ce facteur d'émancipation et de progrès vers la liberté et le bien-être collectif ?

La réponse, camarades conscients et idéalistes convaincus, c'est votre esprit affranchi qui vous la donnera.

# XIX<sup>e</sup> U. R. L'Activité Syndicale

ACTUELLEMENT, seul le bâtiment s'agit à Marseille. La C.N.T. a tenté d'amorcer dans les chantiers, la lutte contre la vie chère. Tout augmente sans cesse sauf les salaires. Cette situation crée une atmosphère lourde de mécontentement très justifié parmi les travailleurs de la base.

Le syndicat du bâtiment C.G.T. cherche à exploiter cette situation en déclenchant la bagarre par des grèves de vingt, trente minutes ou parfois une heure. Mais les ouvriers lassés par ces méthodes, ne marchent plus avec conviction. Les chantiers débrayent sans coordination et ce manque d'ensemble se traduit par un manque de solidarité désastreux pour le résultat de la lutte. Mais ce climat permet la spéculation des dirigeants cégétistes pour leurs buts politiques.

Les camarades de la C.N.T. ont essayé, mais en vain, de faire comprendre à leurs camarades de travail qu'une grève ne s'accepte pas

aveuglément sur de simples mots d'ordre. Il faut envisager toute éventualité et discuter librement toute décision à prendre.

Un cas typique est à noter : Profitant du « Ramadan » et d'une grève des Algériens, la C.G.T. essaye de faire débrayer les ouvriers maçons et les boiseurs. Nos camarades avaient saisi l'astuce mais, étant en minorité, ne purent éviter le pire.

La grève dura quinze jours. Le résultat, hélas ! fut désastreux. Les patrons, à la reprise, licencièrent les délégués cégétistes responsables d'avoir déclenché la grève. En aucun moment, ne vint un écho de protestation de la part de leur centrale. Seuls, des camarades de la C.N.T. protestèrent et déclenchèrent en ce sens une grève d'une demi-journée en signe de protestation contre ces mesures malhonnêtes que prend trop souvent le patron marseillais.

On apprendit dans la presse locale, qu'une commission des syndicats du bâtiment C.G.T., C.F.T.C. et

F.O. s'était réunie pour établir une nouvelle base de lutte afin de revendiquer une augmentation des salaires. Mais vu l'impossibilité d'un accord entre ces trois centrales concurrentes, le syndicat patronal présent, lui, une augmentation qui était loin d'être celle que proposait la C.G.T., et consorts. Tout ceci ne fait que décourager les travailleurs qui prennent conscience de cette sinistre farce que leur jouent ces centrales pour justifier le rôle qu'ils prétendent mener en défenseurs de la classe ouvrière, alors qu'ils n'en font que ses fossoyeurs.

Telle est la situation syndicale dans le bâtiment, à Marseille. Le courant est très difficile à remonter. Cependant, il n'y a pas lieu de se décourager, et peut-être qu'un jour le climat sera plus propice et nous pourrions triompher avec notre C.N.T.

A Marseille, le 25-7-57.  
SYNDICAT DU BATIMENT  
UNION LOCALE DE MARSEILLE

# Meeting de commémoration du 19 Juillet à Toulouse

DIMANCHE 21 juillet, pour commémorer le 19 juillet 1936, la VI<sup>e</sup> Union régionale de la C.N.T. française a organisé à Toulouse un grand meeting, au Palais des Sports, place Dupuy.

Le succès remporté par cette manifestation dépassa les espérances des organisateurs ; plusieurs milliers de personnes se pressaient dans la salle pour entendre les exposés des mili-

tants espagnols et français pressentis. Prirent successivement la parole : Manuel Llatzer, pour la C. de R. de la F.I.L.L. ; José Peirats, pour la C. de R. de la Haute-Garonne ; Raymond Fauchois, pour la C.N.T. française, et Germain Esglésas pour le S.I. de la C.N.T.E. en exil.

La presse de nos camarades espagnols ayant largement diffusés les exposés de ses représentants, nous nous contenterons de reproduire ici un compte rendu succinct de celui de la C.N.T. française qui s'est exprimé ainsi :

Il indiqua tout d'abord que les camarades espagnols étant trois pour le développer, il ne s'attarderait pas longuement sur le fond du problème qui leur est particulier. Représentant à cette manifestation la C.N.T. française, il croit plus utile de s'étendre sur la situation existant actuellement en France, qui semble échapper à beaucoup. Il entendra donc d'établir un parallèle entre le climat qui se développe dans ce pays et celui propre à l'Espagne.

La France, dit-il, est en train de devenir une succursale du despotisme, un fief du fascisme. Qu'on ne croie pas que nous exagérons ; de multiples preuves sont là pour démontrer le contraire.

Ainsi le 14 juillet, à l'occasion du défilé traditionnel qui se déroule à Paris, le Peuple fut invité, par un appel du ministre de la Défense nationale, à venir rendre hommage, honorer, glorifier l'armée d'Afrique. Est-ce la crainte d'un fiasco qui provoqua cet appel ? Nul ne le sait ; toujours est-il que le peuple de Paris répondit dans une certaine mesure, mais il devait sûrement s'agir de celui que dénonça, avec tant d'objectivité, tel écrivain, en ces termes :

« Le peuple : c'est un vrai musée de toutes les conneries des âges ; il l'avale tout, il admire tout, il conserve tout, il défend tout, il ne comprend rien. »

Ceux qui s'étaient abstenus n'eurent pas tort car le soir même et durant la nuit, on vit des commandos de cette glorieuse armée entreprendre la chasse à l'homme, au Nord-Africain, bien entendu. Des choses abominables, indignes d'individus qui se prétendent civilisés se déroulèrent. A 5 h. 30 du matin, on vit même, en pleine gare du Nord, ces représentants des « forces de l'ordre » assaillir de paisibles ouvriers qui achetaient des billets pour se rendre à leur travail. L'un d'entre eux, inanimé, en raison des coups reçus, fut « fini » à coups de botte dans la tête. Le lendemain à Marseille et dans d'autres localités de semblables opérations se développaient. Sans doute le gouvernement français a-t-il tenu à donner un avant-goût de ce qui les attend à ceux d'entre nous qui pourraient manquer de souplesse pour exécuter ses « ordres ».

Pour mener à bien leur sale guerre, les gouvernements successifs commettent les pires excès. Il leur faut avant toute autre chose, de l'argent. Nous vivons, paraît-il au-dessus de nos moyens ; nous avons mangé notre blé en herbe ; il faut réduire la consommation intérieure ; manger du veau est un crime ; l'austérité s'impose ! On croit rêver d'entendre et de voir diffuser par la radio et la presse à gages de pareilles balourdises, surtout quand on sait que la majorité des ouvriers gagnent à peine 25.000 francs par mois et que 4 millions d'économiquement faibles touchent pour subsister 180 francs par jour.

Le gouvernement vient de faire voter par le Parlement des « pouvoirs spéciaux », soi-disant « pour protéger des attaques du F.L.N. les paisibles Nord-Africains résidant en France ». Rien n'est plus faux ! Le véritable but est d'empêcher l'activité de ceux qui refusent d'appuyer la politique impérialiste française. Les camps d'internement sont destinés à tous les individus, sans exception.

Il en est déjà ainsi en Algérie. La lettre d'un camarade responsable de notre organisation, ne laisse aucun doute sur ce sujet. Instituteur, n'ayant commis aucun délit, sa réputation d'élément subversif lui a valu en raison des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, attribués le 16 mars 1956, d'être hébergé dans un camp où sont groupés tous ceux dont l'activité peut s'avérer dangereuse.

Il en sera de même en France. Tous les éléments révolutionnaires ou réputés tels subiront ce sort au moment opportun ; tous les exilés, tous les réfugiés politiques seront dans le même cas. Qu'ils ne croient surtout pas à l'intervention de quiconque pour les libérer ; tous les politiciens sont bâtis du même ciment. Faut-il rappeler les attaques immondes de ce Roger Duchet, secrétaire général du groupe des « Indépendants et Paysans » qui, non content d'insulter nos frères espagnols en exil, fait l'apologie de Franco, tortionnaire de ceux qui sont sous sa dépendance, le même Franco qui prétend harmoniser l'autorité avec la liberté, comme si l'une et l'autre étaient conciliables ; le même tyran qui invoque, pour justifier sa barbarie, le danger communiste. Décidément, le communisme a bon dos !

Nos frères espagnols, en exil, par contre, aux yeux du crypto-fasciste Duchet, sont des exaltés dont il faut museler la presse éditée à Toulouse parce qu'elle ne se prive pas de dire son fait au bourreau de l'Espagne. Duchet ignore, sans doute, que même s'il arrivait à ses fins il aurait encore à compter avec nous qui reprendrions l'action à notre compte ; l'os serait alors pour lui beaucoup plus dur à croquer.

La majorité des individus au pouvoir en France sont du même acabit que Duchet et ils verraient d'un bon œil s'y instaurer un régime, basé sur l'obscurantisme et le despotisme, identique à celui existant de l'autre côté des Pyrénées.

# L'ordre dans l'Univers

Quant à ce que notre entendement appelle « l'ordre et l'harmonie dans l'univers », remarquons que nous qualifions d'ordonné ce qui est en accord avec les observations qu'il nous a été donné de faire. La succession régulière des jours, des nuits, des saisons, la répétition prévue des mêmes phénomènes, la constatation des mêmes effets faisant suite aux mêmes causes, en un mot l'observation toujours identique à elle-même de l'enchaînement rigoureux et méthodique des mêmes faits ; voilà ce que nous appelons l'ordre.

Tout changement, toute infraction à ces sortes de règles issues de la multiplicité et de la constance de nos constatations personnelles et des observations générales constitue le désordre.

En un mot, ordre et désordre étant deux termes dont la signification est exclusivement subjective, est considéré comme ordre tout ce qui est conforme aux notions que nous nous sommes faites ou que l'on nous a inculquées ; est considéré comme désordre tout ce qui y est contraire.

Sans en être encore tout à fait là, nous n'en sommes pas très loin. Les Américains, les premiers, se réjouiraient d'un tel état de choses. Une réaction des syndicats réformistes français pourrait seule provoquer un coup d'arrêt ; elle semble bien illusoire.

Selon notre camarade, il faut réagir.

Tous ceux, et ils sont nombreux, qui croient valables nos conceptions révolutionnaires économiques et sociales doivent rallier la section française de l'A.I.T. Aucun ne doit ménager ses efforts ; il ne faut pas laisser tout le poids du travail à accomplir peser sur les épaules de ceux à qui des fonctions ont été dévolues. Il faut former des jeunes, pour effectuer la relève des anciens et insuffler un sang nouveau à l'organisation. Il faut surtout éviter de considérer que certaines questions ne nous intéressent pas. Nous devons suivre de très près les événements partout où se développe la dictature. Ce serait une lâcheté de taire la vérité quand on la connaît et de ne pas agir en conséquence.

Raymond Fauchois termine en réitérant qu'il faut multiplier nos activités si nous ne voulons pas, pendant de longues années encore, nous retrouver ici, au même rendez-vous, sans avoir progressé d'un pas ; ou bien, faire une fois de plus la guerre pour la défense des intérêts d'oligarques financiers ; ou bien, avoir la désagréable surprise de nous retrouver tous ensemble derrière les barbelés dressés par les crypto-fascistes français alliés de l'immonde tortionnaire du peuple espagnol.

Un peu partout, des gens ont placé en nous leur espoir de sauvegarde, leur espoir de voir disparaître ou d'empêcher l'instauration de l'autorité ; l'union des efforts de tous les militants d'avant-garde peut permettre de ne pas les décevoir.

(Correspondant.)

### TRAVAILLEURS

Ne vous laissez plus bernier par les politiciens, œuvrez à votre libération en rejoignant le syndicalisme révolutionnaire.

Ralliez la C. N. T. !

POURQUOI  
ME DETRUIRE ?  
UN AUTRE PEUT  
ME LIRE

# LIBRAIRIE C.N.T.

### HISTOIRE ET DOCUMENTS

- N. Makno. — La Révolution Russe en Ukraine, 200 fr.; franco 230.
- S. Faure. — L'Imposture Religieuse, 300 fr.; franco 330; La Véritable Révolution Sociale, 120; franco 150.
- F. Planche. — La Vie ardente et intrépide de Louise Michel, 260 fr.; franco 290.
- J. Rennes. — Syndicalisme Français, 300 francs; franco 330.
- E. Dolleaux. — Féminisme et Mouvement Ouvrier (George Sand), 420 fr.; franco 450.
- M. Collinet. — Essai sur la condition ouvrière, 1900-1950, 510 fr.; fco 540.
- J. Maitron. — Le Syndicaliste révolutionnaire Paul Delesalle, 550 francs; franco 580.
- J. Danos et M. Gibelin. — Juin 36, 550 francs; franco 595.
- P. Besnard. — Le Monde Nouveau, 150; franco 180; L'Éthique du Syndicalisme, 100 fr.; franco 130.
- G. Leval. — L'Indispensable Révolution, 250; franco 280.
- P. Louis. — Histoire du Socialisme en France, 600 fr.; franco 645.
- L. LeFranc. — L'Internationale Chrétienne, 370 fr.; franco 400.
- J. Humbert. — Eugène Humbert, 350 francs; franco 395.
- E. Malatesta. — Au Café, 150; fco 180.
- R. Lamberet. — Mouvements ouvriers et socialistes, 615 fr.; franco 645.
- Un Proscrit. — L'Inévitable révolution, 250 fr.; franco 295.
- Bakounine. — Dieu et l'Etat, 100 fr.; franco 115.
- Emile Hureau. — Les Jésuites, la classe ouvrière et la révolution, 100 francs; franco 130.
- Louis Guilloux. — La Maison du Peuple, 390 fr.; franco 420.
- E. Armand. — La révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse, 350 fr.; franco 395.
- Max Stirner. — L'Unique et sa propriété, 600 fr.; franco 645.
- Laurent Tailhade. — Les plus belles pages, 300 fr.; franco 345.
- Aurèle Patoni. — La débacle de l'élite, 150 fr.; franco 180.
- Han Ryner. — Les paroles cyniques, 150 fr.; franco 180; Les Synhommes, 150 fr.; franco 180; L'Aventure d'amour, 150; franco 180.
- Docteur Maréchal. — La liberté de la conception, 450 fr.; franco 480.
- Ch. A. Bontemps. — L'homme et la liberté, 500 fr.; franco 530.
- André Bidet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240 fr.; franco 270; L'amour et l'émotion chez la femme, 240 fr.; franco 270.

### Jules Lermina. — L'A.B.C. du libérateur.

- Rillon. — Qu'est-ce que la propriété.
- Sébastien Faure. — Réponse aux paroles d'une croyante; L'orateur populaire; La liberté; Les crimes de Dieu; Propos d'Éducateur; Propos subversifs; La véritable rédemption; Les familles nombreuses; Les métiers haïssables; Le chambardement; Leur Patrie; L'enfant; La femme; Les forces de la Révolution; La dictature et la Bourgeoisie.
- Pierre Kropotkine. — La morale anarchiste; Les prisons; La prochaine Révolution (Les droits politiques); La guerre; Les minorités révolutionnaires; L'ordre.
- Elisée Reclus. — L'Anarchie et l'Église; Révolution et Evolution.
- Pierre Besnard. — La responsabilité.
- Georges Yvetot. — A.B.C. syndicaliste.
- V. Grieffriehles. — Le Syndicalisme Révolutionnaire.

### ROMANS

- Henry Poulaille. — Maintenant, 420 francs; franco : 40 francs.
- Florence Litre. — L'adolescente émerveillée, 350, 380 frs.
- Jules Vernes. — La jangada, 200, 230 frs lère et 2e partie.
- Ron Hubbard. — Le bras droit de la mort, 150, 180 fr.
- Roger Vercei. — Le capitaine Conan, 150, 180 fr.
- Margaret Kennedy. — La nymphe au cœur fidèle, 150, 180 fr.
- N. Somerset Maugham. — Le fil du rasoir, 200, 320 fr.
- Aldour Huxley. — Contrepoint, 200 fr.; franco, 230.
- Parké Cinninging. — Quelle Engence, 350, 380 fr.
- Comela Otis Skinner. — Mes folles histoires, 400, 430 fr.
- William Ledera. — Tout le monde à la mer, 400, 430 fr.
- Giovanni Guareschi. — Le petit monde de Don Camillo, 450 fr.; franco 480.
- Virgil Gheorghiu. — La vingt-cinquième heure, 690 fr.; franco 735.
- Ferreira de Castro. — Emigrants, 390 francs; franco 420.
- Louis Ténars. — Le Curé de Bourgogne, 200 fr.; franco 230; Le Sauveteur, 100 fr.; franco 130.
- De Jouvenel. — La vie de Zola, 250 francs; franco 295.
- Jacques Prévert. — Paroles, 590 francs; franco 635.
- Jean Celse. — Eugène, 180 fr.; fco 210.
- Maurice Hallé. — La Grand'route et les chemins creux, 200 fr.; fco 230.
- Victor Méric. — Couillises et trétaux, 250 fr.; franco 280.

### Alfred Toombs. — Lune de miel à sept.

- Eugène Dabit. — Hôtel du Nord, 150, 180 fr.
- Marcel Pierre. — Enquête à Médrano, 200, 230 fr.
- Pierre Daninos. — Le tour du monde du rire, 500, 530 fr.
- Sydney Horler. — A nous la vie, 400, 430 fr.
- Georges Mikes. — Drôles de pays, 375, 405 fr.
- Alfred Toombs. — Ces diables d'enfants, 375, 405 fr.
- A. Binet. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme, 240, 270 francs.
- Emile Pouget. — L'organisation du surmenage, 80, 110 fr.
- Ch. et J. Duchéné. — Le Socialisme révolutionnaire, 100, 130 fr.
- Victor Kronstadt. — Marxisme et dialectique, 200, 230 fr.
- Plon. — L'année ferroviaire 1953, 690, 735 fr.
- Fernando Planche. — La virgin roja de Luisa Michel, 260, 290 fr.
- Guy Chamuel. — Histoire des chemins et de leurs syndicats, 280, 310 fr.
- B. Malon. — Précis historiques, théoriques et pratiques du socialisme, 240, 285 fr.
- Adhémarr Schwartzguebel. — Quelques écrits, 200, 230 fr.
- Juan Ferrer. — Garbuis poète (espagnol), 150, 180 fr.
- José Peirats. — La C.N.T. en la Révolution Española, 700, 745 fr.
- William English Valling. — Le mouvement ouvrier et la démocratie aux Etats-Unis, 300, 345 fr.
- Jean Duchêne. — Le Socialisme révolutionnaire, 100, 130 fr.
- H. Poulaille. — Les Damnés de la terre, 390 fr.; franco 435; L'Enfantement de la Paix, 250 fr.; franco 280; Ils étaient quatre, 200 fr.; franco 230; Le Pain quotidien, 350 fr.; fco 380; Pain de Soldat, 450 fr.; franco 495.
- J. Prugnot. — Béton armé, 330 francs; franco 360.
- F. Planche. — Durole, 150 fr.; fco 180.
- H. E. Kaminski. — Bakounine : la Vie d'un Révolutionnaire, 350; fco 395.
- L. Lecoin. — De prison en prison, 160 francs; franco 190.
- Han Hass. — Hommes et requins, 750 francs; franco 795.
- Arthur Kaestler. — Le zéro et l'infini, 150 fr.; franco 180.
- Jules Vallès. — L'enfant, 150 francs; franco 180; L'Insurgé, 150; fco 180; Le Bachelier, 150 fr.; franco 180.
- Commander à Joseph SORIANO, Recette Principale Fontenay-sous-Bois (Seine) C.C.P. Paris 14.103-62

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

REDACTION - ADMINISTRATION : Abonnements 12 numéros : 220 fr.; 24 numéros, 430 fr.; 48 numéros, 850 fr. Changement d'adresse : 20 francs.

## Rassemblement International des Jeunes Libertaires 1957

Ce rassemblement 1957 aura lieu aux environs de Tarbes, plus précisément à 6 kilomètres de cette ville, dans la commune de Bazet, sur la route de Bordeaux.

Le rassemblement déploiera ses activités pendant tout le mois d'août et tous les jours avec un programme très varié. Il y aura des conférences, causeries commentées, fêtes artistiques, séances de cinéma, expositions, jeux divers, excursions, etc... L'endroit est très attrayant du point de vue touristique. Entre autres, on pourra visiter les grottes « du Loup », à Lourdes; celles de « Medous », à Bagnères-de-Bigorre; « Le Pic du Midi », Gavarnie, le Pont d'Espagne, le lac de Gauve, la Côte basque, etc... Le campement lui-même est entouré d'arbres et situé sur les bords de l'Adour.

Ceux qui ne disposent pas de tentes de camping personnelles, pourront être hébergés dans des tentes collectives. Un économat fonctionnera également.

Les camarades qui ont l'intention d'y participer devront en aviser, suffisamment à l'avance la C. de R. de la F.I.J.L., en indiquant s'ils se trouvent ou non en mesure de pourvoir à leur propre nourriture et hébergement et communiquer la date de leur arrivée. Ceux qui arrivent à Tarbes par le train auront une voiture à leur disposition qui les amènera au lieu du rassemblement, à condition toutefois qu'ils fassent bien connaître d'avance la date et l'heure d'arrivée prévue.

Sont cordialement invités à participer à cette manifestation de confraternité libertaire, tous les camarades, sympathisants et amis de tous les pays.

Nos confrères «CNT» et «Solidaridad Obrera», organes de la Section espagnole de l'A.I.T., publient et publieront, dans leur Tribune de la Jeunesse, de larges informations et articles d'orientation sur la portée de cette manifestation.

Nous espérons que nombreux seront ceux qui répondront à la tâche immense et ambitieuse de la F.I.J.L. et iront se réchauffer dans l'ambiance de cette jeunesse inquiète, à la recherche d'une issue face à la situation dans laquelle se débat le monde d'aujourd'hui.

De tout temps, la jeunesse a eu un rôle essentiel dans la marche du monde, mais il fallait encore que son destin ne soit pas détourné par les faux berges qui, depuis toujours, après leur avoir promis bien-être et félicité, l'ont misérablement trompé par des exaltations patriotiques mensongères et démagogiques pour mieux la résigner à se faire tuer sur les champs de bataille pour y défendre des intérêts capitalistes ou étatiques qui n'ont rien à voir — et vont à l'encontre — de la condition humaine.

La C.N.T. s'associe donc pleinement à cette manifestation et formule ses vœux de réussite pour récompenser l'effort de la F.I.J.L. tout

en permettant, à ceux qui s'y rendront, de porter un jugement de clarté et de haut intérêt social et humain sur les graves menaces qui pèsent sur l'espèce humaine.

LA REDACTION

## VOTRE SANTÉ

L'Etat n'a d'autre idée en tête que d'accaparer le plus d'argent possible afin de poursuivre ses sombres desseins impérialistes.

Le monopole du tabac est une source qui alimente substantiellement par son important débit, les finances françaises.

Peu importe la santé de ceux qui, inconsidérément, abusent de « l'herbe à Nicot »; l'essentiel est de réduire à sa plus simple expression le déficit budgétaire.

A l'étranger, se basant sur des statistiques sérieuses, de nombreux savants ont mis en garde les fumeurs contre l'abus qu'ils font du tabac. Celui-ci intervient le plus souvent dans le développement du cancer du poulmon.

Devant la carence de l'Etat qui, par peur de tarir une importante source de revenus, se garde de souffler mot, nous croyons utile de porter à la connaissance de nos lecteurs la courte mise en garde qui suit, extraite de la Collection universelle du service d'études et de recherches, adressée tout particulièrement à ceux qui ont la néfaste habitude d'allumer une cigarette avec le mégot de la précédente.

### CANCER ET TABAC

Aux Etats-Unis, on a comparé le nombre de cigarettes vendues en moyenne par personne et par an et le chiffre annuel de cancers du poulmon pour 10.000 habitants. Les résultats de cette statistique établie par l'U.S. Public Health Service montrent qu'il existe un parallélisme impressionnant entre la consommation de cigarettes et la fréquence du cancer broncho-pulmonaire.

D'autres statistiques laissent à penser que les risques du cancer du poulmon sont beaucoup plus importants chez les fumeurs que chez les non-fumeurs. Sur un groupe de 605 hommes atteints du cancer du poulmon, 1,3 % fument peu ou pas, 86,5 % sont de gros fumeurs, dont la majorité fument depuis plus de vingt ans. Un groupe témoin de 780 sujets sains ne comporte que 54,7 % de gros fumeurs.

Roffo, dans une statistique comportant 83.000 cancéreux, a constaté que 90 % des cancers de la lèvre, de la langue, du pharynx et des poulmons se développent chez les grands fumeurs.

La médecine exotique rapporte également des arguments à la théorie faisant du tabac un agent cancérogène : aux Indes, où l'on a l'habitude de chiquer du tabac et du bétel

CHRISTMAS ISLAND, c'est-à-dire l'île de Christmas, ou l'île de Noël... Quelle ironie, aujourd'hui, dans ce nom ! Quelle ironie dans le fait que l'île de Noël ait vu naître... la bombe H, la bombe à hydrogène des Anglais ! La tombe de l'Apocalypse dans l'île de Noël.

Le nom de cette île est une protestation. Mais, enfin, l'événement a eu lieu, et l'expérience, nous disent les journaux anglais, a été tout à fait réussie. Si réussie, écoutez bien, cela, que la nouvelle bombe qui vient d'être essayée pourrait bien être, nous dit-on, une « clean bomb ».

Une clean bomb; une bombe « propre ». Une bombe propre, cela veut dire une bombe qui ne laisse pas de salées dans l'atmosphère, une bombe qui ne pose plus le problème du « fallout », c'est-à-dire de la retombée, de la pluie de cendres ou de particules radioactives.

L'Angleterre a trouvé la « bombe propre » ! Hélas ! cette bonne nouvelle me paraît, la pire de toutes. Elle pourrait être, en effet, un encourage-

ment à continuer les expériences sur les bombes atomiques. Puisque celles-ci se feraient désormais sans menacer directement personne, les objections bruyantes de ces mois derniers ne devraient-elles pas sans objet ?

### UNE VILLE VOLATILISEE

La vérité me paraît être cependant que tout le bruit fait récemment sur le problème de la contamination de l'atmosphère par les expériences nucléaires a détourné l'attention du problème fondamental posé par la découverte de l'explosion atomique.

Bien sûr, le lent salissement de la planète par les déchets atomiques est un redoutable danger, et un danger qu'il est bon d'avoir dénoncé dès aujourd'hui quand il est encore — on l'espère — plus théorique que réel.

Mais voyons bien que le problème central est différent, il est antérieur au problème de la contamination, et beaucoup plus grave. Pour vous le faire comprendre, je voudrais évoquer quelques souvenirs personnels sur Hiroshima.

J'ai vu Hiroshima, peu après la bombe atomique, j'étais alors correspondant de l'A.F.P. à Tokyo. Le Japon venait de capituler, et trois mois environ après l'expérience historique du 6 août 1945, je me trouvais sur les lieux du cataclysme, en compagnie d'un autre journaliste français, James de Coque, envoyé spécial du « Figaro ».

La ville avait été littéralement volatilisée. C'est du moins l'impression que nous avions devant ce qui en restait : une étendue plate comme une assiette, tapissée de débris écrabouillés, de cendres et de ferrailles, une plaine nue, un désert, que contemplant en rond des collines bleues dans le lointain — elles-mêmes — dévastées par l'épouvantable souffle de la bombe.

Ici avaient vécu quatre cent mille japonais, et c'était maintenant le vide, aussi loin que le regard pouvait porter. Nous n'avions même pas un guide pour nous conduire ou nous expliquer, et nous avions vraiment l'impression de nous trouver sur une terre maudite, marquée d'une paix infernale.

Les débris sur lesquels nous marchions étaient comme hachés en fragments menus que je n'ai vu nulle part ailleurs dans les ruines d'autres villes bombardées, comme si la bombe, par sa force avait été atomisante. Bien sûr cette ville de Hiroshima était comme une ville japonaise, faite en grande partie de maisons de bois vite réduites en cendres, mais ce qu'on trouvait par exemple de brique ou de pierre, paraissait avoir été traité dans un concasseur et réduit en véritables miettes.

**"A. I. T."**  
LE JOURNAL DE NOTRE INTERNATIONALISME, PARAIT TOUS LES MOIS.  
Abonnez-vous !

Le spectacle était à peu près le même à Nagasaki, seconde ville atomisée. Il y avait cependant, cette particularité supplémentaire : les collines.

Nagasaki est bâtie au milieu de collines au tracé compliqué, et les bois qui lui avaient jadis fait, sur ces pentes, une couronne de verdure n'étaient plus que d'extraordinaires hérissements de fusains noirs, tout étendus comme si les arbres mêmes s'étaient contractés dans la souffrance. Par endroits, à l'abri de quelque crête, les arbres n'avaient pas grillé, mais on constatait des effets de souffles fantastiques qui avaient couché dans le même sens des forêts entières.

### DEUX TMOIGNAGES JAPONAIS

Et les hommes ? Eh bien, c'est par une première « collection » de photographies, un peu plus tard, que j'ai commencé à comprendre, mieux encore — si c'était possible — ce qui s'était passé à Hiroshima. Je n'essaierai certes pas de les décrire, ces photos. Qu'il me suffise de vous dire l'effet qu'elles produisaient : j'ai failli, à l'instant même, vomir. Ces images de la grille humaine étaient au delà de ce que le regard peut soutenir.

Et peu après me sont venues, sans certes que je me recherche, les « histoires de Hiroshima », c'est-à-dire les récits d'expériences vécues par les habitants de la ville atomisée, récits qui courent encore aujourd'hui, à travers le Japon.

Vous pouvez en avoir une idée en lisant deux livres japonais qui ont été traduits en français, le « Journal d'Hiroshima », du docteur Hachioya, et « Les cloches de Nagasaki », par le docteur Nagai. L'un et l'autre sont discrets, si je puis ainsi dire, dans leurs descriptions, même le docteur Hachioya quand il décrit le spectacle hallucinant de foules entières d'hommes et de femmes brûlés, mais encore vivants, qui s'enfuyaient, mais épuisés et à pas lents, tout entièrement nus, car la bombe a rôté leurs vêtements, et couverts de plaies, avançant comme des fantômes dans l'épais brouillard noir qui couvrait la ville, des fantômes qui d'étrange façon écartent du corps leurs bras ballants... car ils sont écorchés vifs, et le froissement des membres leur cause des douleurs atroces.

### PERSPECTIVES DE LA GUERRE ATOMIQUE

Ici, nous touchons, à mon avis, au problème, ou plutôt aux problèmes, en mettant le mot au pluriel.

Le fait nouveau qui apparaît sur notre planète le 6 août 1945 à Hiroshima, c'est que le guerrier qui presse sur sa gâchette en visant son ennemi, tue non pas un homme, un autre ennemi, mais une multitude. Et même pas une multitude armée prête à l'anéantir s'il n'est pas le premier à attaquer, mais une multitude désarmée, pas immédiatement dangereuse, et relativement innocente.

Déjà les bombardements d'artillerie, ou les bombardements « classiques » par l'aviation sur les villes de l'arrière ennemi ont opéré le passage de la tuerie individuelle à la tuerie col-

lective. Mais cette fois-ci, nous sommes parvenus bien au delà. L'entrée de la bombe atomique sur la scène fait que la tuerie « de masse », exercée sur les populations civiles, frappant sans discrimination les enfants et les femmes, va remplacer et en quelque sorte détrôner la tuerie partielle d'autrefois. Ajoutez ceci encore, dont on ne parle pas : quelques bombes A et H lancées non plus seulement sur les villes mais sur les campagnes ennemies, détruiront « efficacement », « utilement », son ravitaillement présent et futur en anéantissant les champs, les récoltes, les arbres et les herbes.

Deuxième point, l'apparition de la bombe atomique introduit dans la guerre un élément de cruauté inouï, depuis que l'homme fait la guerre. La mort dans la guerre devient pour chaque homme qui la rencontre une épouvantable torture, et comme cette mort ne se produit pas seule, mais au milieu d'une multitude d'autres morts, ce sont des milliers de fins atroces qui se produisent. Lisez sur ce point les récits des livres que j'ai cités, et les scènes effroyables qu'ils laissent entrevoir : les êtres transformés en éponges sanglantes, les malheureux qui vivent encore à l'intérieur d'un corps calciné. Et bien entendu, la multitude frappée n'a plus aucun recours à attendre, toute organisation à cette fin étant anéantie, et le cataclysme étant d'ailleurs beaucoup trop vaste pour permettre l'intervention d'aucune force de secours.

Troisième point : malheureux sont beaucoup des survivants de l'attaque atomique. Ils n'ont échappé à la torture de mourir rôtis, que pour connaître une torture différente — celle de la maladie atomique, mort lente qui met des années à tuer. Aujourd'hui, douze années, après la bombe atomique, à Hiroshima, la bombe tue encore ; je lisais l'autre jour une dépêche en trois lignes, datée de Hiroshima, annonçant la mort d'un enfant reconnue comme étant une mort « atomique ». L'enfant avait douze ans.

Quatrième point : la fameuse contamination nous effraye lorsque deux ou trois engins nucléaires sont essayés, trois loin en Australie, à l'île Christmas, au désert de Nevada, etc., mais imaginez ce qu'elle serait dans une blitzkrieg russo-américaine atomique, qui frapperait des populations entières ! Ce n'est pas trop dire que de dire qu'une partie de la race blanche pourrait être empoisonnée jusque dans les sources mêmes de la vie, d'un poison qui ne serait plus jamais éliminé et provoquerait de génération en génération de terribles accidents génétiques.

### VERS DE NOUVEAUX HIROSHIMA

Rien de tout ce que j'évoque là n'est bien nouveau, je le sais. Mais, en vérité, quand on a vu Hiroshima et Nagasaki, on ne craint pas de tomber dans les redites, de trop répéter les mêmes cris d'alarme.

Savez-vous quelle fut l'une des idées qui me venait à l'esprit dans les ruines de Hiroshima, avec plus de force ? C'était celle-ci : « Cette bombe qui est la première, sera certainement la dernière ! Par son horreur même, elle va guérir les hommes de la guerre, car il est impensable que la guerre, désormais, ce soit cela... »

Belle illusion ! Douze ans après Hiroshima, des milliards sont dépensés, des milliards d'ouvriers travaillent, des centaines de cerveaux supérieurs cherchent et calculent dans la préparation de nouveaux Hiroshimas, plus vastes encore, et plus efficaces.

Et bien, à mon avis, aucun raisonnement, aucun calcul politique, aucun argument idéologique ne peut supporter l'ombre d'une justification valable à cette course vers la catastrophe. Le bon sens à lui tout seul, sans parler du sens de l'homme, et de la crainte de Dieu, ne doit-il pas dicter à tout homme, en face des préparatifs, de la guerre atomique, qui se font à l'Ouest, comme à l'Est, un refus total de participer et même d'accepter et, une protestation indignée ?

Robert GUILLAIN.

(Extrait de « Citoyens du Monde »).

# Les joies du dimanche

L'UN des plus grands plaisirs de l'homme devrait être celui de se consacrer au moins une fois par semaine à l'étude de notre société.

Et, puisque le dimanche semble être le jour où le plus de gens se reposent, pourquoi ne pas en profiter pour satisfaire notre esprit ? Il serait si agréable de s'évader parfois de notre cercle de vicissitudes, pour goûter un peu les purs aromes des grands espoirs et des vastes pensées.

Tout en se reposant, pourquoi ne pas assister aux causeries scientifiques, culturelles ou sociales ; ou alors présenter soi-même, si l'on a eu le privilège de s'instruire, de s'éduquer sur les différents problèmes qui touchent de près ou de loin notre humanité ? Car il est indispensable que nous étudions tous nos problèmes si nous voulons nous affranchir.

Que dirions-nous d'une ménagère qui ignorerait, après de longues années d'existence dans sa maison, tel ou tel autre ustensile ? Pourtant, combien d'hommes de nos jours se trouvent dans le cas de cette ménagère surtout en ce qui concerne les problèmes sociaux. Beaucoup seraient incapables de nous définir le rôle que doit jouer la production et la distribution dans une société idéale.

Et la tâche de l'éruclit est de divulguer ses connaissances. Si la science reste muette devant les divers problèmes sociaux qui nous intéressent, alors elle perd à nos yeux toute sa valeur humaine. « La science, sans l'ordre social, est un tronç qui n'a pas de tête », a dit le philosophe Emile Littré, et je le crois aussi. A quoi sert la science si elle ne nous enseigne pas à tous les membres de la société la voie la plus juste de nos devoirs et de nos droits ? Dans tous les pays et de tout temps, c'est de l'ignorant que se sert le tyran !

Nous ne pouvons faire aucun reproche à nos ancêtres s'ils ne savaient ni lire ni écrire, s'ils habitaient dans des cavernes, si leurs instincts les poussaient parfois à commettre des cruautés.

Mais à présent, au siècle de l'automatisme, qu'il y ait des hommes qui ont de la peine à distinguer le sens du mot société de celui de troupeau, c'est vraiment exaspérant.

Croyez-moi, chers camarades, cette légion, issue d'un peu tous les milieux, et qui suit aveuglément les idées et les faits de « Monsieur-Tout-le-Monde », est pour notre société ce que sont les lichens pour les arbres.

Avec les progrès techniques actuels, les facilités d'émancipation sont immenses. Plus qu'à allonger la main pour choisir un bon livre, un petit effort et, hop ! nous voici transportés à n'importe quel point de notre globe. Et avec ça combien, hélas ! négligent les bonnes œuvres qui attendent patiemment dans les bibliothèques et fréquentent plutôt les bistros que les réunions à caractère social !

Et pourtant, peut-on en vouloir à ces pauvres malheureux que nous saluons et tutoyons tous les jours et qui ne sont en somme que leurs propres ennemis, puisqu'ils se détruisent moralement (quand ce n'est pas physiquement), victimes de leur inconscience ?

L'homme le plus élémentaire doit savoir que sans une idée bien nette de la société, un minimum de jugement personnel, il sera toujours le jouet des aventuriers.

« L'homme, a dit Bodrillard, s'égare quand la lumière lui manque et au lieu de créer, il détruit. »

Comme a dit Lorulot, auteur de plusieurs livres et grand conférencier. « L'homme dont l'éducation n'est pas faite, restera toujours plus ou moins vulnérable », et c'est ce que nous diront tous les hommes de science, si réellement ils ont une conscience !

Voilà ce qu'il faut dire, et au besoin, ce qu'il faut apprendre.

C'est le dimanche que l'on fait un peu plus de toilette, on soigne un peu plus sa tenue, eh bien, polissons aussi notre esprit. Sentons-nous plus sociaux envers nos amis, et même nos ennemis. Mais écoutons le célèbre écrivain Joseph Proudhon : « Le charme opère sur le cœur du paysan ; le dimanche il est plus accueillant, plus aimant, plus affable ; il est sensible à l'honneur de son village ; il est fier ; il s'identifie davantage avec l'intérêt de sa commune. » Et un peu plus loin il ajoute : « Quelle femme au jour du dimanche, ne donne à son ménage un certain air de fête et même de luxe et reçoit plus volon-

tiers et d'une humeur plus caressante, les amis de son époux ? » (J. Proudhon.) (1).

Profitions du dimanche pour nous éduquer, allons à nos réunions, visitons les bibliothèques et invitons tous les hommes qui veulent bien penser, soit pour apprendre ou bien nous enseigner, et écartons l'idée de remettre à un second plan cette richesse d'esprit, comme le prétendent certains de nos camarades.

### VICENS

(1) Du livre « Proudhon, père du Socialisme français », p. 229, par J. Bourgeat.

# National-socialisme pas mort !

(Suite de la page 1)  
ou la refusera, selon que le déplacement de l'agent sera justifié ou non.  
Le Chef de Dépôt.

Lorsqu'un petit cheminot du dépôt de Trappes, atteint d'une affection sérieuse, est assigné à son domicile par le médecin, et que le jour précédent la reprise, il se déplace pour avoir des renseignements sur son prochain service, notre « bon disciple du Christ » envoie chez le malade un de ses contrôleurs, afin de faire constater son absence. Ainsi, de malheureux lampistes ont été frappés, du fait de machiavéliques menées de leur chef de dépôt, de retenues sur leur faible salaire, privant par répercussion d'une partie de leurs moyens de subsistance, femme et enfants.

Il emploie aussi une méthode portant atteinte à l'honneur. Quand, avec juste raison, un agent lui tient tête et qu'il ne peut être puni en raison de son travail impeccable, ce calotin, loin de rendre le bien pour le mal, cherche à briser la carrière du récalcitrant : il l'envoie, de sa propre initiative, à la visite du médecin psychiatre. Les convocations à ce spécialiste sont faites à la vue et au su de tout le monde, de façon à atteindre la réputation du patient, à l'intérieur et en dehors de la S.N.C.F. L'accompagnement par une personne de l'entourage familial est exi-

gé. Celle-ci, en principe l'épouse, est interrogée à part, et en cas de désaccord dans le ménage, on voit quel préjudice est susceptible d'être porté au « présumé fou ». En plus de cet examen médical, le lampiste visé est soumis à une prise de sang pour déceler s'il est alcoolique, même si de notoriété publique il est établi qu'il ne boit pas.

Manque de chance pour notre dictateur au petit pied, au dépôt de Trappes toutes les personnes envoyées au psychiatre ont été reconnues normales.

Belle action à l'actif du sieur Petit : la fermeture de la cantine du dépôt-vapeur, si utile aux petits salariés, éloignés de leur famille.

En un mot, le sieur Petit est un curieux individu qui, malgré la religion dont il se réclame, ne semble pas « très catholique ».

C'est un « vilain monsieur », comme il en existe malheureusement beaucoup parmi les éléments « cadres ». Nous ne manquerons pas de nous intéresser ultérieurement à son cas, si le besoin s'en fait sentir.

DUFALOT (lampiste)

Journal imprimé sur les presses de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) Ateliers : 61, rue des Amidonniers Tél. : Capitole 89-73 - TOULOUSE

Le Gérant responsable J. SORIANO

# LE PROLETAIRE

(Suite de la page 4)

me tel par ce que l'on est fic, titulaire d'un salaire élevé, obligatoire, propriétaire.

Dans les limites vues plus haut, ce genre d'embourgeoisement ne porte pas à conséquence... sur le plan économique du moins. On est embourgeoisé parce qu'on a une voiture, un frigidaire, un certain confort pour tout dire.

Les exemples abondent de copains qui tout en possédant ce confort décrit restent de vrais prolétaires. Et d'ailleurs, à partir de quelle limite pourrait-on considérer le copain comme un exploitateur : le port d'une cravate ou l'achat d'une D.S. 19 ?

On est embourgeoisé parce qu'on a l'esprit bourgeois. Il y a là deux cas : celui qui est pour ainsi dire né avec l'esprit bourgeois, et celui qui a perdu sa conscience de prolétaire. Les familles chrétiennes, en particulier, sont de rentables pépinières de prolétaires embourgeoisés de naissance. Une raison de plus, s'il en fallait, pour lutter à mort contre tous les curés.

Quant à ceux qui ont perdu leur conscience de classe, il faut en rechercher la cause, bien sûr, dans le salaire élevé, la voiture, le confort. Mais tout ceci ne leur retire pas, malgré tout, leur qualité de prolétaire.

Il y a aussi tous les prolétaires qui ignorent ou qui refusent de se considérer comme tels.

Il semble donc, que le prolétaire actuel ne répond plus tout à fait à la définition de Larousse. Il faut donc la modifier, la compléter.

Essayer de reconsidérer la notion de prolétaire, c'est traiter un problème humain. Or comme libertaires, nous savons qu'à un problème humain, il est impossible de donner une solution rigide basée sur des définitions mathématiques. En cherchant la définition du mot prolétaire, il faut s'en souvenir.

Nous reprendrons donc la définition du Larousse en l'aménageant :

Le prolétaire est celui qui ne possède rien et n'a pour vivre que son travail. Est encore prolétaire celui dont les revenus extérieurs à son travail ou les biens ne pourraient suffire à le faire vivre.

Je ne fais que proposer cette ébauche de définition et n'y tiens pas outre mesure. Si des copains souhaitent apporter leur contribution à ce problème, ils savent que le « C. S. » est à leur disposition.

J'ai essayé cette fois, de prouver et de définir l'existence du prolétaire. Il faudrait, dans d'autres articles relier le problème à une notion de classe, de prolétariat et considérer, si l'on peut en espérer quelque chose de positif.

Enfin, et c'est très important, il ne faut pas oublier que le problème a été envisagé ici d'un point de vue français. L'optique peut être notablement modifiée à partir d'un autre pays. En particulier pour les nations économiquement sous-développées. Par exemple pour l'Espagne, il est certain que la définition de « Prolétaire » a beaucoup moins besoin d'être nuancée, l'écart entre classes étant plus évident.

J. B.